

sommaire

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÈGLEMENTAIRES

Pages

EAU

Prescriptions relatives au fonctionnement du système d'assainissement de Monein bassin du gave de Pau comprenant notamment : la collecte des effluents de Monein - la station d'épuration - le rejet des effluents épurés dans la Baysère - le devenir des sous-produits de traitement (Arrêté préfectoral du 5 septembre 2005)	1148
Prescriptions relatives au fonctionnement du système d'assainissement de Laruns bourg bassin du gave d'Ossau comprenant notamment : la collecte des effluents de Laruns-bourg - la station d'épuration - le rejet des effluents épurés dans le gave d'Ossau - le devenir des sous-produits de traitement (Arrêté préfectoral du 5 septembre 2005)	1154
Cours d'eau domaniaux - Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un ouvrage de prise d'eau le Saison commune d'Osserain (Arrêté préfectoral du 6 septembre 2005)	1160
Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un ouvrage de prise d'eau gave de Pau commune d'Prthez (Arrêté préfectoral du 6 septembre 2005)	1162
Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un ouvrage de prise d'eau gave de Pau commune de Bellocq (Arrêté préfectoral du 6 septembre 2005)	1163
Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un remblai gave de Pau commune de Boeil Bezing (Arrêté préfectoral du 6 septembre 2005)	1164
Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un ouvrage de prise d'eau gave de Pau commune de Sarpourenx (Arrêté préfectoral du 6 septembre 2005)	1166
Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un épi en gabions gave d'Oloron commune de Prechacq Navarrenx (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1167
Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial gave de Pau commune de Boeil Bezing (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1169
Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un ouvrage de prise d'eau gave de Pau commune de Nay (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1170
Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un ouvrage de prise d'eau le Saison commune d'Osserain (Arrêté préfectoral du 19 septembre 2005)	1171
Renouvellement d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime, commune de Saint-Jean-de-Luz (Arrêté préfectoral du 9 septembre 2005)	1173

SANTÉ PUBLIQUE

Autorisation de transfert d'officine de pharmacie (Arrêté préfectoral du 19 septembre 2005)	1174
Transports sanitaires (Arrêté préfectoral du 19 septembre 2005)	1174
Désignation du centre de dépistage anonyme et gratuit de Bayonne (Arrêté préfectoral du 06 septembre 2005)	1174
Désignation du centre de dépistage anonyme et gratuit de Pau (Arrêté préfectoral du 6 septembre 2005)	1174
Réquisition des médecins chargés de la permanence des soins sur le secteur de garde de Pau (secteur n° 23) (Arrêté préfectoral du 7 septembre 2005)	1175
Réquisition des médecins chargés de la permanence des soins sur le secteur de garde de Pau (secteur n° 23) (Arrêté préfectoral du 12 septembre 2005)	1175

PATRIMOINE HISTORIQUE ET ESTHÉTIQUE

Inscription d'objets mobiliers sur l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers classés (Arrêté préfectoral du 9 et 20 septembre 2005)	1190
--	------

ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION DE SOINS OU DE CURE

Dotation globale de financement des CHRS :

• Amitié Association Organisme de gestion des foyers amitié (Arrêté préfectoral du 2 septembre 2005)	1190
• les Mouettes association centre d'accueil et Foyer Côte Basque (Arrêté préfectoral du 2 septembre 2005)	1190
• Atherbea association centre d'accueil et foyer Côte Basque (Arrêté préfectoral du 2 septembre 2005)	1191
• du côté des femmes association du côté des femmes (Arrêté préfectoral du 2 septembre 2005)	1191
• l'Escale Association l'Escale (Arrêté préfectoral du 2 septembre 2005)	1192
• Massabielle Congrégation Bon Pasteur (Arrêté préfectoral du 2 septembre 2005)	1192
Forfait global de soins du service d'accompagnement médico-social à domicile (SAMSAD) du centre hospitalier de la Côte Basque (Arrêté préfectoral du 9 septembre 2005)	1192
Dotation globale de financement de la section de soins pour l'exercice 2005 de la maison de retraite Vieil Assantza à Cambo les Bains accueillant des personnes âgées dépendantes (Arrêté préfectoral du 12 septembre 2005)	1193
Tarification du centre spécialisé de soins aux toxicomanes de Béarn Toxicomanies pour l'année 2005 (Arrêté préfectoral du 12 septembre 2005)	1193
Forfaits soins des maisons de retraite et logements foyers pour l'exercice 2005 (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1194
Forfaits soins des maisons de retraite et logements foyers pour l'exercice 2005 (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1194
Tarification ternaire section soins pour l'exercice 2005 des maisons de retraite accueillant des personnes âgées dépendantes (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1197

... / ...

Tarification ternaire section soins pour l'exercice 2005 des maisons de retraite accueillant des personnes âgées dépendantes (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1200
Modificatif de la dotation globale de financement de la section de soins pour l'exercice 2005 des maisons de retraite accueillant des personnes âgées dépendantes (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1201
Modificatif de la dotation globale de financement de la section de soins pour l'exercice 2005 de la maison de retraite Ramuntcho à Bidart accueillant des personnes âgées dépendantes (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1202
Forfaits de soins des services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées pour l'exercice 2005 (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1202
AGRICULTURE	
Fixation pour l'année 2005, les taux des cotisations complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité, d'assurance vieillesse agricole, de prestations familiales dues au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles, ainsi que les taux des cotisations complémentaires d'assurances sociales agricoles dues pour l'emploi de main-d'œuvre salariée (Arrêté préfectoral du 23 septembre 2005)	1206
Structures agricoles – Autorisations d'exploiter (Décisions préfectorales des 14 et 23 septembre 2005)	1207
Lutte contre les chenilles processionnaires du pin (Arrêté préfectoral du 14 septembre 2005)	1207
Indice des fermages et sa variation pour l'année 2005 (Arrêté préfectoral du 12 septembre 2005)	1208
AERODROME	
Abrogation d'une autorisation de création d'une plate-forme destinée à être utilisée de façon permanente par les aéronefs ultra-légers motorisés (U.L.M.) (Arrêté préfectoral du 20 septembre 2005)	1210
CIRCULATION ROUTIERE	
Réglementation de l'enseignement de la conduite sur les autoroutes du département des Pyrénées-Atlantiques (Arrêté préfectoral du 7 septembre 2005)	1210
Réglementation de la circulation sur la R.N. 134, Territoire de la commune de Herrere (Arrêté préfectoral du 12 septembre 2005)	1211
Réglementation de la circulation sous chantier autoroute de la côte basque A63 (Arrêté préfectoral du 15 septembre 2005)	1211
Réglementation de la circulation sur la R.N. 134, Territoire de la commune de Gan (Arrêté préfectoral du 20 septembre 2005)	1212
Réglementation de la circulation à l'intérieur du tunnel du Somport territoire des communes de Borce et Urdos (Arrêté préfectoral du 14 septembre 2005) (Arrêté préfectoral du 21 septembre 2005)	1213
PROTECTION CIVILE	
Plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Pau (Arrêté préfectoral du 22 septembre 2005)	1213
Plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Billère (Arrêté préfectoral du 22 septembre 2005)	1213
Plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Lons (Arrêté préfectoral du 22 septembre 2005)	1214
Plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Lescar (Arrêté préfectoral du 22 septembre 2005)	1214
CONCOURS	
Autorisation pour l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement d'un ouvrier qualifié maçon, filière exploitation, hors compte de commerce au titre de l'année 2005 (Décision préfectorale du 21 septembre 2005)	1215
ENVIRONNEMENT	
Suspension de l'activité de musique amplifiée de l'établissement « Le Winfield » à Pau (Arrêté préfectoral du 13 septembre 2005)	1215
POLICE GENERALE	
Habilitation dans le domaine funéraire (Arrêté préfectoral du 21 septembre 2005)	1216
VOIRIE	
Aménagement des RD 920 et RD 934 sur le territoire des communes d'Iseste et d'Arudy (Arrêté préfectoral du 13 septembre 2005)	1216
EMPLOI	
Extension d'activité et géographique du C.C.A.S. Orthez - Agrément qualité «C.C.A.S. Orthez» (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1217
ELECTIONS	
Convocation des électeurs pour une élection municipale partielle dans la commune de Mialos (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1217
VETERINAIRE	
Nomination d'un vétérinaire sanitaire (Arrêté préfectoral du 12 septembre 2005)	1218
ENERGIE	
<i>Approbation et autorisation pour l'exécution des projets de distribution publique d'énergie électrique :</i>	
• commune de Asson (Arrêté préfectoral du 19 septembre 2005)	1218
• commune de Nousty & Soumoulou (Arrêté préfectoral du 19 septembre 2005)	1219
• commune de Bosdarros et Rebenacq (Arrêté préfectoral du 19 septembre 2005)	1220
COMITES ET COMMISSIONS	
Renouvellement de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise dans le département des Pyrénées-Atlantiques (Arrêté préfectoral du 7 septembre 2005)	1220
DISTINCTIONS HONORIFIQUES	
Attribution de récompense pour acte de courage et de dévouement (Arrêté préfectoral du 15 septembre 2005)	1221
GARDES PARTICULIERS	
Gardes Particuliers (Arrêtés préfectoraux des 31 août et 5 septembre 2005)	1222

sommaire

COLLECTIVITES LOCALES

Fixation du tarif de cantine scolaire appliqué par la communauté de communes d'Arthez-de-Béarn (sur le regroupement pédagogique intercommunal d'Arnos, Boumourt, Castillon d'Arthez et Doazon) (Arrêté préfectoral du 7 septembre 2005)	1222
Transfert de biens du hameau d'Exave et du hameau d'Eyharcé à la commune de Saint-Martin-d'Arrossa (Arrêté préfectoral du 15 septembre 2005)	1222
Périmètre de la communauté de communes Sud Pays Basque (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1223
Fixation du tarif de cantine scolaire appliqué par la commune d'Arbus (Arrêté préfectoral du 19 septembre 2005)	1223
Extension des compétences et modification des statuts du SIVu Ikas-Bide (Arrêté préfectoral du 21 septembre 2005)	1223
Dissolution du syndicat Etxepare (Arrêté préfectoral du 21 septembre 2005)	1223

CHASSE

Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage, commune d'Urt quartiers Jouandourduil, Beauregard (Arrêté préfectoral du 12 septembre 2005)	1223
Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage, commune d'Urt Quartiers Munho Vieux Larribère (Arrêté préfectoral du 12 septembre 2005)	1224
Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage, commune de Saint-Just-Ibarre (Arrêté préfectoral du 13 septembre 2005)	1224
Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage, commune d'Ihloldy (Arrêté préfectoral du 13 septembre 2005)	1225
Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage, commune de Laas (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1226
Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage, commune de Jurançon (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1227
Fixation des prélèvements maximum autorisés – P.M.A – pour le petit gibier de montagne - Campagne de chasse 2005-2006 (Arrêté préfectoral du 16 septembre 2005)	1227

DELEGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt (Arrêté préfectoral du 13 septembre 2005)	1228
Délégation de signature au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (Arrêté préfectoral du 13 septembre 2005)	1231
Délégation de signature au directeur des services fiscaux de la Gironde (Arrêté préfectoral du 13 septembre 2005)	1234
Subdélégation de signature (Arrêté préfectoral du 14 septembre 2005)	1234

COMMUNICATIONS DIVERSES

MUNICIPALITE

Municipalités	1235
-------------------------	------

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

SANTE PUBLIQUE

Procédure d'agrément des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique (Arrêté préfet de région du 2 août 2005)	1235
---	------

PECHE

Fixation, pour les communes littorales du département des Pyrénées-Atlantiques, des conditions de ramassage du goémon épave échoué et du goémon de rive, ainsi que les conditions de pêche sur le domaine public maritime du goémon poussant en mer et du goémon épave (Arrêté Préfet de Région du 19 septembre 2005)	1237
---	------

COMITES ET COMMISSIONS

Modification au conseil de l'union régionale des caisses d'assurance maladie d'Aquitaine (Arrêté préfet de région du 5 septembre 2005)	1238
Modification du conseil d'administration de l'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Pau (Arrêté Préfet de Région du 9 septembre 2005)	1239

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES

EAU

**Prescriptions relatives au fonctionnement
du système d'assainissement de Monein
bassin du gave de Pau comprenant notamment :
la collecte des effluents de Monein -
la station d'épuration - le rejet des effluents
épurés dans la Baysère -
le devenir des sous-produits de traitement**

Arrêté préfectoral n° 2005248-20 du 5 septembre 2005
Direction des collectivités locales et de l'environnement
(3^{me} bureau)

Maître d'ouvrage : Commune de Monein

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Expropriation ;

Vu le décret N° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 ;

Vu le décret N°77-1141 du 12 octobre 1977 modifié par le décret n°93-245 du 25 février 1993 pris pour l'application de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976 ;

Vu le décret N° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration ;

Vu le décret N° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu le décret N° 97-1133 du 8 décembre 1994 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 modifié le 31 août 1999 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n°94-469 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1.1 et L 372-3 du Code des Communes (articles L 2224-8 et L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales) ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

Vu le SDAGE Adour-Garonne approuvé le 6 août 1996 par le préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 1991 classant les cours d'eau à protéger ou à améliorer pour être aptes à la vie des poissons ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2000 fixant les objectifs de réduction des flux des substances polluantes de l'agglomération de la station d'épuration de Monein ;

Vu le dossier déposé le 6 décembre 2004 par la Commune de Monein ;

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène des Pyrénées-Atlantiques en date du 21 juillet 2005 ;

Considérant la nécessité d'améliorer la qualité des eaux du Gave de Pau et de ses affluents ;

Considérant qu'en application du décret du 3 juin 1994 susvisé et des articles susvisés du code général des collectivités territoriales, le système d'assainissement de Monein eu égard à la taille de l'agglomération d'assainissement et à la sensibilité du milieu récepteur du rejet devait respecter les obligations résultant du décret susvisé, à savoir la mise en œuvre d'un traitement de ses eaux usées, au plus tard le 31 décembre 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

A R R E T E

Article premier – Objet de l'autorisation

Le fonctionnement du système d'assainissement de Monein est autorisé dans les conditions fixées aux articles suivants.

Les ouvrages concernés sont :

- le système de collecte des eaux usées de Monein,
- les déversoirs d'orage situés sur le système d'assainissement,
- la station d'épuration de Monein,
- le rejet des effluents épurés dans la Baysère,
- le devenir des sous-produits de traitement.

Les rubriques de la nomenclature (article L 214-2 du Code de l'Environnement) concernées par cette autorisation sont les suivantes :

5.1.0 Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant :

1° Supérieur ou égal à 120 kg de demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) : soumis à Autorisation

5.2.0 Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier :

1° Supérieur ou égal à 120 kg de DBO5 : soumis à Autorisation

2° Inférieur à 120 kg de DBO5 : soumis à Déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements

exploités dans le système d'assainissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature sont, par leur proximité ou leur connexité avec les installations soumises à autorisation, de nature à modifier les dangers ou inconvénients du système d'assainissement.

CHAPITRE I

prescriptions applicables à l'ensemble du système d'assainissement

Article 2 – Rapport annuel sur le fonctionnement du système d'assainissement

La Commune de Monein établit chaque année un rapport sur le fonctionnement du système de traitement comprenant notamment :

1) Les indicateurs techniques permettant de connaître :

- a) l'évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, à collecte par le système d'assainissement ;
- b) les variations des charges brutes et des flux de substances polluantes en fonction des conditions climatiques ou des saisons ;
- c) le taux de collecte, et le taux de raccordement ;
- d) la capacité d'épuration et le rendement effectif du système d'assainissement ;
- e) le devenir des sous-produits de traitement.

2) L'indication des objectifs en cours et des moyens à mettre en place pour les atteindre, qui contient :

- a) le rappel du taux de dépollution nécessaire pour assurer le respect de ces objectifs et de ces obligations ;
- b) l'évolution du taux de dépollution nécessaire pour assurer le respect de ces objectifs et de ces obligations,
- c) la pluviosité sur la base de laquelle seront fixées les caractéristiques du système d'assainissement ;
- d) l'échéancier des opérations.

Le rapport annuel est adressé au service chargé de la police des eaux et à l'agence de l'eau.

Le système de traitement doit être conçu et adapté pour permettre la réalisation des mesures dans des conditions représentatives.

Article 3 – Plans des réseaux

Les plans du système d'assainissement comprenant les réseaux de collecte et les déversoirs d'orage sont établis à une échelle compatible avec une lecture aisée (1/5000e maximum). Ils sont mis à jour chaque année par la Commune de Monein et tenus à disposition du service chargé de la police des eaux.

CHAPITRE II

prescriptions applicables aux systèmes de collecte

A – PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 4 – Raccordement

Au-delà du délai fixé par l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique, la commune doit satisfaire aux conditions

des articles 31-32-33 de l'arrêté du 22 décembre 1994 et pouvoir justifier à tous moments, de l'état des raccordements et des contrôles réalisés en application de l'article 24 de l'arrêté susvisé.

Article 5 – Récolement

Les ouvrages de collecte nouveaux feront l'objet d'une procédure de réception conformément au cahier des charges minimum de l'arrêté du 22 décembre 1994.

B – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Article 6 – Conception et réalisation

Les ouvrages de collecte doivent être conçus, réalisés, réhabilités, entretenus et exploités de manière à :

(éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites,

(acheminer au système de traitement l'ensemble des flux collectés par temps sec et des flux collectés par temps de pluie jusqu'à son débit de référence,

(limiter, notamment par temps de pluie quand le débit de référence du système de traitement est atteint, les rejets par surverse du système de collecte et ses impacts sur le milieu et ses usages.

Article 7 - Raccordement au réseau de collecte

Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte.

La Commune de Monein met en place le contrôle des installations de raccordements prévu à l'article L 1331-4 du Code de la Santé Publique.

Il instruit les autorisations de déversement pour tout raccordement d'effluents non domestiques en fonction de la composition des effluents. Dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté, la Commune de Monein fournira au service chargé de la police de l'eau l'ensemble des conventions de raccordement avec les industriels et les artisans.

Les effluents collectés ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites ;
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

Pour les nouveaux tronçons, au-delà du délai fixé par l'article L 1331-1 du code de la Santé Publique, la Commune de Monein doit pouvoir justifier de l'état de tous les raccordements.

Le service chargé de la police de l'eau peut demander des informations sur les opérations de contrôle des branchements particuliers prévu à l'article L 1331.4 du Code de la Santé Publique.

Article 8 - Obligations de résultat du système de collecte

Le taux de collecte annuel de la DBO5 de l'ensemble du système de collecte doit être supérieur à :

(95 % au 31 décembre 2005.

Le taux de raccordement des usagers individuels doit être :

- (égal à 100 % le 31 décembre 2005. Des dérogations à l'obligation de raccordement des particuliers peuvent être accordées exceptionnellement dans les conditions prévues par la réglementation et dans la mesure où le particulier dispose d'un assainissement autonome en bon état de fonctionnement.

Article 9 - Obligations concernant les surverses du système de collecte

Les ouvrages de surverse seront conçus, adaptés et entretenus de manière à ce que l'ensemble du système d'assainissement puisse en permanence répondre aux objectifs du présent arrêté ainsi qu'à ceux de l'arrêté du 21 novembre 2000 définissant les objectifs de réduction des flux de substances polluantes de l'agglomération de la « station d'épuration de MONEIN ».

D'une manière générale, en dehors des périodes d'entretien et de réparation, aucun déversement du système de collecte n'est admis en période de temps sec.

En dehors de la période visée à l'alinéa précédent, notamment en période de pluie importante les rejets du système de traitement sont admis sur les points de surverse dont la liste figure en annexe II et dans les conditions suivantes :

- les débits de référence en entrée du système de traitement visés à l'article 14 sont atteints,
- le débit de référence spécifique à chaque déversoir d'orage et correspondant à la capacité de transit du réseau de collecte en aval du déversoir d'orage est atteint,
- le nombre annuel de déversements ne doit pas dépasser en moyenne 12. Cet objectif devra être atteint au 31 décembre 2005,
- les ouvrages de surverse sont équipés pour répondre aux prescriptions de l'article 18,
- les rejets du système de collecte, ses incidences sur les milieux et sur leurs usages font l'objet d'une surveillance, en particulier, les ouvrages de surverse sont équipés d'un système d'auto-surveillance conforme à l'article 24.

La Commune de Monein précisera, dans un délai de un an à compter de la date de signature du présent arrêté, pour l'ensemble des déversoirs d'orage, le fonctionnement des surverses du système de collecte et leur incidence sur les milieux et ses usages.

Dans le même délai, la commune de Monein soumet au préfet un programme de réhabilitation, du système de collecte afin de supprimer ou d'adapter, avant le 31 décembre 2005, les rejets et les points de surverse qui ne sont pas conformes avec les dispositions du présent arrêté et les objectifs de réduction des matières polluantes fixés par arrêté préfectoral du 21 novembre 2000.

Il s'agit, en particulier de supprimer les rejets dans les milieux récepteurs autres que la Baysère et de diriger les rejets vers les points de surverse où l'incidence sur les milieux et ses usages est limitée, connue et contrôlée.

Article 10 – Diagnostic du réseau de collecte

L'étude du diagnostic du système de collecte existant, visée à l'article 16 du décret n°94-469 du 3 juin 1994 est réalisée, maintenue à jour et tenue à la disposition du service de police des eaux.

Ces données sont mises à jour dans le rapport annuel visé à l'article 2.

CHAPITRE III

prescriptions applicables au système de traitement

A – Emplacement de la station d'épuration

Article 11 – Emplacement

La station d'épuration est implantée sur la commune de Monein. Les plans d'implantation sont établis, joints à la demande d'autorisation et maintenus à jour.

Toutes dispositions seront prises pour que la station d'épuration et son exploitation ne soient pas cause de pollution et d'aggravation des conséquences de la crue en période d'inondation. Une étude sur ce point sera fournie dans le dossier de demande d'autorisation et sera maintenue à jour.

B – Dimensionnement de la station d'épuration

Article 12 – Conception de la station d'épuration

Le système de traitement doit être dimensionné, conçu, construit et exploité de telle manière qu'il puisse recevoir et traiter les flux des matières polluantes correspondant à son débit et ses charges de référence.

Article 13 – Charges de référence du système de traitement

Les charges de référence du système de traitement sont :

	Temps sec
<u>Charges hydrauliques</u>	
Débit journalier	450 m3/j
<u>Charges polluantes</u>	
DB05	162 kg/j
DCO	270 kg/j
MES	225 kg/j
NTK	45 kg/j
Pt	

Article 14 – Obligations de résultat du système de traitement

14-1 – Obligations de résultat du système de traitement par temps sec

Le rejet par temps sec du système de traitement doit respecter les valeurs limites fixées en flux maximal et, soit les valeurs limites fixées en concentration, soit les valeurs limites fixées en rendement indiquées dans le tableau suivant :

Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Rendement épuratoire	Flux maximal de rejet en kg/j
DCO	125	75 %	65
DB05	25	80 %	13
MES	35	90 %	18,2
NGL	20	60 %	10,4
NH4	-	nitrification	1,6
Pt	4	60 %	2,1

Le rejet devra en outre satisfaire les prescriptions suivantes :

(Température : la température de l'effluent traité devra être inférieur à 25°C.

(pH : le pH doit être compris entre 6 et 8,5.

(Couleur : la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.

(Substances capables d'entraîner la destruction du poisson : l'effluent ne doit pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction du poisson et gêner sa reproduction ou celle de la faune benthique ou présenter un caractère létal à leur rencontre après mélange avec les eaux réceptrices.

(Odeur : l'effluent ne doit dégager aucune odeur putride ou ammoniacale avant ou après cinq jours d'incubation à 20 °C.

14-2 – Obligations de résultat du système de traitement par temps de pluie

Les résultats de traitement par temps de pluie doivent être compatibles avec la marge de tolérance des seuils visés à l'article 25-2.

Article 15 – Possibilités d'évolution du système de traitement

Le système de traitement est conçu pour pouvoir évoluer, si nécessaire, vers la possibilité d'abattre la pollution bactériologique de l'effluent rejeté.

Article 16 – Dispositions diverses

16-1 – Bruit

Les installations seront conformes aux dispositions des articles R 48-1 à R 48-6 du Code de la Santé Publique concernant la prévention des bruits de voisinage.

16-2 – Prévention des odeurs

Le système de traitement est conçu, entretenu et exploité de manière à permettre de limiter la formation d'odeurs et traiter les odeurs produites.

A cet effet, les ouvrages produisant ou susceptibles de produire des nuisances olfactives seront confinés dans des bâtiments ventilés permettant d'amener de l'air frais et d'évacuer l'air vicié vers un bâtiment de désodorisation.

Article 17 – Modalités d'entretien

La commune de Monein doit pouvoir justifier à tous moments des dispositions prises pour assurer un niveau de fiabilité des systèmes d'assainissement compatibles avec les

termes du présent arrêté d'autorisation. En outre, des performances acceptables doivent être garanties en période d'entretien et de réparations prévisibles.

A cet effet, la commune de Monein tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents et défaillances de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel d'entretien.

Il informe 15 jours au préalable l'administration et notamment le service chargé de la police des eaux (Direction départementale de l'agriculture et de la forêt) et la brigade départementale du Conseil Supérieur de la Pêche des périodes d'entretien et de réparations prévisibles et de la consistance des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux. Il précise les caractéristiques des déversements (flux, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur.

Le service chargé de la police des eaux peut, si nécessaire, demander le report de ces opérations et imposer des mesures pour la protection du milieu récepteur et des usages.

CHAPITRE IV

dispositions concernant les rejets

—

Article 18 – Dispositions générales concernant les ouvrages de surverse

Les ouvrages de surverse sont munis de dispositifs permettant d'empêcher tout rejet d'objet flottant.

Les points de rejet sont déterminés de manière à réduire au maximum les effets des déversements sur les eaux réceptrices.

Ces points de déversement ne doivent en outre pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, assurer le curage des dépôts et limiter leur formation.

Les ouvrages doivent être aménagés et équipés pour permettre l'autosurveillance fixée par l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 et appelée aux articles 22 à 25.

Article 19 – Dispositions techniques imposées à l'ouvrage de rejet de la station d'épuration

L'exutoire aboutit sur la berge de la Baysère dans le lit vif du cours d'eau.

L'ouvrage ne devra pas faire saillie, ni entraver l'écoulement des eaux, ni retenir des corps flottants.

CHAPITRE V

dispositions concernant l'élimination des sous produits

Article 20 – Dispositions générales concernant les ouvrages de surverse

La commune de Monein doit pouvoir garantir la conformité avec la réglementation en vigueur de l'élimination ou de la valorisation de l'ensemble des sous produits du système d'assainissement et le justifier à tout moment.

Article 21 – Sous produits issus du curage des réseaux et des ouvrages de collecte

Les sous produits issus de curage des réseaux seront traités et éliminés dans des installations habilitées à cet effet.

Article 22 – Sous produits issus des prétraitements et boues d'épuration

22-1 – Sous produits issus du dégrillage et du dessablage

Les sous produits issus du dégrillage et du dessablage sont ensachés et évacués vers des installations classées pour la protection de l'environnement aptes à les recevoir (décharge).

22-2 – Sous produits issus du dégraissage

Les graisses issues du dégraissage sont traitées en installation classée, apte à les recevoir.

22-3 – Boues d'épuration

Les boues seront incinérées (incinérateur de Lacq du SMTB). En solution alternative les boues pourront être épanchées dans le respect de l'arrêté du janvier 1998

CHAPITRE VI

surveillance du fonctionnement du système d'assainissement

Article 23 - Principes généraux de l'auto surveillance

La commune de Monein doit mettre en place un programme d'auto surveillance de chacun de ses principaux rejets et des flux des sous produits dans les conditions fixées dans les articles suivants. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité.

Pour la mise en place du système, des fréquences plus rapprochées peuvent être nécessaires afin de valider le dispositif d'auto surveillance.

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité doit être enregistré (débits horaires arrivant sur la station, consommation de réactifs et d'énergie, production de boues ...)

Le suivi des réseaux de collecte doit être réalisé par tout moyen approprié (par exemple inspection télévisée décennale, enregistrement des débits horaires véhiculés par les principaux émissaires ...) Le plan des réseaux et des branchements est tenu à jour.

Un bilan du taux de raccordement et du taux de collecte sera établi chaque année et transmis au service chargé de la police des eaux.

Un registre est mis à disposition du service chargé de la police des eaux et de l'agence de l'eau comportant l'ensemble des informations exigées dans le présent arrêté. Un rapport de synthèse est adressé à la fin de chaque année à ces services.

Article 24 - Surveillance des déversoirs d'orage

Les déversoirs d'orage font l'objet d'une surveillance suivant les modalités définies à l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994.

Les procédures d'alerte sont soumises à l'approbation du Maire de la commune concernée, du service de police des eaux et des différents services de police des usages concernés.

La commune de Monein établit annuellement un bilan du fonctionnement des ouvrages de surverse du système de collecte et vérifie sa conformité avec les dispositions du présent arrêté et les objectifs de réduction de matières polluantes fixés par arrêté préfectoral du 21 novembre 2000. Au vu de ce bilan la commune adapte, si nécessaire, le programme de réhabilitation du système de collecte. Ce bilan est inclus dans le rapport de synthèse de l'auto surveillance.

Article 25 - Surveillance des rejets du système de traitement

Le système de traitement doit être équipé de dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits amont et aval et de préleveurs asservis au débit. L'exploitant doit conserver au froid pendant 24 h. un double des échantillons prélevés sur la station.

25-1 - Fréquence des mesures

La fréquence annuelle des mesures, s'appliquant à l'ensemble des entrées et sorties de la station de traitement y compris les ouvrages de dérivation, sur un échantillon moyen 24 heures, homogénéisé, non filtré et non décanté est la suivante :

Débit	365	en continu
MES	12	mesures par an
DBO5	4	” ”
DCO	12	” ”
NGL	6	” ”
Pt	6	” ”
Boues (quantité et matières sèches)	4	” ”

Le planning des mesures doit être envoyé pour acceptation au début de chaque année au service chargé de la police des eaux et à l'agence de l'eau.

25-2 - Règles de tolérance par rapport aux paramètres DCO, DBO5 et MES.

Ces paramètres peuvent être jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes sur l'ensemble du programme de mesures visées à l'article 25.1 ne dépasse pas :

- 1 échantillon non conforme pour la DBO5,
- 2 échantillons non conformes pour la DCO,
- 2 échantillons non conformes pour la MES.

Sauf pendant les opérations d'entretien et de réparation réalisées en application de l'article 9 du présent arrêté, ces paramètres doivent toutefois respecter les seuils suivants :

Paramètre	Concentration maximale
DBO5	50 mg/l
DCO	250 mg/l
MES	85 mg/l

Article 26 - Surveillance des sous produits

La commune de Monein tient un registre où sont portées les quantités, les qualités et la destination des sous produits de l'ensemble du système d'assainissement.

Article 27 - Surveillance du milieu récepteur

La commune de Monein procédera sur le milieu récepteur une fois par semestre (février – mars et août – septembre), 50 mètres en amont et 50 mètres en aval de la station d'épuration, à une mesure des paramètres suivants :

- | | |
|---------------|-----------------|
| – Débit | – DCO |
| – pH | – NO3 |
| – température | – NH4 |
| – MES | – Pt |
| – DBO5 | – bactériologie |

Les résultats des analyses seront communiqués après chaque prélèvement au service chargé de la police des eaux.

CHAPITRE VII contrôle de l'autosurveillance

Article 28 - Contrôle du dispositif d'auto-surveillance

Le service chargé de la police des eaux vérifie la qualité du dispositif de surveillance mis en place et examine les résultats fournis par la commune de Monein qui doivent être adressés mensuellement au service chargé de la police des eaux, à l'Agence de l'Eau et au SATESE 64.

28-1 - Mise en place du dispositif

Le manuel décrivant de manière précise l'organisation interne, les méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui la commune de Monein confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif, et faisant mention des références normalisées ou non, est tenu à disposition du service chargé de la police des eaux, de l'Agence de l'Eau et, régulièrement mis à jour.

28-2 - Validation des résultats

Le service chargé de la police des eaux s'assure par des visites périodiques de la bonne représentativité des données fournies et de la pertinence du dispositif mis en place. A cet effet, il peut mandater un organisme indépendant, choisi en accord avec la commune de Monein.

Celui-ci adresse, à la fin de chaque année calendaire, au service chargé de la police des eaux et à l'Agence de l'Eau un rapport justifiant la qualité et la fiabilité de la surveillance mise en place, basé notamment sur un calibrage avec un

laboratoire agréé et la vérification de l'ensemble des opérations (prélèvement, transport, stockage des échantillons, mesure analytique et exploitation).

Article 29 - Contrôles inopinés

Conformément à l'article L.216.4 du Code de l'environnement, les agents commissionnés ont accès aux installations et points de rejets faisant l'objet de l'autorisation.

A cette fin, la commune de Monein respecte les rendez-vous imposés par le service chargé de la police des eaux.

Le service chargé de la police des eaux peut procéder à des contrôles inopinés sur les paramètres mentionnés dans l'arrêté d'autorisation. Dans ce cas, un double de l'échantillon est remis à la commune de Monein. Le coût des analyses est mis à la charge de celle-ci.

Le service chargé de la Police des eaux examine la conformité des résultats de l'auto-surveillance et des contrôles inopinés aux prescriptions fixées par l'arrêté d'autorisation. Au vu de cet examen, il peut être amené, si nécessaire, à proposer des contrôles et/ou des prescriptions complémentaires.

CHAPITRE VIII dispositions diverses

Article 30 – Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 31 - Durée du présent arrêté

La présente autorisation est valable 15 ans à compter de sa date de notification. La demande de renouvellement devra être formulée par la commune auprès de Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, six mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, conformément aux prescriptions de l'article 17 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993.

Modification des conditions de l'autorisation

La commune de Monein bénéficiaire de la présente autorisation informe préalablement le Préfet des Pyrénées-Atlantiques de toute modification du système d'assainissement de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Il s'agira en particulier des travaux modificatifs sur les ouvrages de traitement et les ouvrages de surverse, des extensions du réseau, et du raccordement de nouveaux usagers non domestiques de taille importante.

Article 32 – Non respect

En cas de non respect des prescriptions prévues par l'article 1^{er} du présent arrêté, la commune de Monein est passible des sanctions administratives prévues par l'article L.216.1 du Code de l'environnement, ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L.216.9, L.216.10 et L.216.12 du même code.

En outre, en cas de constat de pollution du cours d'eau récepteur des rejets du système d'assainissement existant, la commune de Monein est passible des sanctions prévues par les articles L.216.6 et L.216.9 et L.432.2 et L.432.4 du Code

de l'environnement, dans les conditions prévus respectivement par les articles L.216.12 et L.437.23 du même code.

Article 33 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement ce délai de recours est porté à quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la présente autorisation.

Article 34 - Publication et exécution

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M. le Sous-Préfet d'Oloron Sainte Marie, M. le Maire de Monein, M. le Directeur départemental de l'Équipement, M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins du Préfet des Pyrénées Atlantiques, publié au recueil des Actes Administratifs et des Informations de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques et affiché en Mairie de Monein pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

En outre, un avis de cet arrêté sera inséré par les soins du Préfet des Pyrénées-Atlantiques, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux.

Copie du présent arrêté sera adressée à M. le Directeur régional de l'Environnement d'Aquitaine, M. le Directeur de l'Agence de l'eau - délégation de Pau, M. le Président de la Fédération départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique des Pyrénées-Atlantiques, M. le Délégué régional du Conseil Supérieur de la Pêche, M. le Directeur du SATESE des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 5 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation
le sous-préfet, Directeur de cabinet
Nicolas HONORE

**Prescriptions relatives au fonctionnement
du système d'assainissement de Laruns bourg
bassin du gave d'Ossau comprenant notamment :
la collecte des effluents de Laruns-bourg -
la station d'épuration - le rejet des effluents épurés
dans le gave d'Ossau - le devenir des sous-produits
de traitement**

Arrêté préfectoral n° 2005248-26 du 5 septembre 2005

Maître d'ouvrage : Commune de Laruns

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Expropriation ;

Vu le décret N° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 ;

Vu le décret N°77-1141 du 12 octobre 1977 modifié par le décret n°93-245 du 25 février 1993 pris pour l'application de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976 ;

Vu le décret N° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret N° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration ;

Vu le décret N° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu le décret N° 97-1133 du 8 décembre 1994 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 modifié le 31 août 1999 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n°94-469 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1.1 et L 372-3 du Code des Communes (articles L 2224-8 et L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales) ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

Vu le SDAGE Adour-Garonne approuvé le 6 août 1996 par le préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 1991 classant les cours d'eau à protéger ou à améliorer pour être aptes à la vie des poissons ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2000 fixant les objectifs de réduction des flux des substances polluantes de l'agglomération de la station d'épuration de Laruns ;

Vu le dossier déposé le 5 novembre 2004 par la Commune de Laruns ;

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène des Pyrénées-Atlantiques en date du 21 juillet 2005 ;

Considérant la nécessité d'améliorer la qualité des eaux du Gave de d'Ossau et de ses affluents ;

Considérant qu'en application du décret du 3 juin 1994 susvisé et des articles susvisés du code général des collectivités territoriales, le système d'assainissement de Laruns eu égard à la taille de l'agglomération d'assainissement et à la sensibilité du milieu récepteur du rejet devait respecter les obligations résultant du décret susvisé, à savoir la mise en œuvre d'un traitement de ses eaux usées, au plus tard le 31 décembre 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

A R R E T E

Article premier – Objet de l'autorisation

Le fonctionnement du système d'assainissement de Laruns Bourg est autorisé dans les conditions fixées aux articles suivants.

Les ouvrages concernés sont :

- le système de collecte des eaux usées de Laruns Bourg,
- les déversoirs d'orage situés sur le système d'assainissement,
- la station d'épuration de Laruns Bourg,
- le rejet des effluents épurés dans le Gave d'Ossau,
- le devenir des sous-produits de traitement.

Les rubriques de la nomenclature (article L 214-2 du Code de l'Environnement) concernées par cette autorisation sont les suivantes :

5.1.0 Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant :

1° Supérieur ou égal à 120 kg de demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) : soumis à Autorisation

5.2.0 Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier :

1° Supérieur ou égal à 120 kg de DBO5 : soumis à Autorisation

2° Inférieur à 120 kg de DBO5 : soumis à Déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans le système d'assainissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature sont, par leur proximité ou leur connexité avec les installations soumises à autorisation, de nature à modifier les dangers ou inconvénients du système d'assainissement.

CHAPITRE I

prescriptions applicables à l'ensemble
du système d'assainissement

Article 2 – Rapport annuel sur le fonctionnement du système d'assainissement

La commune de Laruns établit chaque année un rapport sur le fonctionnement du système de traitement comprenant notamment :

1) Les indicateurs techniques permettant de connaître :

- a) l'évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, à collecte par le système d'assainissement ;
- b) les variations des charges brutes et des flux de substances polluantes en fonction des conditions climatiques ou des saisons ;
- c) le taux de collecte, et le taux de raccordement ;
- d) la capacité d'épuration et le rendement effectif du système d'assainissement ;
- e) le devenir des sous-produits de traitement.

2) L'indication des objectifs en cours et des moyens à mettre en place pour les atteindre, qui contient :

- a) le rappel du taux de dépollution nécessaire pour assurer le respect de ces objectifs et de ces obligations ;
- b) l'évolution du taux de dépollution nécessaire pour assurer le respect de ces objectifs et de ces obligations,
- c) la pluviosité sur la base de laquelle seront fixées les caractéristiques du système d'assainissement ;
- d) l'échéancier des opérations.

Le rapport annuel est adressé au service chargé de la police des eaux et à l'agence de l'eau.

Le système de traitement doit être conçu et adapté pour permettre la réalisation des mesures dans des conditions représentatives.

Article 3 – Plans des réseaux

Les plans du système d'assainissement comprenant les réseaux de collecte et les déversoirs d'orage sont établis à une échelle compatible avec une lecture aisée (1/5000e maximum). Ils sont mis à jour chaque année par la commune de Laruns et tenus à disposition du service chargé de la police des eaux.

CHAPITRE II

prescriptions applicables aux systèmes de collecte

A – PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 4 – Raccordement

Au-delà du délai fixé par l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique, la commune doit satisfaire aux conditions des articles 31-32-33 de l'arrêté du 22 décembre 1994 et pouvoir justifier à tous moments, de l'état des raccordements et des contrôles réalisés en application de l'article 24 de l'arrêté susvisé.

Article 5 – Récolement

Les ouvrages de collecte nouveaux feront l'objet d'une procédure de réception conformément au cahier des charges minimum de l'arrêté du 22 décembre 1994.

B – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Article 6 – Conception et réalisation

Les ouvrages de collecte doivent être conçus, réalisés, réhabilités, entretenus et exploités de manière à :

(éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites,

(acheminer au système de traitement l'ensemble des flux collectés par temps sec et des flux collectés par temps de pluie jusqu'à son débit de référence,

(limiter, notamment par temps de pluie quand le débit de référence du système de traitement est atteint, les rejets par surverse du système de collecte et ses impacts sur le milieu et ses usages.

Article 7 – Raccordement au réseau de collecte

Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte.

La commune de Laruns met en place le contrôle des installations de raccordements prévu à l'article L 1331-4 du Code de la Santé Publique.

Il instruit les autorisations de déversement pour tout raccordement d'effluents non domestiques en fonction de la composition des effluents. Dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté, la commune de Laruns fournira au service chargé de la police de l'eau l'ensemble des conventions de raccordement avec les industriels et les artisans.

Les effluents collectés ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites ;
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

Pour les nouveaux tronçons, au-delà du délai fixé par l'article L 1331-1 du code de la Santé Publique, la commune de Laruns doit pouvoir justifier de l'état de tous les raccordements.

Le service chargé de la police des eaux peut demander des informations sur les opérations de contrôle des branchements particuliers prévu à l'article L 1331.4 du Code de la Santé Publique.

Article 8 - Obligations de résultat du système de collecte

Le taux de collecte annuel de la DBO5 de l'ensemble du système de collecte doit être supérieur à :

(95 % au 31 décembre 2005.

Le taux de raccordement des usagers individuels doit être :

(égal à 100 % le 31 décembre 2005. Des dérogations à l'obligation de raccordement des particuliers peuvent être accordées exceptionnellement dans les conditions prévues par la réglementation et dans la mesure où le particulier dispose d'un assainissement autonome en bon état de fonctionnement.

Article 9 - Obligations concernant les surverses du système de collecte

Les ouvrages de surverse seront conçus, adaptés et entretenus de manière à ce que l'ensemble du système d'assainissement puisse en permanence répondre aux objectifs du présent arrêté ainsi qu'à ceux de l'arrêté du 21 novembre 2000 définissant les objectifs de réduction des flux de substances polluantes de l'agglomération de la « station d'épuration de Laruns Bourg.

D'une manière générale, en dehors des périodes d'entretien et de réparation, aucun déversement du système de collecte n'est admis en période de temps sec.

En dehors de la période visée à l'alinéa précédent, notamment en période de pluie importante les rejets du système de traitement sont admis sur les points de surverse dont la liste figure en annexe II et dans les conditions suivantes :

- les débits de référence en entrée du système de traitement visés à l'article 14 sont atteints,

- le débit de référence spécifique à chaque déversoir d'orage et correspondant à la capacité de transit du réseau de collecte en aval du déversoir d'orage est atteint,
- le nombre annuel de déversements ne doit pas dépasser en moyenne 12. Cet objectif devra être atteint au 31 décembre 2005,
- les ouvrages de surverse sont équipés pour répondre aux prescriptions de l'article 18,
- les rejets du système de collecte, ses incidences sur les milieux et sur leurs usages font l'objet d'une surveillance, en particulier, les ouvrages de surverse sont équipés d'un système d'auto-surveillance conforme à l'article 24.

La commune de Laruns précisera, dans un délai de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté, pour l'ensemble des déversoirs d'orage, le fonctionnement des surverses du système de collecte et leur incidence sur les milieux et ses usages.

Dans le même délai, la commune de Laruns soumet au préfet un programme de réhabilitation, du système de collecte afin de supprimer ou d'adapter, avant le 31 décembre 2005, les rejets et les points de surverse qui ne sont pas conformes avec les dispositions du présent arrêté et les objectifs de réduction des matières polluantes fixés par arrêté préfectoral du 21 novembre 2000.

Il s'agit, en particulier de supprimer les rejets dans les milieux récepteurs autres que le gave d'Ossau et de diriger les rejets vers les points de surverse où l'incidence sur les milieux et ses usages est limitée, connue et contrôlée.

Article 10 – Diagnostic du réseau de collecte

L'étude du diagnostic du système de collecte existant, visée à l'article 16 du décret n°94-469 du 3 juin 1994 est réalisée, maintenue à jour et tenue à la disposition du service de police des eaux.

Ces données sont mises à jour dans le rapport annuel visé à l'article 2.

CHAPITRE III

prescriptions applicables au système de traitement

A – Emplacement de la station d'épuration

Article 11 – Emplacement

La station d'épuration est implantée sur la commune de Laruns. Les plans d'implantation sont établis, joints à la demande d'autorisation et maintenus à jour.

Toutes dispositions seront prises pour que la station d'épuration et son exploitation ne soient pas cause de pollution et d'aggravation des conséquences de la crue en période d'inondation. Une étude sur ce point sera fournie dans le dossier de demande d'autorisation et sera maintenue à jour.

B – Dimensionnement de la station d'épuration

Article 12 – Conception de la station d'épuration

Le système de traitement doit être dimensionné, conçu, construit et exploité de telle manière qu'il puisse recevoir et traiter les flux des matières polluantes correspondant à son débit et ses charges de référence.

Article 13 – Charges de référence du système de traitement

Les charges de référence du système de traitement sont :

	Temps sec
<u>Charges hydrauliques</u>	
Débit journalier	600 m3/j
<u>Charges polluantes</u>	
DB05	170 kg/j
DCO	340 kg/j
MES	270 kg/j
NTK	40 kg/j
Pt	12 kg/j

Article 14 – Obligations de résultat du système de traitement

Article 14-1 – Obligations de résultat du système de traitement par temps sec

Le rejet par temps sec du système de traitement doit respecter les valeurs limites fixées en flux maximal et, soit les valeurs limites fixées en concentration, soit les valeurs limites fixées en rendement indiquées dans le tableau suivant :

Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Rendement épuratoire	Flux maximal de rejet en kg/j
DB05	25	%	12,5
DCO	125	%	62,5
MES	35	%	17,5
NGL	40	%	-
NTk	20		-
NH4	2,5	nitrification	2,5
Pt	2	%	3,5

Le rejet devra en outre satisfaire les prescriptions suivantes :

(Température : la température de l'effluent traité devra être inférieure à 25°C.

(pH : le pH doit être compris entre 6 et 8,5.

(Couleur : la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.

(Substances capables d'entraîner la destruction du poisson : l'effluent ne doit pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction du poisson et gêner sa reproduction ou celle de la faune benthique ou présenter un caractère létal à leur rencontre après mélange avec les eaux réceptrices.

(Odeur : l'effluent ne doit dégager aucune odeur putride ou ammoniacale avant ou après cinq jours d'incubation à 20 °C.

Article 14-2 – Obligations de résultat du système de traitement par temps de pluie

Les résultats de traitement par temps de pluie doivent être compatibles avec la marge de tolérance des seuils visés à l'article 25-2.

Article 15 – Possibilités d'évolution du système de traitement

Le système de traitement est conçu pour pouvoir évoluer, si nécessaire, vers la possibilité d'abattre la pollution bactériologique de l'effluent rejeté.

Article 16 – Dispositions diverses

16-1 – Bruit

Les installations seront conformes aux dispositions des articles R 48-1 à R 48-6 du Code de la Santé Publique concernant la prévention des bruits de voisinage.

16-2 – Prévention des odeurs

Le système de traitement est conçu, entretenu et exploité de manière à permettre de limiter la formation d'odeurs et traiter les odeurs produites.

A cet effet, les ouvrages produisant ou susceptibles de produire des nuisances olfactives seront confinés dans des bâtiments ventilés permettant d'amener de l'air frais et d'évacuer l'air vicié vers un bâtiment de désodorisation.

Article 17 – Modalités d'entretien

La commune de Laruns doit pouvoir justifier à tous moments des dispositions prises pour assurer un niveau de fiabilité des systèmes d'assainissement compatibles avec les termes du présent arrêté d'autorisation. En outre, des performances acceptables doivent être garanties en période d'entretien et de réparations prévisibles.

A cet effet, la commune de Laruns tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents et défaillances de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel d'entretien.

Elle informe 15 jours au préalable l'administration et notamment le service chargé de la police des eaux (Direction départementale de l'agriculture et de la forêt) et la brigade départementale du Conseil Supérieur de la Pêche des périodes d'entretien et de réparations prévisibles et de la consistance des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux. Il précise les caractéristiques des déversements (flux, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur.

Le service chargé de la police des eaux peut, si nécessaire, demander le report de ces opérations et imposer des mesures pour la protection du milieu récepteur et des usages.

CHAPITRE IV

dispositions concernant les rejets

Article 18 – Dispositions générales concernant les ouvrages de surverse

Les ouvrages de surverse sont munis de dispositifs permettant d'empêcher tout rejet d'objet flottant. Les points de rejet

sont déterminés de manière à réduire au maximum les effets des déversements sur les eaux réceptrices.

Ces points de déversement ne doivent en outre pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, assurer le curage des dépôts et limiter leur formation.

Les ouvrages doivent être aménagés et équipés pour permettre l'autosurveillance fixée par l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 et appelée aux articles 22 à 25.

Article 19 – Dispositions techniques imposées à l'ouvrage de rejet de la station d'épuration

L'exutoire aboutit sur la berge du Gave d'Ossau dans le lit vif du cours d'eau.

L'ouvrage ne devra pas faire saillie, ni entraver l'écoulement des eaux, ni retenir des corps flottants.

CHAPITRE V

dispositions concernant l'élimination des sous produits

Article 20 – Dispositions générales concernant les ouvrages de surverse

La commune de Laruns doit pouvoir garantir la conformité avec la réglementation en vigueur de l'élimination ou de la valorisation de l'ensemble des sous produits du système d'assainissement et le justifier à tout moment.

Article 21 – Sous produits issus du curage des réseaux et des ouvrages de collecte

Les sous produits issus du curage des réseaux seront traités et éliminés dans des installations habilitées à cet effet.

Article 22 – Sous produits issus des prétraitements et boues d'épuration

22-1 – Sous produits issus du dégrillage et du dessablage

Les sous produits issus du dégrillage et du dessablage sont ensachés et évacués vers des installations classées pour la protection de l'environnement aptes à les recevoir (décharge).

22-2 – Sous produits issus du dégraissage

Les graisses issues du dégraissage sont traitées en installation classée, apte à les recevoir.

22-3 – Boues d'épuration

Les boues seront valorisées par épandage agricole. La commune de LARUNS déposera dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté le dossier de déclaration correspondant.

CHAPITRE VI

surveillance du fonctionnement du système d'assainissement

Article 23 - Principes généraux de l'auto surveillance

La commune de Laruns doit mettre en place un programme d'auto surveillance de chacun de ses principaux rejets et des flux des sous produits dans les conditions fixées dans les articles suivants. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité.

Pour la mise en place du système, des fréquences plus rapprochées peuvent être nécessaires afin de valider le dispositif d'auto surveillance.

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité doit être enregistré (débits horaires arrivant sur la station, consommation de réactifs et d'énergie, production de boues ...). Le suivi des réseaux de collecte doit être réalisé par tout moyen approprié (par exemple inspection télévisée décennale, enregistrement des débits horaires véhiculés par les principaux émissaires ...). Le plan des réseaux et des branchements est tenu à jour.

Un bilan du taux de raccordement et du taux de collecte sera établi chaque année et transmis au service chargé de la police des eaux.

Un registre est mis à disposition du service chargé de la police des eaux et de l'agence de l'eau comportant l'ensemble des informations exigées dans le présent arrêté. Un rapport de synthèse est adressé à la fin de chaque année à ces services.

Article 24 - Surveillance des déversoirs d'orage

Les déversoirs d'orage font l'objet d'une surveillance suivant les modalités définies à l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994.

Les procédures d'alerte sont soumises à l'approbation du Maire de la commune concernée, du service de police des eaux et des différents services de police des usages concernés.

La commune de Laruns établit annuellement un bilan du fonctionnement des ouvrages de surverse du système de collecte et vérifie sa conformité avec les dispositions du présent arrêté et les objectifs de réduction de matières polluantes fixés par arrêté préfectoral du 12 juillet 2000. Au vu de ce bilan la commune adapte, si nécessaire, le programme de réhabilitation du système de collecte. Ce bilan est inclus dans le rapport de synthèse de l'auto surveillance.

Article 25 - Surveillance des rejets du système de traitement

Le système de traitement doit être équipé de dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits amont et aval et de préleveurs asservis au débit. L'exploitant doit conserver au froid pendant 24 h. un double des échantillons prélevés sur la station.

25-1 - Fréquence des mesures

La fréquence annuelle des mesures, s'appliquant à l'ensemble des entrées et sorties de la station de traitement y compris les ouvrages de dérivation, sur un échantillon moyen 24 heures, homogénéisé, non filtré et non décanté est la suivante :

Débit	365	en continu
MES	12	mesures par an
DBO5	4	" "
DCO	12	" "
NGL	6	" "

Pt	6	”	”
Boues (quantité et matières sèches)	4	”	”

Le planning des mesures doit être envoyé pour acceptation au début de chaque année au service chargé de la police des eaux et à l'agence de l'eau.

25-2 - Règles de tolérance par rapport aux paramètres DCO, DBO5 et MES.

Ces paramètres peuvent être jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes sur l'ensemble du programme de mesures visées à l'article 25.1 ne dépasse pas :

- 1 échantillon non conforme pour la DBO5,
- 2 échantillons non conformes pour la DCO,
- 2 échantillons non conformes pour la MES.

Sauf pendant les opérations d'entretien et de réparation réalisées en application de l'article 9 du présent arrêté, ces paramètres doivent toutefois respecter les seuils suivants :

Paramètre	Concentration maximale
DBO5	50 mg/l
DCO	250 mg/l
MES	85 mg/l

Article 26 - Surveillance des sous produits

La commune de Laruns tient un registre où sont portées les quantités, les qualités et la destination des sous produits de l'ensemble du système d'assainissement.

Article 27 - Surveillance du milieu récepteur

La commune de Laruns procédera sur le milieu récepteur une fois par semestre (février – mars et août – septembre), 50 mètres en amont et 50 mètres en aval de la station d'épuration, à une mesure des paramètres suivants :

- | | |
|---------------|-----------------|
| - Débit | - DCO |
| - pH | - NO3 |
| - température | - NH4 |
| - MES | - Pt |
| - DBO5 | - bactériologie |

Les résultats des analyses seront communiqués après chaque prélèvement au service chargé de la police des eaux.

CHAPITRE VII

contrôle de l'autosurveillance

Article 28 - Contrôle du dispositif d'auto-surveillance

Le service chargé de la police des eaux vérifie la qualité du dispositif de surveillance mis en place et examine les résultats fournis par la commune de Laruns qui doivent être adressés mensuellement au service chargé de la police des eaux, à l'Agence de l'Eau et au SATESE 64.

28-1 - Mise en place du dispositif

Le manuel décrivant de manière précise l'organisation interne, les méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui la commune de Laruns confie tout

ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif, et faisant mention des références normalisées ou non, est tenu à disposition du service chargé de la police des eaux, de l'Agence de l'Eau et, régulièrement mis à jour.

28-2 - Validation des résultats

Le service chargé de la police des eaux s'assure par des visites périodiques de la bonne représentativité des données fournies et de la pertinence du dispositif mis en place. A cet effet, il peut mandater un organisme indépendant, choisi en accord avec la commune de Laruns.

Celui-ci adresse, à la fin de chaque année calendaire, au service chargé de la police des eaux et à l'Agence de l'Eau un rapport justifiant la qualité et la fiabilité de la surveillance mise en place, basé notamment sur un calibrage avec un laboratoire agréé et la vérification de l'ensemble des opérations (prélèvement, transport, stockage des échantillons, mesure analytique et exploitation).

Article 29 - Contrôles inopinés

Conformément à l'article L.216.4 du Code de l'environnement, les agents commissionnés ont accès aux installations et points de rejets faisant l'objet de l'autorisation.

A cette fin, la commune de Laruns respecte les rendez-vous imposés par le service chargé de la police des eaux.

Le service chargé de la police des eaux peut procéder à des contrôles inopinés sur les paramètres mentionnés dans l'arrêté d'autorisation. Dans ce cas, un double de l'échantillon est remis à la commune de Laruns. Le coût des analyses est mis à la charge de celle-ci.

Le service chargé de la Police des eaux examine la conformité des résultats de l'auto-surveillance et des contrôles inopinés aux prescriptions fixées par l'arrêté d'autorisation. Au vu de cet examen, il peut être amené, si nécessaire, à proposer des contrôles et/ou des prescriptions complémentaires.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 30 – Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 31 - Durée du présent arrêté

La présente autorisation est valable 15 ans à compter de sa date de notification. La demande de renouvellement devra être formulée par la commune auprès de Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, six mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, conformément aux prescriptions de l'article 17 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993.

Modification des conditions de l'autorisation

La commune de Laruns bénéficiaire de la présente autorisation informe préalablement le Préfet des Pyrénées-Atlantiques de toute modification du système d'assainissement de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Il s'agira en particulier des travaux modificatifs sur les ouvrages de traitement et les ouvrages de surverse, des extensions du réseau, et du raccordement de nouveaux usagers non domestiques de taille importante.

Article 32 – Non respect

En cas de non respect des prescriptions prévues par l'article 1^{er} du présent arrêté, la commune de Laruns est passible des sanctions administratives prévues par l'article L.216.1 du Code de l'environnement, ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L.216.9, L.216.10 et L.216.12 du même code.

En outre, en cas de constat de pollution du cours d'eau récepteur des rejets du système d'assainissement existant, la commune de Laruns est passible des sanctions prévues par les articles L.216.6 et L.216.9 et L.432.2 et L.432.4 du Code de l'environnement, dans les conditions prévues respectivement par les articles L.216.12 et L.437.23 du même code.

Article 33 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement ce délai de recours est porté à quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la présente autorisation.

Article 34 - Publication et exécution

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M. le Sous-Préfet d'Oloron, M. le Maire de Laruns, M. le Directeur départemental de l'Équipement, M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins du Préfet des Pyrénées Atlantiques, publié au recueil des Actes Administratifs et des Informations de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques et affiché en Mairie de Laruns pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

En outre, un avis de cet arrêté sera inséré par les soins du Préfet des Pyrénées-Atlantiques, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux.

Copie du présent arrêté sera adressée à M. le Directeur régional de l'Environnement d'Aquitaine, M. le Directeur de l'Agence de l'eau - délégation de Pau, M. le Président de la Fédération départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique des Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées, M. le Délégué régional du Conseil Supérieur de la Pêche, M. le Directeur du SATESE des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 5 septembre 2005
Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet, directeur de cabinet :
Nicolas HONORÉ

Annexes :

Annexe I

Plan au 1/5 000e : commune de Laruns – zone nord du bourg

Plan au 1/5 000e : commune de Laruns – zone sud du bourg

Annexe II :

Liste des déversoirs d'orage – système d'assainissement de Laruns Bourg

Les annexes sont consultables au bureau de l'environnement de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques et à la mairie de Laruns.

Cours d'eau domaniaux - Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un ouvrage de prise d'eau le Saison commune d'Osserain

Arrêté préfectoral n° 2005249-9 du 6 septembre 2005
Direction départementale de l'équipement

Permissionnaire : GAEC les Rosiers

Le Préfet des Pyrénées Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure concernant la conservation et la gestion du Domaine Public Fluvial, livre 1er, titre III, chapitres I et II,

Vu le Code du Domaine de l'Etat concernant l'occupation temporaire du domaine public et notamment les articles L 28 à L 34-9, R 53 à R 57, A 12 à A 19 et A 26 à A 29,

Vu le décret n° 62 -1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la gestion et à la police des eaux,

Vu le décret n° 87-1026 du 17 décembre 1987 modifiant le décret n° 48-1698 du 2 novembre 1948 relatif aux redevances prévues par l'article 35 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu les arrêtés interministériels du 22 décembre 1961 et du 6 mars 1992 fixant les réductions à appliquer à certaines redevances pour prises d'eau sur les fleuves et rivières du domaine public,

Vu l'arrêté préfectoral 2004.301.2 du 27 octobre 2004 donnant délégation de signature au Chef du Service Développement Durable et Réglementation,

Vu la pétition du 2 mars 2005 par laquelle le CAEC Les Rosiers sollicite l'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Saison au territoire de la commune d'Osserain aux fins d'irrigation agricole pour un débit de 25 m3/h durant 228 heures, pour irriguer 3.08 ha,

Vu l'avis du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine du 30 août 2005,

Vu les propositions du Directeur Départemental de l'Équipement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRETE

Article premier - Objet de l'autorisation

M. Elissondo Jérôme représentant le GAEC Les Rosiers domicilié 64120 Domezain est autorisé à occuper temporairement le Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Saison au territoire de la commune d'Osserain pour le fonctionnement d'une irrigation agricole avec un débit de 25 m³/h durant 228 h pour irriguer 3.8 ha.

Article 2 - Conditions techniques imposées à l'usage des ouvrages

L'ouvrage de prise d'eau ne devra pas faire saillie en rivière.

Article 3 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Elle cessera de plein droit, à cette date, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 4 - Redevance

Le permissionnaire paiera d'avance, à la Recette principale des Impôts de Bayonne une redevance annuelle de neuf euros (9 €) payable en une seule fois pour toute la durée de la concession (art.A39 du Code du domaine de l'Etat) augmentée du droit fixe de vingt euros (20 €).

En cas de retard dans le paiement d'un seul terme, les redevances échues porteront intérêt de plein droit au taux prévu en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Article 5 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial est accordée à titre personnel précaire et révocable sans indemnité.

L'autorisation pourra en outre être révoquée soit à la demande du Directeur du Centre des Impôts Foncier-Domaine, en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande du Directeur départemental de l'Équipement des Pyrénées Atlantiques en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

Le permissionnaire ne pourra renoncer au bénéfice de l'autorisation avant la date fixée pour la révision des conditions financières de l'occupation.

Il sera responsable :

- 1° des accidents causés aux tiers et des avaries qui pourraient survenir à la batellerie et aux ouvrages publics du fait de ses installations,
- 2° des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

En application de l'article 34-1 du Code du Domaine de l'Etat, il n'est constitué aucun droit réel au profit du pétitionnaire sur l'immeuble dont traite le présent acte.

Article 6 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Renouvellement de l'autorisation

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra, au moins trois mois avant la date de cessation de l'occupation fixée à l'article 3 du présent arrêté, en faire la demande, par écrit, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement (Subdivision Hydraulique) en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Article 8 - Notification

En cas de changement de domicile du permissionnaire, toutes les notifications lui seront valablement faites à la mairie de la commune du lieu de l'occupation.

Article 9 - Impôts

Le permissionnaire supportera seul la charge de tous les impôts et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté. Le permissionnaire fera en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code Général des Impôts.

Article 10 - Contrôle des installations

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents de la Direction Départementale de l'Équipement chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Article 11 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement, ce délai de recours est de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 12 - Publication et exécution

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M^{me} le Maire d'Osserain, M. le Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins du Directeur du Centre des Impôts Foncier

- Domaine et publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture.

Fait à Pau, le 6 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
pour le directeur départemental de l'équipement,
le chef du service développement durable
et réglementation : Michel RANSOU

**Autorisation d'occupation temporaire
du domaine public fluvial par un ouvrage
de prise d'eau gave de Pau commune d'Orthez**

Arrêté préfectoral n° 2005249-10 du 6 septembre 2005

*Renouvellement d'autorisation
à l'ASA d'irrigation de Sainte Suzanne*

Le Préfet des Pyrénées Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure concernant la conservation et la gestion du Domaine Public Fluvial, livre 1er, titre III, chapitres I et II,

Vu le Code du Domaine de l'Etat concernant l'occupation temporaire du domaine public et notamment les articles L 28 à L 34-9, R 53 à R 57, A 12 à A 19 et A 26 à A 29,

Vu le décret n° 62 -1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la gestion et à la police des eaux,

Vu le décret n° 87-1026 du 17 décembre 1987 modifiant le décret n° 48-1698 du 2 novembre 1948 relatif aux redevances prévues par l'article 35 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu les arrêtés interministériels du 22 décembre 1961 et du 6 mars 1992 fixant les réductions à appliquer à certaines redevances pour prises d'eau sur les fleuves et rivières du domaine public,

Vu l'arrêté préfectoral n° 00 R 211 du 27 avril 2000 ayant autorisé l'ASA d'irrigation de Saint Suzanne à occuper le Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau,

Vu l'arrêté préfectoral 2004.301.2 du 27 octobre 2004 donnant délégation de signature au Chef du Service Développement Durable et Réglementation,

Vu la pétition du 8 décembre 2004 par laquelle l'ASA d'irrigation de Sainte Suzanne sollicite le renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Gave de Pau, au territoire de la commune d'Orthez aux fins d'irrigation agricole pour un débit de 565 m³/h durant 1000 h pour irriguer 214 ha

Vu l'avis du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine du 31 août 2005,

Vu les propositions du Directeur Départemental de l'Équipement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRETE

Article premier - Objet de l'autorisation

L'ASA d'irrigation de Sainte Suzanne domiciliée Mairie de Lanneplaa 64300 Lanneplaa est autorisée à occuper temporairement le Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Gave de Pau, au territoire de la commune d'Orthez aux fins d'irrigation agricole pour un débit de 565 m³/h durant 1000 h pour irriguer 214 ha.

Article 2 - Conditions techniques imposées à l'usage des ouvrages

L'ouvrage de prise d'eau ne devra pas faire saillie en rivière.

Article 3 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans à compter du 9 juin 2005. Elle cessera de plein droit, au 8 juin 2010 si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 4 - Redevance

Le permissionnaire paiera d'avance, à la Recette principale des Impôts d'Orthez, une redevance annuelle de trois cent cinquante six euros (356 €), augmentée du droit fixe de dix euros (10 €).

En cas de retard dans le paiement d'un seul terme, les redevances échues porteront intérêt de plein droit au taux prévu en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Article 5 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial est accordée à titre personnel précaire et révocable sans indemnité.

L'autorisation pourra en outre être révoquée soit à la demande du Directeur du Centre des Impôts Foncier-Domaine, en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande du Directeur départemental de l'Équipement des Pyrénées Atlantiques en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

Le permissionnaire ne pourra renoncer au bénéfice de l'autorisation avant la date fixée pour la révision des conditions financières de l'occupation.

Il sera responsable :

- 1° des accidents causés aux tiers et des avaries qui pourraient survenir à la batellerie et aux ouvrages publics du fait de ses installations,
- 2° des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

En application de l'article 34-1 du Code du Domaine de l'Etat, il n'est constitué aucun droit réel au profit du pétitionnaire sur l'immeuble dont traite le présent acte.

Article 6 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Renouvellement de l'autorisation

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra, au moins trois mois avant la date de cessation de l'occupation fixée à l'article 3 du présent arrêté, en faire la demande, par écrit, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement (Subdivision Hydraulique) en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Article 8 - Notification

En cas de changement de domicile du permissionnaire, toutes les notifications lui seront valablement faites à la mairie de la commune du lieu de l'occupation.

Article 9 - Impôts

Le permissionnaire supportera seul la charge de tous les impôts et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté. Le permissionnaire fera en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code Général des Impôts.

Article 10 - Contrôle des installations

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents de la Direction Départementale de l'Équipement chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Article 11 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement, ce délai de recours est de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 12 - Publication et exécution

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M. le Maire d'Orthez, M. le Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine et publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture.

Fait à Pau, le 6 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
pour le directeur départemental de l'équipement,
le chef du service développement durable
et réglementation : Michel RANSOU

**Autorisation d'occupation temporaire
du domaine public fluvial par un ouvrage de prise d'eau
gave de Pau commune de Bellocq**

Arrêté préfectoral n° 2005249-11 du 6 septembre 2005

Renouvellement d'autorisation à EARL Tisnerat

Le Préfet des Pyrénées Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure concernant la conservation et la gestion du Domaine Public Fluvial, livre 1er, titre III, chapitres I et II,

Vu le Code du Domaine de l'Etat concernant l'occupation temporaire du domaine public et notamment les articles L 28 à L 34-9, R 53 à R 57, A 12 à A 19 et A 26 à A 29,

Vu le décret n° 62 -1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la gestion et à la police des eaux,

Vu le décret n° 87-1026 du 17 décembre 1987 modifiant le décret n° 48-1698 du 2 novembre 1948 relatif aux redevances prévues par l'article 35 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu les arrêtés interministériels du 22 décembre 1961 et du 6 mars 1992 fixant les réductions à appliquer à certaines redevances pour prises d'eau sur les fleuves et rivières du domaine public,

Vu l'arrêté préfectoral n° 00 R 423 du 9 août 2000 ayant autorisé l'EARL Tisnerat à occuper le Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau,

Vu l'arrêté préfectoral 2004.301.2 du 27 octobre 2004 donnant délégation de signature au Chef du Service Développement Durable et Réglementation,

Vu la pétition du 28 juin 2005 par laquelle l'EARL Tisnerat sollicite le renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Gave de Pau, au territoire de la commune de Bellocq aux fins d'irrigation agricole pour un débit de 70 m3/h durant 100 h pour irriguer 3.25 ha au lieu-dit Beenet.

Vu l'avis du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine du 30 août 2005,

Vu les propositions du Directeur Départemental de l'Équipement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRETE

Article premier - Objet de l'autorisation

M. Tisnerat Jean Claude représentant l'EARL Tisnerat domiciliée 2 rue du Milieu 64270 Bellocq est autorisé à occuper temporairement le Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Gave de Pau, au territoire de la commune de Bellocq aux fins d'irrigation agricole pour un débit de 70 m3/h durant 100 h pour irriguer 3.25 ha au lieu-dit Beenet.

Article 2 - Conditions techniques imposées à l'usage des ouvrages

L'ouvrage de prise d'eau ne devra pas faire saillie en rivièrè.

Article 3 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans à compter du 2 juillet 2005. Elle cessera de plein droit, au 1^{er} juillet 2010 si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 4 - Redevance

Le permissionnaire paiera d'avance, à la Recette principale des Impôts d'Orthez, une redevance annuelle de neuf euros (9 €), payable en une seule fois pour toute la durée de l'occupation (art. A39 du CDE), augmentée du droit fixe de dix euros (10 €).

En cas de retard dans le paiement d'un seul terme, les redevances échues porteront intérêt de plein droit au taux prévu en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Article 5 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial est accordée à titre personnel précaire et révocable sans indemnité.

L'autorisation pourra en outre être révoquée soit à la demande du Directeur du Centre des Impôts Foncier-Domaine, en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande du Directeur départemental de l'Équipement des Pyrénées Atlantiques en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

Le permissionnaire ne pourra renoncer au bénéfice de l'autorisation avant la date fixée pour la révision des conditions financières de l'occupation.

Il sera responsable :

- 1° des accidents causés aux tiers et des avaries qui pourraient survenir à la batellerie et aux ouvrages publics du fait de ses installations,
- 2° des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

En application de l'article 34-1 du Code du Domaine de l'État, il n'est constitué aucun droit réel au profit du pétitionnaire sur l'immeuble dont traite le présent acte.

Article 6 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Renouvellement de l'autorisation

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra, au moins trois mois avant la date de cessation de l'occupation fixée à l'article 3 du présent arrêté, en faire la demande, par écrit, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement (Subdivision Hydraulique) en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Article 8 - Notification

En cas de changement de domicile du permissionnaire, toutes les notifications lui seront valablement faites à la mairie de la commune du lieu de l'occupation.

Article 9 - Impôts

Le permissionnaire supportera seul la charge de tous les impôts et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté. Le permissionnaire fera en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code Général des Impôts.

Article 10 - Contrôle des installations

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents de la Direction Départementale de l'Équipement chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Article 11 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement, ce délai de recours est de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 12 - Publication et exécution

Ampliation du présent arrêté sera adressée à MM. le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le maire de Bellocq, le directeur du centre des impôts foncier - domaine, le directeur départemental de l'équipement, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins du directeur du centre des impôts foncier - domaine et publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture.

Fait à Pau, le 6 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
pour le directeur départemental de l'équipement,
le chef du service développement durable
et réglementation : Michel RANSOU

**Autorisation d'occupation temporaire
du domaine public fluvial par un remblai gave de Pau
commune de Boeil Bezing**

Arrêté préfectoral n° 2005249-12 du 6 septembre 2005

Permissionnaire : Commune de Boeil Bezing

Le Préfet des Pyrénées Atlantiques, Chevalier de la Légion
d'Honneur,

Vu le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure concernant la conservation et la gestion du Domaine Public Fluvial, livre 1er, titre III, chapitres I et II,

Vu le Code du Domaine de l'Etat concernant l'occupation temporaire du domaine public et notamment les articles L 28 à L 34-9, R 53 à R 57, A 12 à A 19 et A 26 à A 29,

Vu le décret n° 62 -1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la gestion et à la police des eaux,

Vu le décret n° 87-1026 du 17 décembre 1987 modifiant le décret n° 48-1698 du 2 novembre 1948 relatif aux redevances prévues par l'article 35 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu les arrêtés interministériels du 22 décembre 1961 et du 6 mars 1992 fixant les réductions à appliquer à certaines redevances pour prises d'eau sur les fleuves et rivières du domaine public,

Vu l'arrêté préfectoral 2004.301.2 du 27 octobre 2004 donnant délégation de signature au Chef du Service Développement Durable et Réglementation,

Vu la pétition du 28 avril 2005 par laquelle la commune de Boeil Bezing sollicite l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un remblai sur un ancien bras du Gave de Pau sur une surface d'environ 8000 m²,

Vu l'avis du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine du 30 août 2005,

Vu les propositions du directeur départemental de l'équipement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRETE

Article premier - Objet de l'autorisation

M. le maire de Boeil Bezing représentant la commune de Boeil Bezing domicilié Mairie 64510 Boeil Bezing, est autorisé à occuper temporairement le domaine public fluvial par un remblai sur un ancien bras du Gave de Pau sur une surface d'environ 8000 m² (voir plan ci-joint).

Article 2 -- Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Elle cessera de plein droit, à cette date, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 3 - Redevance

En raison de l'intérêt public des ouvrages et conformément aux dispositions de l'article A15 du Code du domaine de l'Etat, l'occupation temporaire du domaine public fluvial est consentie à titre gratuit.

La gratuité cesserait immédiatement si les circonstances qui la justifient venaient à disparaître.

Le permissionnaire paiera d'avance à la Recette Principale des Impôts de Pau Sud, le droit fixe de vingt euros (20 €).

Article 4 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial est accordée à titre personnel précaire et révocable sans indemnité.

L'autorisation pourra en outre être révoquée soit à la demande du Directeur du Centre des Impôts Foncier-Domaine, en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande du Directeur départemental de l'Équipement des Pyrénées Atlantiques en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

Le permissionnaire ne pourra renoncer au bénéfice de l'autorisation avant la date fixée pour la révision des conditions financières de l'occupation.

Il sera responsable :

1° des accidents causés aux tiers et des avaries qui pourraient survenir à la batellerie et aux ouvrages publics du fait de ses installations,

2° des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

En application de l'article 34-1 du Code du Domaine de l'Etat, il n'est constitué aucun droit réel au profit du pétitionnaire sur l'immeuble dont traite le présent acte.

Article 5 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 - Renouvellement de l'autorisation

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra, au moins trois mois avant la date de cessation de l'occupation fixée à l'article 3 du présent arrêté, en faire la demande, par écrit, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement (Subdivision Hydraulique) en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Article 7 - Notification

En cas de changement de domicile du permissionnaire, toutes les notifications lui seront valablement faites à la mairie de la commune du lieu de l'occupation.

Article 8 - Impôts

Le permissionnaire supportera seul la charge de tous les impôts et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté. Le permissionnaire fera en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code Général des Impôts.

Article 9 - Contrôle des installations

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents de la Direction Départementale de l'Équipement chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Article 10 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement, ce délai de recours est de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 11 - Publication et exécution

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M. le Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine et publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture.

Fait à Pau, le 6 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
pour le directeur départemental de l'équipement,
le chef du service développement durable
et réglementation : Michel RANSOU

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un ouvrage de prise d'eau gave de Pau commune de Sarpourenx

Arrêté préfectoral n° 2005249-13 du 6 septembre 2005

—
*Renouvellement d'autorisation
à l'ASA d'irrigation de Sarpourenx*
—

Le Préfet des Pyrénées Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure concernant la conservation et la gestion du Domaine Public Fluvial, livre 1er, titre III, chapitres I et II,

Vu le Code du Domaine de l'Etat concernant l'occupation temporaire du domaine public et notamment les articles L 28 à L 34-9, R 53 à R 57, A 12 à A 19 et A 26 à A 29,

Vu le décret n° 62 -1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la gestion et à la police des eaux,

Vu le décret n° 87-1026 du 17 décembre 1987 modifiant le décret n° 48-1698 du 2 novembre 1948 relatif aux redevances prévues par l'article 35 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu les arrêtés interministériels du 22 décembre 1961 et du 6 mars 1992 fixant les réductions à appliquer à certaines redevances pour prises d'eau sur les fleuves et rivières du domaine public,

Vu l'arrêté préfectoral n° 00 R 246 du 16 mai 2000 ayant autorisé l'ASA d'irrigation de Sarpourenx à occuper le Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau,

Vu l'arrêté préfectoral 2004.301.2 du 27 octobre 2004 donnant délégation de signature au Chef du Service Développement Durable et Réglementation,

Vu la pétition du 7 décembre 2004 par laquelle l'ASA d'irrigation de Sarpourenx sollicite le renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Gave de Pau, au territoire de la commune de Sarpourenx aux fins d'irrigation agricole pour un débit de 600 m³/h durant 1000 h pour irriguer 230.9 ha

Vu l'avis du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine du 31 août 2005,

Vu les propositions du Directeur Départemental de l'Équipement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRETE

Article premier - Objet de l'autorisation

L'ASA d'irrigation de Sarpourenx représentée par M. Gérard Place domicilié 64300 Castetner est autorisé à occuper temporairement le Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Gave de Pau, au territoire de la commune de Sarpourenx aux fins d'irrigation agricole pour un débit de 600 m³/h durant 1000 h pour irriguer 230.9 ha.

Article 2 - Conditions techniques imposées à l'usage des ouvrages

L'ouvrage de prise d'eau ne devra pas faire saillie en rivière.

Article 3 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans à compter du 9 juin 2005. Elle cessera de plein droit, au 8 juin 2010 si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 4 - Redevance

Le permissionnaire paiera d'avance, à la Recette principale des Impôts d'Orthez, une redevance annuelle de trois cent soixante dix huit euros (378 €), augmentée du droit fixe de dix euros (10 €).

En cas de retard dans le paiement d'un seul terme, les redevances échues porteront intérêt de plein droit au taux prévu en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Article 5 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial est accordée à titre personnel précaire et révocable sans indemnité.

L'autorisation pourra en outre être révoquée soit à la demande du Directeur du Centre des Impôts Foncier-Domaine, en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande du Directeur départemental de l'Équipement des Pyrénées Atlantiques en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

Le permissionnaire ne pourra renoncer au bénéfice de l'autorisation avant la date fixée pour la révision des conditions financières de l'occupation.

Il sera responsable :

1° des accidents causés aux tiers et des avaries qui pourraient survenir à la batellerie et aux ouvrages publics du fait de ses installations,

2° des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

En application de l'article 34-1 du Code du Domaine de l'Etat, il n'est constitué aucun droit réel au profit du pétitionnaire sur l'immeuble dont traite le présent acte.

Article 6 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Renouvellement de l'autorisation

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra, au moins trois mois avant la date de cessation de l'occupation fixée à l'article 3 du présent arrêté, en faire la demande, par écrit, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement (Subdivision Hydraulique) en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Article 8 - Notification

En cas de changement de domicile du permissionnaire, toutes les notifications lui seront valablement faites à la mairie de la commune du lieu de l'occupation.

Article 9 - Impôts

Le permissionnaire supportera seul la charge de tous les impôts et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté. Le permissionnaire fera en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code Général des Impôts.

Article 10 - Contrôle des installations

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents de la Direction Départementale de l'Équipement chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Article 11 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement, ce délai de recours est de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 12 - Publication et exécution

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M. le Maire de Sarpourenx, M. le Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine et publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture.

Fait à Pau, le 6 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

pour le directeur départemental de l'équipement,
le chef du service développement durable
et réglementation : Michel RANSOU

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un épi en gabions gave d'Oloron commune de Prechacq Navarrenx

Arrêté préfectoral n° 2005259-7 du 16 septembre 2005

*Renouvellement d'autorisation
à la commune de Prechacq Navarrenx*

Le Préfet des Pyrénées Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure concernant la conservation et la gestion du Domaine Public Fluvial, livre 1er, titre III, chapitres I et II,

Vu le Code du Domaine de l'Etat concernant l'occupation temporaire du domaine public et notamment les articles L 28 à L 34-9, R 53 à R 57, A 12 à A 19 et A 26 à A 29,

Vu le décret n° 62 -1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la gestion et à la police des eaux,

Vu le décret n° 87-1026 du 17 décembre 1987 modifiant le décret n° 48-1698 du 2 novembre 1948 relatif aux redevances prévues par l'article 35 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu les arrêtés interministériels du 22 décembre 1961 et du 6 mars 1992 fixant les réductions à appliquer à certaines redevances pour prises d'eau sur les fleuves et rivières du domaine public,

Vu l'arrêté préfectoral n° 01 R 157 du 20 mars 2001 ayant autorisé la commune de Prechacq Navarrenx à occuper le Domaine Public Fluvial par un épi en gabions,

Vu l'arrêté préfectoral 2004.301.2 du 27 octobre 2004 donnant délégation de signature au Chef du Service Développement Durable et Réglementation,

Vu la pétition du 29 juillet 2005 par laquelle la commune de Prechacq Navarrenx sollicite le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial par un épi en gabions rive droite du Gave d'Oloron au territoire de la commune de Prechacq Navarrenx,

Vu l'avis du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine du 5 septembre 2005,

Vu les propositions du Directeur Départemental de l'Équipement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRETE

Article premier - Objet de l'autorisation

La commune de Préchacq Navarrenx domiciliée mairie 64190 Préchacq Navarrenx est autorisée à occuper temporairement le domaine public fluvial par un éperon en gabions métalliques de 3 m de longueur rive droite du Gave d'Oloron au territoire de la commune de Préchacq Navarrenx.

Article 2 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans (5) à compter du 1^{er} janvier 2006. Elle cessera de plein droit, au 31 décembre 2010 si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 3 - Redevance

Le permissionnaire paiera d'avance, à la Recette principale des Impôts d'Oloron une redevance annuelle de quatre vingt euros (80 €) augmentée du droit fixe de dix euros (10 €).

En cas de retard dans le paiement d'un seul terme, les redevances échues porteront intérêt de plein droit au taux prévu en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Article 4 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial est accordée à titre personnel précaire et révocable sans indemnité.

L'autorisation pourra en outre être révoquée soit à la demande du Directeur du Centre des Impôts Foncier-Domaine, en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande du Directeur départemental de l'Équipement des Pyrénées Atlantiques en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

Le permissionnaire ne pourra renoncer au bénéfice de l'autorisation avant la date fixée pour la révision des conditions financières de l'occupation.

Il sera responsable :

- 1° des accidents causés aux tiers et des avaries qui pourraient survenir à la batellerie et aux ouvrages publics du fait de ses installations,
- 2° des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

En application de l'article 34-1 du Code du Domaine de l'Etat, il n'est constitué aucun droit réel au profit du pétitionnaire sur l'immeuble dont traite le présent acte.

Article 5 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 - Renouvellement de l'autorisation

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra, au moins trois mois avant la date de cessation de l'occupation fixée à l'article 3 du présent arrêté, en faire la demande, par écrit, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement (unité prévision des crues, hydraulique et environnement) en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Article 7 - Notification

En cas de changement de domicile du permissionnaire, toutes les notifications lui seront valablement faites à la mairie de la commune du lieu de l'occupation.

Article 8 - Impôts

Le permissionnaire supportera seul la charge de tous les impôts et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté. Le permissionnaire fera en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code Général des Impôts.

Article 9 - Contrôle des installations

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents de la Direction Départementale de l'Équipement chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Article 10 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement, ce délai de recours est de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 12 - Publication et exécution

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M. le Maire de Préchacq Navarrenx, M. le Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine et publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture.

Fait à Pau, le 16 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
pour le directeur départemental de l'équipement,
le chef du service développement durable
et réglementation : Michel RANSOU

**Autorisation d'occupation temporaire
du domaine public fluvial gave de Pau
commune de Boeil Bezing**

Arrêté préfectoral n° 2005259-8 du 16 septembre 2005

Renouvellement d'autorisation à M. Cazajus Jean

Le Préfet des Pyrénées Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure concernant la conservation et la gestion du Domaine Public Fluvial, livre 1er, titre III, chapitres I et II,

Vu le Code du Domaine de l'Etat concernant l'occupation temporaire du domaine public et notamment les articles L 28 à L 34-9, R 53 à R 57, A 12 à A 19 et A 26 à A 29,

Vu le décret n° 62 -1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la gestion et à la police des eaux,

Vu le décret n° 87-1026 du 17 décembre 1987 modifiant le décret n° 48-1698 du 2 novembre 1948 relatif aux redevances prévues par l'article 35 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu les arrêtés interministériels du 22 décembre 1961 et du 6 mars 1992 fixant les réductions à appliquer à certaines redevances pour prises d'eau sur les fleuves et rivières du domaine public,

Vu l'arrêté préfectoral 00 R 464 du 28 août 2000 ayant autorisé M. Cazajus Jean à occuper le domaine public fluvial par une passerelle,

Vu l'arrêté préfectoral 2004.301.2 du 27 octobre 2004 donnant délégation de signature au Chef du Service Développement Durable et Réglementation,

Vu la pétition du 28 juillet 2005 par laquelle M. Cazajus Jean sollicite le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par une passerelle sur un bras du Gave de Pau au territoire de la commune de Boeil Bezing,

Vu l'avis du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine du 5 septembre 2005,

Vu les propositions du Directeur Départemental de l'Équipement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRETE

Article premier - Objet de l'autorisation

M. Cazajus Jean domicilié 22 rue des Pyrénées 64510 Boeil Bezing, est autorisé à occuper temporairement le domaine public fluvial par une passerelle sur un bras du Gave de Pau au territoire de la commune de Boeil Bezing.

Article 2 - Conditions techniques imposées à l'usage des ouvrages

La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans à compter du 16 novembre 2005. Elle cessera de

plein droit, au 15 novembre 2010, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 3 - Redevance

Le permissionnaire paiera d'avance, à la Recette principale des impôts de Pau Sud, une redevance annuelle de quatre vingt euros (80 €), augmentée du droit fixe de dix euros (10 €).

En cas de retard dans le paiement d'un seul terme, les redevances échues porteront intérêt de plein droit au taux prévu en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Article 4 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial est accordée à titre personnel précaire et révocable sans indemnité.

L'autorisation pourra en outre être révoquée soit à la demande du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine, en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande du Directeur départemental de l'Équipement des Pyrénées Atlantiques en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

Le permissionnaire ne pourra renoncer au bénéfice de l'autorisation avant la date fixée pour la révision des conditions financières de l'occupation.

Il sera responsable :

- 1° des accidents causés aux tiers et des avaries qui pourraient survenir à la batellerie et aux ouvrages publics du fait de ses installations,
- 2° des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

En application de l'article 34-1 du Code du Domaine de l'Etat, il n'est constitué aucun droit réel au profit du pétitionnaire sur l'immeuble dont traite le présent acte.

Article 5 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 - Renouvellement de l'autorisation

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra, au moins trois mois avant la date de cessation de l'occupation fixée à l'article 3 du présent arrêté, en faire la demande, par écrit, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement (unité prévision des crues, hydraulique et environnement) en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Article 7 - Notification

En cas de changement de domicile du permissionnaire, toutes les notifications lui seront valablement faites à la mairie de la commune du lieu de l'occupation.

Article 8 - Impôts

Le permissionnaire supportera seul la charge de tous les impôts et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuelle-

ment ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté. Le permissionnaire fera en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code Général des Impôts.

Article 9 - Contrôle des installations

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents de la Direction Départementale de l'Équipement chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Article 10 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement, ce délai de recours est de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 11 - Publication et exécution

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M. le Maire de Boeil Bezing, M. le Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine et publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture.

Fait à Pau, le 16 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
pour le directeur départemental de l'équipement,
le chef du service développement durable
et réglementation : Michel RANSOU

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un ouvrage de prise d'eau gave de Pau commune de Nay

Arrêté préfectoral n° 2005259-9 du 16 septembre 2005

*Renouvellement d'autorisation au groupe
Alliance Habitat – société paloise d'HLM*

Le Préfet des Pyrénées Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure concernant la conservation et la gestion du Domaine Public Fluvial, livre 1er, titre III, chapitres I et II,

Vu le Code du Domaine de l'Etat concernant l'occupation temporaire du domaine public et notamment les articles L 28 à L 34-9, R 53 à R 57, A 12 à A 19 et A 26 à A 29,

Vu le décret n° 62 -1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la gestion et à la police des eaux,

Vu le décret n° 87-1026 du 17 décembre 1987 modifiant le décret n° 48-1698 du 2 novembre 1948 relatif aux redevances prévues par l'article 35 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu les arrêtés interministériels du 22 décembre 1961 et du 6 mars 1992 fixant les réductions à appliquer à certaines redevances pour prises d'eau sur les fleuves et rivières du domaine public,

Vu l'arrêté préfectoral n° 00 R 663 du 20 novembre 2000 ayant autorisé le Groupe Alliance Habitat, Société Paloise d'HLM à occuper le Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau,

Vu l'arrêté préfectoral 2004.301.2 du 27 octobre 2004 donnant délégation de signature au Chef du Service Développement Durable et Réglementation,

Vu la pétition du 27 juillet 2005 par laquelle le Groupe Alliance Habitat, Société Paloise d'HLM, sollicite le renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Gave de Pau, au territoire de la commune de Nay,

Vu l'avis du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine du 5 septembre 2005,

Vu les propositions du Directeur Départemental de l'Équipement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRETE

Article premier - Objet de l'autorisation

Le Groupe Alliance Habitat, Société Paloise d'HLM, est autorisé à occuper temporairement le Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Gave de Pau, au territoire de la commune de Nay pour le fonctionnement d'une pompe à chaleur avec un débit maxi de 8 m3/h.

Article 2 - Conditions techniques imposées à l'usage des ouvrages

L'ouvrage de prise d'eau ne devra pas faire saillie en rivière.

Article 3 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2006. Elle cessera de plein droit, au 31 décembre 2010 si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 4 - Redevance

Le permissionnaire paiera d'avance, à la Recette principale des Impôts de Pau Sud, une redevance annuelle de quatorze euros (14 €), payable en une seule fois pour toute la durée de l'occupation, augmentée du droit fixe de dix euros (10 €).

En cas de retard dans le paiement d'un seul terme, les redevances échues porteront intérêt de plein droit au taux prévu

en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Article 5 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial est accordée à titre personnel précaire et révocable sans indemnité.

L'autorisation pourra en outre être révoquée soit à la demande du Directeur du Centre des Impôts Foncier-Domaine, en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande du Directeur départemental de l'Équipement des Pyrénées Atlantiques en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

Le permissionnaire ne pourra renoncer au bénéfice de l'autorisation avant la date fixée pour la révision des conditions financières de l'occupation.

Il sera responsable :

- 1° des accidents causés aux tiers et des avaries qui pourraient survenir à la batellerie et aux ouvrages publics du fait de ses installations,
- 2° des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

En application de l'article 34-1 du Code du Domaine de l'Etat, il n'est constitué aucun droit réel au profit du pétitionnaire sur l'immeuble dont traite le présent acte.

Article 6 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Renouvellement de l'autorisation

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra, au moins trois mois avant la date de cessation de l'occupation fixée à l'article 3 du présent arrêté, en faire la demande, par écrit, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement (Subdivision Hydraulique) en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Article 8 - Notification

En cas de changement de domicile du permissionnaire, toutes les notifications lui seront valablement faites à la mairie de la commune du lieu de l'occupation.

Article 9 - Impôts

Le permissionnaire supportera seul la charge de tous les impôts et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté. Le permissionnaire fera en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code Général des Impôts.

Article 10 - Contrôle des installations

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents de la Direction Départementale de l'Équipement chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Article 11 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement, ce délai de recours est de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 12 - Publication et exécution

Ampliation du présent arrêté sera adressée à MM. le secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le maire de Nay, le directeur du centre des impôts foncier - domaine, le directeur départemental de l'équipement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins du directeur du centre des impôts foncier - domaine et publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture.

Fait à Pau, le 16 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
pour le directeur départemental de l'équipement,
le chef du service développement durable
et réglementation : Michel RANSOU

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial par un ouvrage de prise d'eau le Saison commune d'Osserain

Arrêté préfectoral n° 2005262-11 du 19 septembre 2005

Permissionnaire : Casamayor François

Le Préfet des Pyrénées Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure concernant la conservation et la gestion du Domaine Public Fluvial, livre 1er, titre III, chapitres I et II,

Vu le Code du Domaine de l'Etat concernant l'occupation temporaire du domaine public et notamment les articles L 28 à L 34-9, R 53 à R 57, A 12 à A 19 et A 26 à A 29,

Vu le décret n° 62 -1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la gestion et à la police des eaux,

Vu le décret n° 87-1026 du 17 décembre 1987 modifiant le décret n° 48-1698 du 2 novembre 1948 relatif aux redevances prévues par l'article 35 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu les arrêtés interministériels du 22 décembre 1961 et du 6 mars 1992 fixant les réductions à appliquer à certaines

redevances pour prises d'eau sur les fleuves et rivières du domaine public,

Vu l'arrêté préfectoral 2004.301.2 du 27 octobre 2004 donnant délégation de signature au Chef du Service Développement Durable et Réglementation,

Vu la pétition du 24 novembre 2004 par laquelle M. Casamayor François sollicite l'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Saison au territoire de la commune d'Osserain aux fins d'irrigation agricole pour un débit de 50 m³/h durant 540 heures, pour irriguer 7 ha,

Vu l'avis du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine du 5 septembre 2005,

Vu les propositions du Directeur Départemental de l'Équipement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRETE

Article premier - Objet de l'autorisation

M. Casamayor François domicilié 64390 Osserain est autorisé à occuper temporairement le Domaine Public Fluvial par un ouvrage de prise d'eau dans le Saison au territoire de la commune d'Osserain pour le fonctionnement d'une irrigation agricole avec un débit de 50 m³/h durant 540 h pour irriguer 7 ha.

Article 2 - Conditions techniques imposées à l'usage des ouvrages

L'ouvrage de prise d'eau ne devra pas faire saillie en rivière.

Article 3 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Elle cessera de plein droit, à cette date, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 4 - Redevance

Le permissionnaire paiera d'avance, à la Recette principale des Impôts de Bayonne une redevance annuelle de dix sept euros (17 €) payable en une seule fois pour toute la durée de la concession (art.A39 du Code du domaine de l'Etat) augmentée du droit fixe de vingt euros (20 €).

En cas de retard dans le paiement d'un seul terme, les redevances échues porteront intérêt de plein droit au taux prévu en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Article 5 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial est accordée à titre personnel précaire et révocable sans indemnité.

L'autorisation pourra en outre être révoquée soit à la demande du Directeur du Centre des Impôts Foncier-Domaine, en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande du Directeur départemental de l'Équipement

des Pyrénées Atlantiques en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

Le permissionnaire ne pourra renoncer au bénéfice de l'autorisation avant la date fixée pour la révision des conditions financières de l'occupation.

Il sera responsable :

1° des accidents causés aux tiers et des avaries qui pourraient survenir à la batellerie et aux ouvrages publics du fait de ses installations,

2° des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

En application de l'article 34-1 du Code du Domaine de l'Etat, il n'est constitué aucun droit réel au profit du pétitionnaire sur l'immeuble dont traite le présent acte.

Article 6 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Renouvellement de l'autorisation

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra, au moins trois mois avant la date de cessation de l'occupation fixée à l'article 3 du présent arrêté, en faire la demande, par écrit, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement (Subdivision Hydraulique) en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Article 8 - Notification

En cas de changement de domicile du permissionnaire, toutes les notifications lui seront valablement faites à la mairie de la commune du lieu de l'occupation.

Article 9 - Impôts

Le permissionnaire supportera seul la charge de tous les impôts et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté. Le permissionnaire fera en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code Général des Impôts.

Article 10 - Contrôle des installations

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents de la Direction Départementale de l'Équipement chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Article 11 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement, ce délai de recours est de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 12 - Publication et exécution

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M^{me} le Maire d'Osserain, M. le Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire par les soins du Directeur du Centre des Impôts Foncier - Domaine et publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture.

Fait à Pau, le 19 septembre 2005

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental de l'équipement,
l'attaché principal : Michel RANSOU

Renouvellement d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime, commune de Saint-Jean-de-Luz

Arrêté préfectoral n° 2005252-7 du 9 septembre 2005

*Pétitionnaire : Syndicat Intercommunal pour l'Équipement
et l'Aménagement des communes
de Saint-Jean-de-Luz, Ciboure et Urrugne*

Le Préfet des Pyrénées Atlantiques, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code du Domaine de l'Etat,

Vu le Code des collectivités territoriales, son article L2215-4,

Vu l'arrêté préfectoral, n°2005138-15 du 18 mai 2005, portant délégation de signature,

Vu l'Arrêté préfectoral, en date du 14 septembre 2001, portant autorisation d'occupation temporaire,

Vu la pétition, en date du 2 mars 2004, par laquelle le Syndicat Intercommunal pour l'Équipement et l'Aménagement des Communes de Saint-Jean-de-Luz, Ciboure et Urrugne sollicite le renouvellement de l'autorisation d'occuper une parcelle du domaine public maritime sur la plage de Saint-Jean-de Luz,

Vu l'avis tacite de M. le Maire de Saint-Jean-de-Luz,

Vu l'avis, en date du 29 juin 2005, de M. le Directeur des Services Fiscaux, fixant les conditions financières,

Sur proposition du Directeur Départemental de l'Équipement,

A R R Ê T E

Article premier - Autorisation -

Le Syndicat Intercommunal pour l'Équipement et l'Aménagement des Communes de Saint-Jean-de-Luz, Ciboure et

Urrugne – dont le siège social est situé à la Mairie de Saint-Jean-de-Luz – est autorisée à occuper temporairement une parcelle du domaine public maritime, sur la plage de Saint-Jean-de-Luz, par une canalisation de ■ 1000 sur cinq mètres de longueur.

Cette installation permet d'évacuer le trop plein du bassin de rétention situé sous le boulevard « Thiers », au nord de la digue aux chevaux.

Article 2 - Durée de l'autorisation -

L'autorisation, qui ne confère au permissionnaire aucun des droits ou avantages reconnus, est accordée pour une durée de cinq (5) ans à partir de la date du présent arrêté, augmentée de la durée comprise entre l'échéance et la date du présent arrêté.

Elle cessera de plein droit, à cette échéance, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 3 – Conditions spéciales -

Le permissionnaire fera son affaire des autorisations exigibles par ailleurs.

Article 4 - Entretien et responsabilité -

Les ouvrages visés par la présente autorisation seront entretenus en bon état, aux frais, risques et périls du permissionnaire qui sera responsable de tous les dommages que cette installation puisse entraîner, aux tiers ou au domaine public pour quelque motif que ce soit.

Article 5 - Modification de la destination des ouvrages -

Les ouvrages visés par le présent arrêté ne pourront être affectés à une destination autre que celle pour laquelle ils sont autorisés.

Toute modification dans leur conception sera régulièrement déclarée et l'exécution des travaux conditionnés par l'obtention de l'autorisation correspondante.

Article 6 – Précarité de l'autorisation -

Le présent acte ne confère pas de droits réels.

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité, à la première réquisition de l'administration. L'autorisation pourra être révoquée, à la demande du Directeur Départemental de l'Équipement des Pyrénées-Atlantiques en cas d'inexécution des conditions, sans préjudice s'il y a lieu, de poursuites à exercer pour contravention de grande voirie.

L'autorisation est personnelle. Elle ne peut faire l'objet d'aucune cession ou transmission à titre gratuit ou onéreux.

Article 7 - Remise en état des lieux -

En cas de révocation de l'autorisation comme en cas de non renouvellement de celle-ci, le permissionnaire devra remettre les lieux dans leur état primitif, dans le délai imparti par l'administration.

Article 8 - Réserve des droits des tiers -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9- Redevances -

En raison de l'intérêt public des ouvrages, l'occupation peut être délivrée à titre gratuit.

La gratuité cesserait immédiatement si les circonstances qui la justifie venaient à disparaître.

Article 10-Droit fixe -

Le permissionnaire paiera d'avance, à la Recette des Impôts de Biarritz, le droit fixe de dix euros (10€).

Article 11 – Impôts -

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra seul supporter la charge de tous les impôts -et notamment l'impôt foncier- auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations; quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté. Le permissionnaire fera, en outre, s'il y a lieu et sous sa responsabilité la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code général des impôts.

Article 12 - Contrôle des installations -

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du Domaine Public Maritime.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents de la Direction Départementale de l'Équipement chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Article 13 – Ampliation -

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux à Pau, - en quatre exemplaire - chargé de notifier l'arrêté au permissionnaire et de nous faire retour de la minute avec mention de la date de notification, M. l'Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef du Service Maritime et Bases Aériennes, chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental de l'équipement,
l'attaché principal : Michel RANSOU

SANTE PUBLIQUE

Autorisation de transfert d'officine de pharmacie

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Licence n°501

Par arrêté préfectoral n° 2005262-14 du 19 septembre 2005, Mademoiselle Geneviève LANUSSE est autorisée à transférer l'officine de pharmacie dans de nouveaux locaux situés à Mazerolles, RD 32, route d'Arzacq, lots n°5, 6, 19, 24 ;

La présente licence se substituera à compter de la date de l'arrêté d'exploitation à la licence N° 352 accordée par arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 à Madame Christiane DAUNES ;

Un délai d'un an est accordé à Mademoiselle Geneviève LANUSSE pour obtenir l'autorisation d'exploitation visée à l'article L 5125-16 du code de la santé publique. Passé ce délai, la présente autorisation cessera d'être valable et la licence accordée ce jour deviendra caduque.

Si pour une raison quelconque l'officine de pharmacie dont le transfert fait l'objet de la présente autorisation cessait d'être exploitée, les pharmaciens propriétaires ou leurs héritiers devront retourner la présente licence à la préfecture (DDASS) où elle sera annulée.

Transports sanitaires

Par arrêté préfectoral n° 2005262-15 du 19 septembre 2005, les entreprises de transports sanitaires privés, participant à la garde ambulancière départementale effectuée sur les 18 sec-teurs du département des Pyrénées Atlantiques, sont déterminées dans les tableaux joints en annexe.

Le dispositif est mis en place jusqu'au 31 décembre 2005.

Toute demande de modification du tableau de garde sera transmise à l'association SAS - 64 qui en réglera les modalités conformément au cahier des charges,

Désignation du centre de dépistage anonyme et gratuit de Bayonne

Par arrêté préfectoral n° 2005249-14 du 06 septembre 2005, la désignation de la Consultation Anonyme et Gratuite située au Centre Hospitalier de la Côte Basque et gérée par le Conseil Général des Pyrénées Atlantiques est reconduite pour une durée de trois ans pour effectuer les consultations de dépistage anonyme et gratuit du VIH, de l'hépatite C et l'hépatite B (prévention, dépistage, diagnostic, accompagnement dans la recherche de soins appropriés).

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral n° 2005-186-13 du 5 juillet 2005

Désignation du centre de dépistage anonyme et gratuit de Pau

Par arrêté préfectoral n° 2005249-15 du 6 septembre 2005, la désignation de la Consultation Anonyme et Gratuite située au Centre Hospitalier de Pau (64 000) et gérée par le Conseil Général est reconduite pour trois ans pour effectuer les con-

sultations de dépistage anonyme et gratuit du VIH, de l'hépatite C et de l'hépatite B (prévention, dépistage, diagnostic, accompagnement dans la recherche de soins appropriés).

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral n°2005-186-14 du 5 juillet 2005

Réquision des médecins chargés de la permanence des soins sur le secteur de garde de Pau (secteur n° 23)

MODIFICATIF

Par arrêté préfectoral n° 2005250-16 du 7 septembre 2005, l'arrêté n° 2005-179-10 du 28 juin 2005 est modifié comme suit :

Le Dr ARNAUD Alain domicilié 4 Boulevard Alsace Lorraine à Pau est réquisitionné pour participer à la permanence des soins sur le secteur n° 23-PAU le 19 septembre 2005 de 20 h à 8 H.

Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif de PAU dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Réquision des médecins chargés de la permanence des soins sur le secteur de garde de Pau (secteur n° 23)

Par arrêté préfectoral n° 2005255-7 du 12 septembre 2005, les médecins dont les noms suivent sont réquisitionnés pour participer à la permanence des soins sur le secteur n°23 - Pau,

Octobre					
01	20h-8h	Dr ATTIA	Gérard	8 rue Ronsard	64000 PAU
02	8h-20h	Dr BAYROU	Constant	39 Bd Alsace Lorraine	64000 PAU
02	20h-8h	Dr BEAUMONT	Michel	1 Allée des Cèdres	64000 PAU
03	20h-8h	Dr BELLE	Jean-Marie	11 Allée Lamartine	64000 PAU
04	20h-8h	Dr BORDACARRE	Bruno	3 Place Albert 1er	64000 PAU
05	20h-8h	Dr BOULAT	Michel	31 rue du Général Leclerc	64110 JURANCON
06	20h-8h	Dr BOUTET	Patricia	72 ter rue du 14 Juillet	64000 PAU
07	20h-8h	Dr BRANDALISE	Pierre	6 Place de la République	64000 PAU
08	20h-8h	Dr BRAUD	Michel	1 Avenue Mirabelle	64000 PAU
09	8h-20h	Dr BROCHARD	Fabrice	34 rue Carnot	64000 PAU
09	20h-8h	Dr CAMDEBORDE	Béatrice	6 rue des Orphelines	64000 PAU
10	20h-8h	Dr CAMDEBORDE	Jean-Marc	6 rue des Orphelines	64000 PAU
11	20h-8h	Dr CANTEROT	Jean-Daniel	14 Avenue du Loup Résidence La Bénoué	64000 PAU
12	20h-8h	Dr CARASSUS	Jean-Marc	5 av. du Pdt Kennedy Carlitos 1 ^{er} Entrée 1	64000 PAU
13	20h-8h	Dr CARRERA	Régis	16 bis rue d'Etigny	64000 PAU
14	20h-8h	Dr CASALTA	Paul	51 Bd Tourasse	64000 PAU
15	20h-8h	Dr CATTERMAN	Francis	Rue Rossini – Cabinet Médical – Centre Commercial Berlioz	64000 PAU
16	8h-20h	Dr CAUBARRUS	Nicole	6 rue Nogue	64000 PAU
16	20h-8h	Dr CAZAL	Laurent	22 rue Olle Laprun	64110 JURANCON
17	20h-8h	Dr CEGLAREC	Jean	15 rue M. Lalanne	64000 PAU
18	20h-8h	Dr CLEDE	Philippe	6 rue Bernadotte	64000 PAU
19	20h-8h	Dr COCHAUD	Bernard	23 Allées Lamartine	64000 PAU
20	20h-8h	Dr COLLIN	Dominique	7 place Clémenceau	64000 PAU
21	20h-8h	Dr CONNIL	Michel	22 rue Olle Laprun	64110 JURANCON

22	20h-8h	Dr COSTE	Christophe	114 Bd Alsace Lorraine	64000 PAU
23	8h-20h	Dr COSTEDOAT	Danièle	1 rue Daran	64110 JURANCON
23	20h-8h	Dr COUGNENC	Christian	48 Cours Camou	64000 PAU
24	20h-8h	Dr COURREGES	Jean-Jacques	4 av. Victor Hugo – Quartier Louvie	64110 JURANCON
25	20h-8h	Dr DASTE	Elisabeth	33 Bd Alsace Lorraine	64000 PAU
26	20h-8h	Dr DASTE	Pierre	33 Bd Alsace Lorraine	64000 PAU
27	20h-8h	Dr DEGUILHEM	Alain	1 rue des Orphelines	64000 PAU
28	20h-8h	Dr DESMOULINS	Pierrette	86 Avenue Trespoey Résidence Trespoey	64000 PAU
29	20h-8h	Dr DEYRIES	Jean-François	8 Cours Bosquet	64000 PAU
30	8h-20h	Dr DHELLEME	Alain	21 rue Serviez	64000 PAU
30	20h-8h	Dr DUBASQUE	Maylis	12 rue Auguste Renoir	64000 PAU
31	20h-8h	Dr DUTOYA	Thierry	8 rue Ronsard	64000 PAU
Novembre					
01	8h-20h	Dr ENJALBERT	Olivier	38 Cours Lyautey	64000 PAU
01	20h-8h	Dr FABRE	Annie-Claude	72 rue du 14 Juillet Résidence Albert Cazenave	64000 PAU
02	20h-8h	Dr GATAULT	Florent	91 avenue de Montardon	64000 PAU
03	20h-8h	Dr GAUTHIER	Bruno	135 av. de Montardon	64000 PAU
04	20h-8h	Dr GENY	François	8 Cours Bosquet	64000 PAU
05	20h-8h	Dr HARMANT	Sylvie	7 Rue Latapie	64000 PAU
06	8h-20h	Dr HOPPE	Patrice	43 Avenue du Loup Résidence Agora	64000 PAU
06	20-8h	Dr INGARGIOLA	Simon	Rue Berlioz Centre Berlioz Résidence les Jardins de Berlioz	64000 PAU
07	20h-8h	Dr LACLAU	Philippe	8 Cours Bosquet	64000 PAU
08	20h-8h	Dr LACOSTE	Jean	13 Rue Alfred de Lassence Résidence le Claridge	64000 PAU
09	20h-8h	Dr LAFOURCADE	Robert	1 Rue Louis Daran	64110 JURANCON
10	20h-8h	Dr LAGEYRE	Philippe	1 Bis Rue J.J. de Monaix Résidence Aquitaine	64000 PAU
11	8h-20h	Dr LAITSELART	Mireille	16 Avenue de Saragosse	64000 PAU
11	20h-8h	Dr LARRIBAU	Paul	63 Rue Montpensier	64000 PAU
12	20h-8h	Dr LASSALLE	Pierre	58 Rue Carnot	64000 PAU
13	8h-20h	Dr LEBBORGNE	Christophe	78 Avenue du Maréchal Leclerc	64000 PAU
13	20h-8h	Dr LE JOUAN-GAILLAC	Béatrice	22 Rue Olle Laprun	64110 JURANCON
14	20h-8h	Dr LEMERY	Jean-Charles	6 Rue Bernadotte	64000 PAU
15	20h-8h	Dr LEVY-CASSOU	Bernard	69 Rue du 14 Juillet	64000 PAU
16	20h-8h	Dr LIBERSAC	Hervé	14 rue Serviez	64000 PAU
17	20h-8h	Dr LOUET	Christophe	3, Bd Jean Sarrailh - Résidence Carlitos II	64000 PAU

18	20h-8h	Dr MAGNET	Philippe	2, avenue Mirabelle - Résidence Ladevèze	64000 PAU
19	20h-8h	Dr MAGOT	Elisabeth	5 bis, avenue du Général de Gaulle -Résidence de France	64000 PAU
20	8h-20h	Dr MAINHAGU	Henri	5, avenue du Président Kennedy - Résidence Carlitos I	64000 PAU
20	20h-8h	Dr MARQUE	Bertrand	7 rue Latapie	64000 PAU
21	20h-8h	Dr MARTEL	Patrick	8 Rue de Perpignaa	64000 PAU
22	20h-8h	Dr MARTIN	Bernard	153 Bd de la Paix	64000 PAU
23	20h-8h	Dr MARTINEZ	Maria Eugénia	11 Avenue de Montardon	64000 PAU
24	20h-8h	Dr MATHIEU	Alexandre	4 rue Blériot	64000 PAU
25	20h-8h	Dr MAURICE	Roger	23 rue du maréchal joffre	64000 PAU
26	20h-8h	Dr MAUTALEN	Patrice	53 rue Carnot	64000 PAU
27	8h-20h	Dr ORDOQUI	Marie-Hélène	329, Bd de la Paix - Centre Médical Lartigue	64000 PAU
27	20h-8h	Dr PAYAN	Philippe	48, cours Camou - Résidence Haute Plante	64000 PAU
28	20h-8h	Dr PELLE	Li Zhen	98 Ave de Montardon	64000 PAU
29	20h-8h	Dr POLI	Marc	64 Rue Henri Faisants	64000 PAU
30	20h-8h	Dr PRUDHOMME	Bruno	48 Rue Honoré de Balzac	64000 PAU
Décembre					
01	20h-8h	Dr REBUFIE	Isabelle	1 rue Victor Hugo	64000 PAU
02	20h-8h	Dr ROLLAND	Jean-Claude	1 rue des Orphelines	64000 PAU
03	20h-8h	Dr ROSSIGNOL	Dominique	11, avenue de Montardon -Résidence Arc en Ciel	64000 PAU
04	8h-20h	Dr TRIMOLE	Françoise	9 Rue Nogué	64000 PAU
04	20h-8h	Dr VALLET	Michèle	28 Rue Castetnau	64000 PAU
05	20h-8h	Dr VASSEUR	Jean-Paul	25 Avenue de Barège	64000 PAU
06	20h-8h	Dr ALBERT	Sophie	1 rue Victor Hugo	64000 PAU
07	20h-8h	Dr ARDOY	Michel	48 Cours Camou	64000 PAU
08	20h-8h	Dr ARNAUD	Alain	4 Bd Alsace Lorraine	64000 PAU
09	20h-8h	Dr ATTIA	Gérard	8 rue Ronsard	64000 PAU
10	20h-8h	Dr BAYROU	Constant	39 Bd Alsace Lorraine	64000 PAU
11	8h-20h	Dr BEAUMONT	Michel	1 Allée des Cèdres	64000 PAU
11	20h-8h	Dr BELLE	Jean-Marie	11 Allée Lamartine	64000 PAU
12	20h-8h	Dr BORDACARRE	Bruno	3 Place Albert 1er	64000 PAU
13	20h-8h	Dr BOULAT	Michel	31 rue du Général Leclerc	64110 JURANCON
14	20h-8h	Dr BOUTET	Patricia	72 ter rue du 14 Juillet	64000 PAU
15	20h-8h	Dr BRANDALISE	Pierre	6 Place de la République	64000 PAU
16	20h-8h	Dr BRAUD	Michel	1 Avenue Mirabelle	64000 PAU
17	20h-8h	Dr BROCHARD	Fabrice	34 rue Carnot	64000 PAU

18	8h-20h	Dr CAMDEBORDE	Béatrice	6 rue des Orphelines	64000 PAU
18	20h-8h	Dr CAMDEBORDE	Jean-Marc	6 rue des Orphelines	64000 PAU
19	20h-8h	Dr CANTEROT	Jean-Daniel	14 Avenue du Loup – Résidence La Bénoué	64000 PAU
20	20h-8h	Dr CARASSUS	Jean-Marc	5 av. du Pdt Kennedy Carlitos 1 ^{er} Entrée 1	64000 PAU
21	20h-8h	Dr CARRERA	Régis	16 bis rue d'Etigny	64000 PAU
22	20h-8h	Dr CASALTA	Paul	51 Bd Tourasse	64000 PAU
23	20h-8h	Dr CATTERMAN	Francis	Rue Rossini – Cabinet Médical – Centre Commercial Berlioz	64000 PAU
24	20h-8h	Dr CAUBARRUS	Nicole	6 rue Nogue	64000 PAU
25	8h-20h	Dr CAZAL	Laurent	22 rue Olle Laprunne	64110 JURANCON
25	20h-8h	Dr CEGLAREC	Jean	15 rue M. Lalanne	64000 PAU
26	20h-8h	Dr CLEDE	Philippe	6 rue Bernadotte	64000 PAU
27	20h-8h	Dr COCHAUD	Bernard	23 Allées Lamartine	64000 PAU
28	20h-8h	Dr COLLIN	Dominique	7 place Clémenceau	64000 PAU
29	20h-8h	Dr CONNIL	Michel	22 rue Olle Laprunne	64110 JURANCON
30	20h-8h	Dr COSTE	Christophe	114 Bd Alsace Lorraine	64000 PAU
31	20h-8h	Dr COSTEDOAT	Danièle	1 rue Daran	64110 JURANCON

Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif de PAU dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

PATRIMOINE HISTORIQUE ET ESTHETIQUE

Inscription d'objets mobiliers sur l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers classés

Arrêté préfectoral n° 2005252-10 du 9 septembre 2005
Direction des collectivités locales et de l'environnement
(3^{me} bureau)

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion
d'honneur ;

Vu le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris en applica-
tion de la loi du 23 décembre 1970 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des
objets mobiliers lors de sa séance du 11 juillet 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier : Les objets mobiliers désignés ci-des-
sous sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des objets
mobiliers :

Commune	Bedous
canton	Accous
édifice	Eglise Saint-Michel
objet	Autel retable et lambris
modifiés	Artigacarbe ? sculpteur (entablement, têtes d'anges ailées) Doriette doreur, 4 colonnes torsos ornées de roses. Au centre partie haute : peinture, copie de Raphaël l'archange saint Michel terrassant le démon. Les statues des niches ont disparues sous la révolution et remplacées par des peintures de saint Pierre et saint Paul sur fond or à petites croix ainsi que des panneaux peints art nouveau représentant la croix stylisée, inscription sur phylactères Dirigatur Domine Adoratio Mea et des accessoires (navette encensoir, burette) signé b.d. G.L.B Lambris rehaussés. L'ensemble a été remanié.
emplacement	chœur
Matière et technique	Bois sculpté doré et polychrome, peinture à l'huile sur toile
datation	Fin 17e début 18e, peintures, frontons et Christ 19e
propriétaire	commune
références	Amis des Archives, Documents pour servir à l'histoire du département des Pyrénées-Atlantiques n°19 année 1998, p.37 à 56

n° clichés	CAOA64 Pau 01.2004
inscrit	OUI

Article 2 : MM. le Secrétaire général de la Préfecture, le Maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M. le Sous-Préfet d'Oron-Sainte-Marie, M^{me} le Conservateur en chef des monuments historiques, M. le directeur des archives départementales, M. l'architecte des bâtiments de France conservateur départemental des antiquités et objets d'art, M^{me} la Directrice départementale de la Sécurité Publique, et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

Fait à Pau, le 9 septembre 2005
 Le préfet,
 pour le préfet,
 le sous-préfet, directeur de cabinet
 Nicolas HONORE

Arrêté préfectoral n° 2005252-11 du 9 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion d'honneur ;

Vu le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris en application de la loi du 23 décembre 1970 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des objets mobiliers lors de sa séance du 11 juillet 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier : Les objets mobiliers désignés ci-dessous sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers :

Commune	Biarritz
canton	Biarritz
édifice	Chapelle Impériale. Cl. MH. 19 juin 1981
objet	Ensemble des bancs et agenouilloirs Garnissant la chapelle impériale
emplacement	Nef
Matière et technique	Bois de noyer. Montage tapissier. Garniture de velours rouge.
datation	Vers 1865
dimensions	Un agenouilloir à accoudoir L. 140 cm Seize bancs à dossier et accoudoir L. 208 cm Deux agenouilloirs à accoudoir L. 208 cm Quatorze agenouilloirs simples L. 208 cm
propriétaire	Commune
inscriPTION	OUI + proposition au classement

Observations : L'ensemble des sièges et les deux petites tables de style mauresque de la Chapelle Impériale ont vraisemblablement été dessinés par E. Boeswillwald.

Exécutés par Quignon, fournisseur habituel du Garde-Meubles (certaines pièces estampillées). Quignon participe à l'exposition universelle de 1865 où il est alors cité pour sa spécialité comme fabricant de sièges.

Commune	Biarritz
canton	Biarritz
édifice	Chapelle Impériale. C.I. MH. 19* juin 1981
objet	Deux prie-Dieu composés, chacun, d'une chaise et de son agenouilloir, distinct.
emplacement	Chœur
Matière et technique	Bois de noyer. Montage tapissier. Garniture de velours rouge
Datation	Vers 1865
Dimensions	Largeur 55 cm
propriétaire	Commune
Inscription	OUI + proposition au classement

Commune	Biarritz
canton	Biarritz
édifice	Chapelle Impériale. Cl. MH. 19 juin 1981
objet	Deux petites tables
titre, description	De style mauresque. Avec plateau d'entrejambe surmonté de deux arcs sur chacun des grands côtés et d'un seul arc sur chacun des petits côtés. Piètement à entretoise tournée
emplacement	Nef
Matière et technique	Bois noirci tourné, piètement en partie doré.
datation	Vers 1865
Dimensions	H. 73 cm – L. 65 cm – l. 41 cm
Propriétaire	Commune
Inscription	OUI + proposition au classement

Commune	Biarritz
canton	Biarritz
édifice	Chapelle Impériale Cl. MH. 19 juin 1981
objet	Ornements liturgiques
titre, description	Ensemble comprenant une chape, un voile huméral, un conopée
emplacement	Sacristie
Matière et technique	Soie blanche brodée au fil d'or d'un semis des abeilles impériales
datation	Vers 1865
références	Commune
Inscription	OUI + proposition au classement

OBSERVATIONS : A noter que la garniture intérieure de la réserve eucharistique est assortie à cet ensemble.

Commune	Biarritz
canton	Biarritz
édifice	Chapelle Impériale. Cl. MH. 19 juin 1981
objet	Chemin de Croix
titre, description	Les quatre branches des croix, d'égale longueur, s'inscrivent dans un carré de 15 cm de côté
emplacement	nef
Matière et technique	Bronze, faux émail
datation	Vers 1865
DIMENSIONS	15 cm X 15 cm
propriétaire	commune
Inscription	OUI + proposition au classement

OBSERVATION : à l'exception des stations II – VII et VIII, disparues, aujourd'hui en résine de composition, à base de poudre d'aluminium.

Commune	Biarritz
canton	Biarritz
édifice	Chapelle Impériale. Cl. MH. 19 juin 1981
objet	Nappe d'autel
titre, description	Pourtour brodé d'un décor floral stylisé. Sur le dessus, semis d'abeilles impériales brodées en relief.
emplacement	Sacristie
Matière et technique	Velours de soie bleu lavande. Fils d'or, d'argent et de soie
datation	Vers 1865
dimensions	L 206 cm, prof 59 cm, Le pourtour, h. 29 cm
propriétaire	Commune
inscrit	OUI + proposition au classement

Article 2 : MM. le Secrétaire général de la Préfecture, le Maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M. le Sous-Préfet de Bayonne, M^{me} le Conservateur en chef des monuments historiques, M. le directeur des archives départementales, M. l'architecte des bâtiments de France conservateur départemental des antiquités et objets d'art, M^{me} la Directrice départementale de la Sécurité Publique et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

Fait à Pau, le 9 septembre 2005
Le préfet,
pour le préfet,
le sous-préfet, directeur de cabinet
Nicolas HONORE

Arrêté préfectoral n° 2005252-12 du 9 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion d'honneur ;

Vu le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris en application de la loi du 23 décembre 1970 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des objets mobiliers lors de sa séance du 11 juillet 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier : Les objets mobiliers désignés ci-dessous sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers :

Commune	Urrugne
canton	Hendaye
édifice	Château d'Urtubie I.S.M.H. en partie, le 19 octobre 1942
objet	Tapisseries
titre, description	Tenture de l'Histoire de David (sept pièces)
emplacement	Salle à manger et grand salon
Matière et technique	Laine et soie. Tissage fin (8 fils au cm)
datation	Bruxelles, vraisemblablement, troisième quart du XVI ^e siècle
dimensions	David et Saül : 350 x 110 cm Saül et Mical (Mical implore Saül) : 350 x 270 cm David et Abigaïl ; Abigaïl implore le pardon de David (2 pièces) : 350 x 270 cm Le bain de Bethsabée : les servantes apportent les onguents pour le bain ; le roi David envoie Urie à la mort (3 pièces) : 350 x 165 cm
propriétaire	M. Laurent de CORAL
références	La tenture de l'Histoire de David du Château d'Urtubie (Pyrénées-Atlantiques)/Michèle HENG in : Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France, Tome LVIII.1998
inscrit	OUI + proposition au classement

OBSERVATIONS : La tenture comportait initialement neuf pièces. Deux d'entre elles, qui n'avaient pas été tendues sous boiseries à la fin du XIX^e siècle, lors de la rénovation du décor du grand salon et de la salle à manger voulue par Henri de Larralde-Diustéguy, ont été dispersées dans les années 1930 à la suite d'un partage. Le Sacre de David a été acquise par un amateur ; David et Goliath, épisode célèbre de la jeunesse de David, n'est pas localisée.

M^{lle} MAURIAC souhaite que des recherches approfondies soient faites pour le classement.

Article 2 : MM. le Secrétaire général de la Préfecture, le Maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M. le Sous-Préfet de Bayonne, M^{me} le Conservateur en chef des monuments historiques, M. le directeur des archives départementales, M. l'architecte des bâtiments de France conservateur départemental des antiquités et objets d'art, M^{me} la Directrice départementale de la Sécurité Publique et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

Fait à Pau, le 9 septembre 2005
Le préfet,
pour le préfet,
le sous-préfet, directeur de cabinet
Nicolas HONORE

Arrêté préfectoral n° 2005252-13 du 9 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion d'honneur ;

Vu le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris en application de la loi du 23 décembre 1970 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des objets mobiliers lors de sa séance du 11 juillet 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier : Les objets mobiliers désignés ci-dessous sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers :

Commune	Lantabat
canton	Iholdy
édifice	Chapelle Saint-Cyprien de Carthage à Ascombéguy I.S.M.H. en totalité 21 août 2003
objet	Table de communion
titre, description	Bois sculpté, balustres tournés
emplacement	En séparation de la nef et du chœur
Matière et technique	Bois sculpté, balustres tournés Peinture faux marbre comme la chaire à prêcher et la tribune ouest
datation	18 ^{me} siècle
propriétaire	Commune
inscrit	OUI

Commune	Lantabat
canton	Iholdy
édifice	Chapelle Saint-Cyprien de Carthage à Ascombéguy O.S.M.H. en totalité 21 août 2003
objet	Confessionnal
emplacement	Encastré dans le mur ouest de l'édifice
Matière et technique	Bois naturel sculpté
datation	XVIII ^{me} ?
propriétaire	Commune
inscrit	OUI

Commune	Lantabat
canton	Iholdy
édifice	Chapelle Saint-Cyprien de Carthage à Ascombéguy I.S.M.H. en totalité 21 août 2003
objet	Bancs
emplacement	Trois premiers rangs, de part et d'autre de l'allée centrale de la nef
matière et technique	Bois
datation	XVII ^{ème} siècle ? pourraient être antérieurs au remaniement qui a affecté la chapelle du 18 ^{me} siècle
propriétaire	Commune
inscrit	OUI

Article 2 : MM. le Secrétaire général de la Préfecture, le Maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M. le Sous-Préfet de Bayonne, M^{me} le Conservateur en chef des monuments historiques, M. le directeur des archives départementales, M. l'architecte des bâtiments de France, conservateur départemental des antiquités et objets d'art, M^{me} la Directrice départementale de la Sécurité Publique et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

Fait à Pau, le 9 septembre 2005
Le préfet,
pour le préfet,
le sous-préfet, directeur de cabinet
Nicolas HONORE

Arrêté préfectoral n° 2005252-14 du 9 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion d'honneur ;

Vu le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris en application de la loi du 23 décembre 1970 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des objets mobiliers lors de sa séance du 11 juillet 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier : Les objets mobiliers désignés ci-dessous sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers :

Commune	Lahonce
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise N.D de l'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie I.S.M.H. 19 mai 1925
objet	Lambris du chœur et 18 sièges, dont 3 adossés au mur sud
titre, description	Lambris de demi revêtement du chœur, divisé en panneaux alternativement rectangulaires et cintrés séparés par des pilastres. L'ensemble est couronné d'un entablement orné de triglyphes
emplacement	Chœur
Matière et technique	Bois sculpté
dimensions	Hauteur totale du lambris 330 cm ; du lambris des sièges, 108 cm (jusqu'aux jouées) ; sièges : H. 47 cm, la. 76 cm
propriétaire	Commune
inscrit	OUI

OBSERVATIONS : Sièges des chanoines devenus, après la Révolution, sièges des célébrants.

Les sièges sont adossés à un lambris de demi revêtement qui épouse la forme semi-circulaire de l'abside et les travées droites du chœur ; 9 places occupent l'abside, 3 chacune des travées droites.

Au côté sud, trois places séparées ; le siège central est plus élevé que les deux autres.

Commune	Lahonce
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise N.D de l'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie I.S.M.H. 19 mai 1925
objet	Clôture de chœur
titre, description	Grille de chœur. De part et d'autre de la porte centrale à deux panneaux aujourd'hui manquante, un grand panneau horizontal à courbes et contrecourbes

Matière et technique	Ferronnerie : fer forgé, étampé, relevé, peint
datation	Milieu XVIIIème
dimensions	H. 89 cm
propriétaire	Commune
inscrit	OUI

Commune	Lahonce
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise N.D de l'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie I.S.M.H. 19 mai 1925
objet	Autel-retable et sa toile avec son cadre
emplacement	Dans un renforcement du mur nord de la nef
Matière et technique	Stuc et pierre peints en faux marbre pour l'encadrement de la niche avec ses pilastres cannelés, l'arc segmentaire qui la couronne et l'édicule à niche qui abrite une statue gothique de Vierge à l'Enfant Bois doré pour le tabernacle en forme d'urne, à la porte sculptée en bas-relief d'un ciboire Huile sur toile pour le plateau d'autel figurant St Michel peseur d'âmes terrassant le dragon.
datation	Deuxième moitié du XVIIème s.
dimensions	L'autel l. 297 cm, h. 95 cm, prof. 54 cm Le tableau h. 190 cm, l. 130 cm Le tabernacle
propriétaire	Commune
inscrit	OUI

OBSERVATIONS : A l'agrafe de l'arc de la niche figurent les armoiries de la famille de Gouzian (de Souhy ou de Saint Martin de Souhy) dont les membres sont enterrés dans l'église de Lahonce. La famille était au service des comtes de Gramont en tant que receveurs au 17^{me} siècle ; c'est probablement Antonin de Gouzian (1625-1700) anobli en 1663, qui donna le retable dont le titulaire originel n'était peut-être pas Saint-Michel (hypothèse de l'Inventaire Général qui précise qu'il aurait pu être construit pour la statue de la Vierge à l'Enfant qui le couronne).

Cette dernière hypothèse expliquerait peut-être que le tableau de Saint-Michel en place aujourd'hui ait été réduit dans sa hauteur pour s'adapter au cadre rectangulaire vertical à traverse supérieure cintrée.

Les fonds gravés dans l'apprêt de la porte et des côtés du tabernacle laissent à penser qu'il appartenait précédemment à l'autel retable principal.

Commune	Lahonce
Canton	Saint Pierre d'Irube
Edifice	Eglise N.D de l'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie I.S.M.H. 19 mai 1925
Objet	Ensemble de deux crédences
titre, description	Crédences de plan semi-circulaire
Emplacement	Avant-chœur, côté sud
Matière et technique	Bois sculpté, avec alternance de godrons et de canaux, peint faux marbre brun
Datation	XVIIIème s.
Dimensions	H. 55 cm
Propriétaire	Commune
Inscrit	OUI

OBSERVATIONS : Proviennent probablement d'un retable disparu. L'une d'elles supporte une statue d'ange adoreur.

Commune	Lahonce
Canton	Saint Pierre d'Irube
Edifice	Eglise N.D de l'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie I.S.M.H. 19 mai 1925
Objet	Sculpture
titre, description	Ange adoreur agenouillé sur une nuée
Emplacement	Au mur sud de l'avant chœur, posé sur une console
Matière et technique	Bois sculpté, peint et doré
Datation	Limite XVIIème/ XVIIIème s.
Dimensions	H. 125 cm
Propriétaire	Commune
Inscrit	OUI

OBSERVATIONS :

– Revers évidé - Ailes rapportées - Traces de peinture bleue sous la dorure du manteau

Commune	Lahonce
Canton	Saint Pierre d'Irube
Edifice	Eglise N.D de l'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie I.S.M.H. 19 mai 1925
Objet	Chandelier pascal
titre, description	Tige tournée en balustre, sur trois consoles feuillagées
Emplacement	Chœur
Matière et technique	Bois tourné

Datation	Limite XVIIIème/XIXème s.
Dimensions	H. 136 cm
Propriétaire	Commune
Inscrit	OUI

Article 2 : MM. le Secrétaire général de la Préfecture, le Maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M. le Sous-Préfet de Bayonne, M^{me} le Conservateur en chef des monuments historiques, M. le directeur des archives départementales, M. l'architecte des bâtiments de France conservateur départemental des antiquités et objets d'art, M^{me} la Directrice départementale de la Sécurité Publique et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

Fait à Pau, le 9 septembre 2005
Le préfet,
pour le préfet,
le sous-préfet, directeur de cabinet
Nicolas HONORE

Arrêté préfectoral n° 2005252-15 du 9 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion d'honneur ;

Vu le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris en application de la loi du 23 décembre 1970 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des objets mobiliers lors de sa séance du 11 juillet 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier : Les objets mobiliers désignés ci-dessous sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers :

Commune	Villefranque
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise Saint-Barthélemy I.S.H.M. 19 octobre 1927
objet	Retable
titre, description	Retable architecturé de l'autel principal. Au tabernacle cintré jaillit un Dieu le Père, la main droite levée. Aux joues de la réserve eucharistique, les statuette de St Pierre et St Paul. Soutenant le tabernacle, deux anges porte-flambeaux. Les toiles figurent : au premier registre, St Pierre et St Paul, au second registre, de part et d'autre d'une statue de St ? St Blaise et St Jacques le Majeur.

emplacement	Chœur
Matière et technique	Bois sculpté, peint et doré. Huile sur toile
datation	17 ^{me} siècle.
dimensions	Les statuettes du tabernacle : 37,5cm, les anges : 54,5 cm. Les toiles de St Pierre et St Paul, H. 138 cm x 73 cm
propriétaire	Commune
n° clichés	Clichés 2003
inscrit	OUI
Commune	Villefranque
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise Saint-Barthélemy I.S.M.H. 19 octobre 1927
objet	Autel
titre, description	Table d'autel de l'autel-retable principal
emplacement	Chœur. Aujourd'hui désolidarisée du retable
Matière et technique	Bois sculpté peint et doré
datation	17 ^{me} siècle.
dimensions	L. 224 cm, prof. 53 cm
propriétaire	Commune
n° clichés	Clichés octobre 2003
inscrit	OUI + proposition au classement

Mle MAURIAC trouve cet ensemble équilibré et remarquable avec une influence espagnole importante.

M. BIOY pense qu'il faut avoir une cohérence sur le classement des retables. A terme, il faudra fermer les églises pour lutter contre le vol.

Mle MAURIAC déclare que déjà certains objets ont été déplacer pour les sécuriser.

Commune	Villefranque
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise Saint-Barthélemy I.S.M.H. 19 octobre 1927
objet	Retable
titre, description	Retable latéral gauche, avec sa statue de Vierge à l'Enfant assise. Architecturé de colonnes cannelées, différentes des colonnes du retable latéral droit. La prédelle est, comme au retable latéral droit, soulignée de motifs géométriques, mais sensiblement différents
emplacement	Chœur, côté nord
Matière et technique	Bois sculpté doré et peint
datation	17 ^{me} siècle.

dimensions	La statue, H. 108 cm
propriétaire	Commune
n° clichés	Clichés 2003
inscrit	OUI + proposition au classement

Mle MAURIAC ne souhaite pas que l'on dissocie l'ensemble. Elle explique que la décision est prise en accord avec le propriétaire.

Commune	Villefranque
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise Saint-Barthélemy I.S.M.H. 19 octobre 1927
objet	Retable
titre, description	Retable latéral droit, avec sa statue de St Martin évêque. Architecturé de colonnes cannelées, différentes des colonnes du retable latéral gauche. La prédelle est, comme au retable latéral gauche, soulignée de motifs géométriques, mais sensiblement différents
emplacement	Chœur, côté sud
Matière et technique	Bois sculpté doré et peint
datation	17 ^{me} s.
dimensions	La statue H. 115 cm
propriétaire	Commune
n° clichés	Clichés 2003
inscrit	OUI + proposition au classement

Commune	Villefranque
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise Saint-Barthélemy I.S.M.H. 19 octobre 1927
objet	Chaire à prêcher
titre, description	Cuve polygonale, dos à ailes, abat-voix en dais, sous l'abat-voix, la colombe du Saint-Esprit
emplacement	Adossée à la tribune, côté sud. Repose sur des consoles
Matière et technique	Bois doré et peint
datation	18 ^{me} s.
propriétaire	Commune
n° clichés	Clichés 2003
inscrit	OUI + proposition au classement

Commune	Villefranque
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise Saint-Barthélemy I.S.M.H. 19 octobre 1927
objet	Christ en croix
emplacement	A la tribune de la nef, côté Nord
Matière et technique	Bois sculpté peint ; doré pour le périsonium
datation	17 ^{me} s.
dimensions	Le Christ : H. 120 cm x 108 cm
propriétaire	Commune
n° clichés	Clichés 2003
inscrit	OUI + proposition au classement

Commune	Villefranque
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise Saint-Barthélemy I.S.M.H. 19 octobre 1927
objet	Croix de procession
emplacement	Chœur
Matière et technique	Argent sur âme de bois
datation	18 ^{me} s ?
dimensions	H. totale 203 cm La Croix : H. 93 cm la. :43cm
propriétaire	Commune
n° clichés	Clichés 2003
inscrit	OUI + proposition au classement

OBSERVATIONS : Au bras de la croix, deux petits anneaux laissent penser qu'elle a pu porter des clochettes

Commune	Villefranque
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise Saint-Barthélemy I.S.M.H. 19 octobre 1927
objet	Siège
titre, description	Banc des célébrants
emplacement	Choeur
Matière et technique	Bois de noyer, tourné
datation	18 ^{me} s.
dimensions	Long 166 cm, prof. 41 cm, H. 90 cm
propriétaire	Commune
n° clichés	Clichés 2003
inscrit	OUI + proposition au classement

Commune	Villefranque
canton	Saint Pierre d'Irube
édifice	Eglise Saint-Barthélemy I.S.M.H. 19 octobre 1927
objet	Siège
titre, description	Banc des Jurats
emplacement	Deuxième tribune, côté ouest
Matière et technique	Bois sculpté
datation	17 ^{me} s.
dimensions	Long. 235 cm
propriétaire	Commune
n° clichés	Cliché 2003
inscrit	OUI + proposition au classement

Article 2 : MM. le Secrétaire général de la Préfecture, le Maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M. le Sous-Préfet de Bayonne, M^{me} le Conservateur en chef des monuments historiques, M. le directeur des archives départementales, M. l'architecte des bâtiments de France conservateur départemental des antiquités et objets d'art, M^{me} la Directrice départementale de la Sécurité Publique et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

Fait à Pau, le 9 septembre 2005
Le préfet,
pour le préfet,
le sous-préfet, directeur de cabinet
Nicolas HONORE

Arrêté préfectoral n° 2005252-16 du 9 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion d'honneur ;

Vu le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris en application de la loi du 23 décembre 1970 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des objets mobiliers lors de sa séance du 11 juillet 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier : Les objets mobiliers désignés ci-dessous sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers :

Commune	Monein
canton	Monein
édifice	Mairie
objet	armoire
titre, description	Ecole de Monein, à 4 portes (2 grandes en haut et 2 petites en bas), corniche en encorbellement, très riche décor floral et géométrique, quelques reprises de restauration, achetée en 2004
emplacement	Salle du conseil à la mairie
Matière et technique	Bois sculpté, noyer
datation	Fin 18e début 19e
dimensions	H253 La 168 P50
propriétaire	commune
n° clichés	CAOA64 08.06.2005
inscrit	OUI

Commune	Monein
canton	Monein
édifice	Mairie
objet	lithographie
titre, description	Colombe de l'avenir, Œuvre de Picasso intitulée à l'origine Les Armes à la ferraille datée du 10 mai 1962 et destinée à l'affiche pour le congrès mondial de la paix à Moscou. Ce dessin se trouve dans les collections de la galerie l'Art et la Paix à Saint-Ouen (93) qui diffusa cette œuvre en reproduction lithographique (200 exemplaires) avec les éditions Combat pour la paix, imprimé par Mourlot. Signée au crayon B.d. Picasso, à gauche E.A (épreuve d'artiste) cartouche : offert par René Lacroix(en lien indirect avec le parti communiste)
emplacement	Salle du conseil à la mairie
Matière et technique	Papier vélin d'arches
datation	1962
dimensions	La75 H58
propriétaire	commune
références	Musée Picasso à Paris et galerie l'Art et la Paix à Saint-Ouen(93)
n° clichés	CAOA6408.06.2005
inscrit	OUI

Commune	Monein
canton	Monein
édifice	Mairie
objet	Fusils
titre, description	Collection de 7 fusils de grenadiers dont 5 avec baïonnette à lame. Fusils modèle 1822 à silex, devient modèle 1822T à partir de 1842 (transformé à piston et calibre 17,5 remplacé par 18). Ces fusils ont subi la mise à rayures décidée par Napoléon III en 1857. 4 fabriqués puis modifiés par la manufacture royale de Tulle, 2 par la manufacture royale de Mutzig avec crosse de Tulle, 1 par la manufacture royale de Charleville avec crosse de Tulle. Poinçons d'inspecteurs de contrôleurs et de réviseurs
emplacement	Murs du Couloir de la mairie
Matière et technique	Bois noyer, laiton et fer
datation	Fabriqués en 1832, 1835, 1836, 1838 modifié en 1842 puis 1857 à 1860
dimensions	L.1475, Baïonnette : 445 (à l'origine 459)
propriétaire	commune
références	Tradition Magazine hors série N°2
n° clichés	CAOA64 Pau 07.2005
inscrit	OUI

découverts dans le grenier de la mairie, ce bâtiment était occupé par l'ancienne garnison de Monein.

Article 2 : MM. le Secrétaire général de la Préfecture, le Maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M. le Sous-Préfet d'Oloron-Sainte-Marie, M^{me} le Conservateur en chef des monuments historiques, M. le directeur des archives départementales, M. l'architecte des bâtiments de France, conservateur départemental des antiquités et objets d'art, M^{me} la Directrice départementale de la Sécurité Publique, et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

Fait à Pau, le 9 septembre 2005
Le préfet,
pour le préfet,
le sous-préfet, directeur de cabinet
Nicolas HONORE

=====

Arrêté préfectoral n° 2005252-18 du 9 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion d'honneur ;

Vu le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris en application de la loi du 23 décembre 1970 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des objets mobiliers lors de sa séance du 11 juillet 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier : Les objets mobiliers désignés ci-dessous sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers :

Commune	Pau
canton	Pau
édifice	Eglise Saint-Martin
objet	carillon
titre, description	28 cloches Dencausse 1875, Bollée 1879, clavier d'origine disparu en 2002 après dépôt
emplacement	Haut du clocher
Matière et technique	Bois, bronze, métal
datation	1875, modifié 1879, automatisé en 1995
propriétaire	commune
références	Dossier établi par Eric Brottier
inscrit	OUI avec proposition au classement

A présenter pour avis sur demande de classement.

Article 2 : MM. le Secrétaire général de la Préfecture, le Maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M^{me} le Conservateur en chef des monuments historiques, M. le directeur des archives départementales, M. l'architecte des bâtiments de France, conservateur départemental des antiquités et objets d'art, M^{me} la Directrice départementale de la Sécurité Publique et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

Fait à Pau, le 9 septembre 2005
Le préfet,
pour le préfet,
le sous-préfet, directeur de cabinet
Nicolas HONORE

Arrêté préfectoral n° 2005252-24 du 9 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion d'honneur ;

Vu le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris en application de la loi du 23 décembre 1970 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des objets mobiliers lors de sa séance du 11 juillet 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier : Les objets mobiliers désignés ci-dessous sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers :

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Trotteuse ou dresseuse
Titre, description	Appelée communément Italienne; Carrossier E.NABARRA à Pau, acheté en 1999, était conduite par les sœurs Anny et Jenny HUTTON
Emplacement	Grande remise principale
Matière et technique	Bois, métal et cuir
Datation	Début 20e
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI

Voiture de maître à deux roues pour de courts déplacements. La famille HUTTON, colons américains arrivés à Pau vers 1850 ; leur demeure est encore visible rue des Miss Hutton à Billère.

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Phaéton-wagonnette
Titre, description	Acquis en 1978 provenant du château de Martres de Rivière (Hte Garonne) inscription sur les freins le palois,
Emplacement	Grande remise principale
Matière et technique	Bois, métal et cuir
Datation	Fin 19e
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI

Voiture à quatre roues destinée au dressage et à l'exercice des chevaux on l'utilisait pour la promenade à la campagne, la chasse, le service de la maison.

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Squelette
Titre, description	Carrossier Stiebel Paris
Emplacement	Remise annexe
Matière et technique	Bois, métal et cuir
Datation	Avant 1889
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI

Entreprise de carrosserie reprise par Lelorieux en 1889. Voiture à quatre roues très robuste, capable de résister à la violence des jeunes chevaux en cours de dressage, structure apparente sans carrosserie, attelée à deux chevaux dont l'un dressé et sûr, le maître et l'autre un jeune cheval à dresser, l'écolier. Les haras Nationaux possèdent 41 squelettes

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Sulky
Titre, description	Carrossier Peyregne et Dordan à Lannemezan, acheté en 1999
Emplacement	Grande remise principale
Matière et technique	Bois, métal et cuir
Datation	Vers 1920
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI

Voiture à deux roues pour des courses de trop attelé.

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Dresseuse ou tilbury
Titre, description	Carrossier H.PIQUE à Toulouse acheté en 1999
Emplacement	Grande remise principale
Matière et technique	Bois, métal et cuir
Datation	Début 20e
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI

Voiture à deux roues. Voiture de maître, utilisée à la ville ou à la campagne pour de courts déplacements, attelée à un grand cheval.

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Omnibus
Titre, description	Carrossier Lelorieux à Paris, appartient depuis son origine au Haras
Emplacement	Grande remise principale
Matière et technique	Bois, métal, drap et cuir
Datation	Fin 19e
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI

Voiture de service à quatre roues et fermée assurait les déplacements entre gare et domaine, principalement du directeur, mais transportait aussi invités et bagages. Les haras nationaux possèdent 22 omnibus presque tous identiques et fabriqués par la firme parisienne Lelorieux.

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Break petit modèle
Titre, description	Carrossier Lelorieux à Paris, appartient depuis son origine au Haras
Emplacement	Grande remise principale
Matière et technique	Bois, métal et cuir
Datation	Fin 19e
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI

Voiture à quatre roues, sportive, utilisée d'abord comme voiture école puis à la campagne pour la promenade et la chasse.

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Petit coupé de ville, carré
Titre, description	Carrossier G.Gorin rue Saint - Dominique à Paris (1899 - 1914)
Emplacement	Grande remise, à gauche de l'entrée principale
Matière et technique	Bois, métal, drap et cuir
Datation	Vers 1900
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI et proposé au classement

Voiture à quatre roues fermée, de ville, appelée fiacre conduite par un cocher, transportait les gens au théâtre, au restaurant. Les haras nationaux possèdent 8 petits coupés carrés.

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Petit Duc
Titre, description	Carrossier Audineau à Bordeaux, voiture de Promenade, conduite par sa propriétaire, acheté en 1999
Emplacement	Grande remise, à gauche de l'entrée principale
Matière et technique	Bois, osier tressé et cuir
Datation	Fin 19e
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI

Voiture d'enfant, attelée à un poney ou un âne.

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Charrette anglaise
Titre, description	Carrossier Mondon et Fils à Arzacq (64)
Emplacement	Grande remise principale
Matière et technique	Bois, métal et cuir
Datation	Fin 19 ^{me}
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI

Voiture à deux roues de grand diamètre donnant une bonne stabilité, principalement utilisée à la campagne pour le transport des personnes et des marchandises, très appréciée pour la pratique de l'attelage à un cheval.

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Charrette anglaise
Titre, description	Carrossier Jean Duvignau à Garlin (64)
Emplacement	Remise annexe
Matière et technique	Bois, métal et cuir
Datation	Fin 19e
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI

Voiture à deux roues de grand diamètre donnant une bonne stabilité, principalement utilisée à la campagne pour le transport des personnes et des marchandises, très appréciée pour la pratique de l'attelage à un cheval.

Commune	Gelos
Canton	Pau Ouest
Edifice	Haras National de Gelos
Objet	Charrette anglaise
Titre, description	Carrossier Gontié à Toulouse, manque le brancard gauche, pourvue du système de réglage par crémaillère et du réglage du cale-pied
Emplacement	Remise annexe
Matière et technique	Bois, métal et cuir
Datation	Fin 19e
Propriétaire	Haras Nationaux
n° clichés	CAOA64 Pau 27.06.2005
Inscrit	OUI

Voiture à deux roues de grand diamètre donnant une bonne stabilité, principalement utilisée à la campagne pour le transport des personnes et des marchandises, très appréciée pour la pratique de l'attelage à un cheval.

Article 2 : MM. le Secrétaire général de la Préfecture, le Maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M^{me} le Conservateur en chef des monuments historiques, M. le directeur des archives départementales, M. l'architecte des bâtiments de France conservateur départemental des antiquités et objets d'art, M^{me} la Directrice départementale de la Sécurité Publique et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

Fait à Pau, le 9 septembre 2005
 Le préfet,
 pour le préfet,
 le sous-préfet, directeur de cabinet
 Nicolas HONORE

Arrêté préfectoral n° 2005263-4 du 20 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion d'honneur ;

Vu le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris en application de la loi du 23 décembre 1970 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des objets mobiliers lors de sa séance du 11 juillet 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier : Les objets mobiliers désignés ci-dessous sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers :

Commune	Lescar
canton	Lescar
édifice	Eglise de l'Assomption, ancienne cathédrale
objet	tableaux
titre, description	Chemin de croix comprenant 14 stations, cadre surmonté d'une croix, station VIII signé Bd Butay, Jean-Baptiste Labbé-Butay (1759-1853) peintre palois de la lignée des Butay peintres de roi depuis le début du 17e ; Iconographie Identique au chemin de croix classé monument historique de l'église de Nay, du même artiste
emplacement	Sur les murs de la nef et du transept
Matière et technique	Peinture à l'huile sur toile, cadre : bois peint, doré et décor appliqué
datation	Tout début 19e
dimensions	La 135 H 185, cadre 14
propriétaire	commune
n° clichés	CAOA64 22.06.2005
inscrit	OUI – proposition au classement après restauration d'un tableau

Article 2 : MM. le Secrétaire général de la Préfecture, le Maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M^{me} le Conservateur en chef des monuments historiques, M. le directeur des archives départementales, M. l'architecte des bâtiments de France conservateur départemental des antiquités et objets d'art, M^{me} la Directrice départementale de la Sécurité Publique et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

Fait à Pau, le 20 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

le secrétaire général : Jean-Noël HUMBERT

ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION DE SOINS OU DE CURE

Dotation globale de financement du CHRS Amitié Association Organisme de gestion des foyers amitié

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Par arrêté préfectoral n° 2005245-11 du 2 septembre 2005, pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CHRS Amitié sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	132 480	1 599 170
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 293 835	
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	172 855	
RECETTES		
Groupe I Produits de la tarification	1 325 363	1 599 170
Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	273 807	

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement est fixée à 1 325 363 €.

La fraction forfaitaire est égale, en application de l'article R314-108 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement.

Les recours dirigés contre le présent arrêté, doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale, dans lequel l'établissement à son siège, dans le délai d'un mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

Dotation globale de financement du CHRS les Mouettes association centre d'accueil et Foyer Côte Basque

Par arrêté préfectoral n° 2005245-12 du 2 septembre 2005, pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CHRS les Mouettes sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	59 138	608 815
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	513 752	
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	35 925	
RECETTES		
Groupe I Produits de la tarification	586 997	608 815
Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	21 818	

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement est fixée à 586 997 €.

La fraction forfaitaire est égale, en application de l'article R314-108 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement.

Les recours dirigés contre le présent arrêté, doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale, dans lequel l'établissement à son siège, dans le délai d'un mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

Dotation globale de financement du CHRS Atherbea association centre d'accueil et foyer Côte Basque

Par arrêté préfectoral n° 2005245-13 du 2 septembre 2005, pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CHRS Atherbea sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	160 556	1 244 924
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	858 071	
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	226 297	

RECETTES		
Groupe I Produits de la tarification	1 151 534	1 244 924
Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	93 390	

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement est fixée à 1 151 534 €.

La fraction forfaitaire est égale, en application de l'article R314-108 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement.

Les recours dirigés contre le présent arrêté, doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale, dans lequel l'établissement à son siège, dans le délai d'un mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

Dotation globale de financement du CHRS du coté des femmes association du coté des femmes

Par arrêté préfectoral n° 2005245-14 du 2 septembre 2005, pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CHRS du coté des femmes sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	35 051	405 922
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	301 291	
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	69 580	
RECETTES		
Groupe I Produits de la tarification	353 030	405 922
Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	52 892	

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement est fixée à 353 030 €.

La fraction forfaitaire est égale, en application de l'article R314-108 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement.

Les recours dirigés contre le présent arrêté, doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale, dans lequel l'établissement à son siège, dans le délai d'un mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

Dotation globale de financement du CHRS l'Escale Association l'Escale

Par arrêté préfectoral n° 2005245-15 du 2 septembre 2005, pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CHRS l'Escale sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	134 282	907 824
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	677 550	
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	95 992	
RECETTES		
Groupe I Produits de la tarification	897 109	907 824
Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	10 715	

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement est fixée à 897 109 €.

La fraction forfaitaire est égale, en application de l'article R314-108 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement.

Les recours dirigés contre le présent arrêté, doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale, dans lequel l'établissement à son siège, dans le délai d'un mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

Dotation globale de financement du CHRS Massabielle Congrégation Bon Pasteur

Par arrêté préfectoral n° 2005245-16 du 2 septembre 2005, pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses

prévisionnelles du CHRS Massabielle sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 250	171 024
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	106 138	
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 636	
RECETTES		
Groupe I Produits de la tarification	166 884	171 024
Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	3 800	
Excédent de la section d'exploitation reporté	340	

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement est fixée à 166 884 €.

La fraction forfaitaire est égale, en application de l'article R314-108 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement.

Les recours dirigés contre le présent arrêté, doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale, dans lequel l'établissement à son siège, dans le délai d'un mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

Forfait global de soins du service d'accompagnement médico-social à domicile (SAMSAD) du centre hospitalier de la Côte Basque

Par arrêté préfectoral n° 2005252-22 du 9 septembre 2005, pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAD du Centre Hospitalier de la Côte Basque n° FINESS : 64 000 928 8 sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 176	111 000
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	58 830	
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	36 994	
Déficit	0	
RECETTES		
Groupe I Produits de la tarification	111 000	111 000
Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
Excédent	0	

Pour l'exercice budgétaire 2005, le forfait global annuel de soins est fixé à 111 000 € à compter du 1^{er} septembre 2005.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 714-6 du Code de la Sécurité Sociale, au douzième du forfait annuel est égale à : 27 750 €.

**Dotation globale de financement
de la section de soins pour l'exercice 2005
de la maison de retraite Vieil Assantza
à Cambo les Bains
accueillant des personnes âgées dépendantes**

Par arrêté préfectoral n° 2005255-8 du 12 septembre 2005, l'option tarifaire prévue dans la convention tripartite signée avec la maison de retraite «Vieil Assantza » à Cambo Les Bains est le tarif partiel .

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement de la maison de retraite « Vieil Assantza » à Cambo Les Bains N° FINESS: 640785515 est fixée à 256 908 euros, dont soins de ville 16 695 euros .

Les tarifs journaliers moyens sont fixés comme suit :

GIR 1 et GIR 2 : 18,43 €
 GIR 3 et GIR 4 : 13,95 €
 GIR 5 et GIR 6 : 9,47 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans ... 14,66 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 21 409 €

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : secrétariat sis Espace Rodesse – 103 bis rue Belleville BP 952 – 33063 Bordeaux cedex, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Tarification du centre spécialisé
de soins aux toxicomanes de Béarn Toxicomanies
pour l'année 2005**

Par arrêté préfectoral n° 2005255-9 du 12 septembre 2005, cet arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2005-214-23 du 2 août 2005.

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSST de Béarn Toxicomanies sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	55 635	620 547
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	503 665	
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	61 427	
RECETTES		
Groupe I Produits de la tarification	575 045	620 547
Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	6 329	
Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	384	
Excédent	38 789	

Le dotation globale du centre spécialisé de soins aux toxicomanes géré par l'association Béarn Toxicomanies (n° FINESS : 640 792 537) est fixée à 575 045 € pour l'année 2005.

Les recours dirigés contre le présent arrêté, doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale, dans le délai d'un mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Forfaits soins des maisons de retraite et logements foyers pour l'exercice 2005

Par arrêté préfectoral n° 2005259-12 du 16 septembre 2005, les forfaits globaux annuels de soins mis à la charge des Organismes d'Assurance Maladie des Maisons de Retraite et logements foyers sont fixés comme suit pour l'exercice 2005:

N° FINESS : 640005526

Maison de Retraite Notre Maison Biarritz

Forfait Global..... 284 360 €

Forfait journalier moyen 11,80 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 23 696,67 €

N° FINESS : 640797148

Logements foyers et Maison de Retraite A Noste Le Gargale Boucau

Forfait Global..... 315 417 €

Forfait journalier moyen 10,94 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 26 284,75 €

N° FINESS : 640785507

Maison de Retraite Notre Dame du Refuge Anglet

Forfait Global..... 274 111 €

Forfait journalier moyen 7,93 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 22 842,58 €

N° FINESS : 640785614

Maison de Retraite Beau Rivage Biarritz

Forfait Global..... 488 258 €

Forfait journalier moyen 16,72 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 40 688,16 €

N° FINESS : 640785986

Maison de Retraite Haïzpéan Hendaye

Forfait Global..... 253 045 €

Incluant un clapet anti retour 2005 54 654 €

Forfait journalier moyen 13,18 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 21 087,09 €

N° FINESS : 640795928

Maison de Retraite Marie Caudron Fourcade Bayonne

Forfait Global..... 220 353 €

Incluant un clapet anti retour 2005 17 998 €

Forfait journalier moyen 14,37 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 18 362,75 €

N° FINESS : 640796033

Maison de Retraite Adina Ascain

Forfait Global..... 279 143 €

Incluant un clapet anti retour 2005 33 730 €

Forfait journalier moyen 17,14 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 23 261,92 €

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté

Forfaits soins des maisons de retraite et logements foyers pour l'exercice 2005

Par arrêté préfectoral n° 2005259-13 du 16 septembre 2005, les forfaits globaux annuels de soins mis à la charge des Organismes d'Assurance Maladie des Maisons de Retraite et logements foyers sont fixés comme suit pour l'exercice 2005:

N° FINESS : 640785382

Maison de retraite la Visitation dépendant du Centre Hospitalier d'Orthez

Forfait Global..... 470 076 €

Incluant un clapet anti retour 2005 61 617 €

Forfait journalier moyen 24,11 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 39 173 €

N° FINESS : 641 796 298

Maison de Retraite de Mourenx dépendant du Centre Hospitalier d'Orthez

Forfait Global..... 328 047 €

Incluant un clapet anti retour 2005 32 667 €

Forfait journalier moyen 36,45 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 27 337,25 €

N° FINESS : 640785416

Maison de Retraite L'Age d'Or dépendant du Centre Hospitalier d'Oloron

Forfait Global..... 898 256 €

Incluant un clapet anti retour 2005 20 158 €
 Forfait journalier moyen 25,66 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 74 854,67 €

N° FINESS : 640791 943

Maison de Retraite dépendant de l'Hôpital local de Mauléon

Forfait Global 874 546 €
 Incluant un clapet anti retour 2005 159 127 €
 Forfait journalier moyen 20,34 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 72 878,83 €

N° FINESS : 640781969

Maison de Retraite Saint Pierre Garlin

Forfait Global 775 367 €
 Incluant un clapet anti retour 2005 129 017 €
 Forfait journalier moyen 30,79 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 64 613,92 €

N° FINESS : 640 781 977

Maison de Retraite Publique d'Hasparren

Forfait Global 715 858 €
 Incluant un clapet anti retour 2005 43 294 €
 Forfait journalier moyen 21,37 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 59 654,83 €

N° FINESS : 640781985

Maison de Retraite La Roussane Monein

Forfait Global 910 959 €
 Incluant un clapet anti retour 2005 163 175 €
 Forfait journalier moyen 27,94 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 75 913,25 €

N° FINESS : 640796041

Maison de Retraite Etxétoa Souraide

Forfait Global 239 982 €
 Incluant un clapet anti retour 2005 48 854 €
 Forfait journalier moyen 15,68 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 19 998,50 €

N° FINESS : 640796025

Maison de Retraite L'Arribet Arzacq

Forfait Global 186 308 €
 Incluant un clapet anti retour 2005 65 159 €
 Forfait journalier moyen 11,60 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 15 525,67 €

N° FINESS : 640796223

Maison de Retraite Le Val Fleuri Gelos

Forfait Global 309 279 €
 Incluant un clapet anti retour 2005 75 128 €
 Forfait journalier moyen 14,12 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 25 773,25 €

N° FINESS : 640786158

Logement Foyers Lastrilles Salies de Béarn

Forfait Global 180 864 €
 Incluant un clapet anti retour 2005 44 242 €
 Forfait journalier moyen 16,52 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 15 072 €

N° FINESS : 640785580

Maison de Retraite du CAPA

Forfait Global 566 655 €
 Incluant un clapet anti retour 2005 81 792 €
 Forfait journalier moyen 8,62 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 47 221,25 €

N° FINESS : 640781696

Maison de Retraite L'Ecureuil Pau

Forfait Global 149 130 €
 Incluant un clapet anti retour 2005 14 539 €
 Forfait journalier moyen 3,75 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 12 427,50 €

N° FINESS : 640796199

Maison de Retraite Eliza Hegi Ustaritz

Forfait Global 426 635 €
 Incluant un clapet anti retour 2005 38 972 €
 Forfait journalier moyen 31,59 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

au douzième du forfait global de financement est égale à :
35 552,92 €

N° FINESS : 640789558

Logements Foyers Eliza Hegi Ustaritz

Forfait Global..... 36 251 €

Forfait journalier moyen 2,76 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à :
3 020,92 €

N° FINESS : 640785937

Maison de Retraite Association Montpensier Pau

Forfait Global..... 31 675 €

Incluant un clapet anti retour 2005 8 215 €

Forfait journalier moyen 3,94 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à :
2 639,58 €

N° FINESS : 640785713

Maison de Retraite Sainte Elisabeth Saint Palais

Forfait Global..... 786 268 €

Incluant un clapet anti retour 2005 46 179 €

Forfait journalier moyen 21,54 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à :
65 522,33 €

N° FINESS : 640785622

N° FINESS : 640750292

Maison de Retraite Fondation Luro Ispoure

Forfait Global..... 183 234 €

Incluant un clapet anti retour 2005 36 018 €

Forfait journalier moyen 5,54 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à :
15 269,50 €

N° FINESS : 640782124

Maison de Retraite Sainte Marie Pau

Forfait Global..... 135 520 €

Incluant un clapet anti retour 2005 8 404 €

Forfait journalier moyen 5,13 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à :
11 293,33 €

N° FINESS : 640785606

Maison de Retraite Maria Consolata Pau

Forfait Global..... 88 878 €

Incluant un clapet anti retour 2005 11 166 €

Forfait journalier moyen 4,89 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à :
7 406,50 €

N° FINESS : 640785671

Maison de Retraite Les Lierres Pau

Forfait Global..... 57 183 €

Incluant un clapet anti retour 2005 9 195 €

Forfait journalier moyen 4,75 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à :
4 765,25 €

N° FINESS : 640786166

Logements foyers Labourie Lons

Forfait Global..... 85 258 €

Incluant un clapet anti retour 2005 14 268 €

Forfait journalier moyen 5,65 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à :
7 104,83 €

N° FINESS : 640795910

Maison de Retraite Welcome Pau

Forfait Global..... 58 869 €

Forfait journalier moyen 3,10 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à :
4 905,75 €

N° FINESS : 640796017

Maison de Retraite Estibère Laruns

Forfait Global..... 45 654 €

Incluant un clapet anti retour 2005 12 310 €

Forfait journalier moyen 3,99 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à :
3 804,50 €

N° FINESS : 640781324

Maison de Retraite Saint Antoine Tardets

Forfait Global..... 459 833 €

Incluant un clapet anti retour 2005 59 107 €

Forfait journalier moyen 19,09 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à :
38 319,42 €

N° FINESS : 640781712

Maison de Retraite Arditeya Cambo Les Bains

Forfait Global..... 511 106 €

Incluant un clapet anti retour 2005 48 816 €

Forfait journalier moyen 16,28 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 42 592,17 €

N° FINESS : 640784237

Maison de Retraite Adindunen Egoitza Saint Jean Pied de Port

Forfait Global 314 428 €

Incluant un clapet anti retour 2005 11 419 €

Forfait journalier moyen 16,25 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 26 202,33 €

N° FINESS : 640785630

Maison de Retraite Jeanne d'Albret Orthez

Forfait Global 430 955 €

Incluant un clapet anti retour 2005 87 922 €

Forfait journalier moyen 20,71 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 35 912,92 €

N° FINESS : 640 785747

Maison de Retraite De Coulomme Sauveterre de Béarn

Forfait Global 399 902 €

Incluant un clapet anti retour 2005 48 100 €

Forfait journalier moyen 14,03 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 33 325,17 €

N° FINESS : 640785929

Maison de Retraite Mérici Pau

Forfait Global 189 673 €

Incluant un clapet anti retour 2005 27 844 €

Forfait journalier moyen 13,17 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 15 806,08 €

N° FINESS : 640785952

Maison de Retraite Villa Bernadette Pau

Forfait Global 264 497 €

Incluant un clapet anti retour 2005 10 212 €

Forfait journalier moyen 14,30 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 22 041,42 €

N° FINESS : 640794426

Maison de Retraite MILADY (Le Cottage) Aramits

Forfait Global 156 225 €

Incluant un clapet anti retour 2005 26 870 €

Forfait journalier moyen 9,95 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 13 018,75 €

N° FINESS : 640794517

Maison de Retraite Les Colchiques Bordes

Forfait Global 280 859 €

Incluant un clapet anti retour 2005 19 263 €

Forfait journalier moyen 25,65 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 23 404,92 €

N° FINESS : 640795845

Maison de Retraite Saint Joseph Salies de Béarn

Forfait Global 406 112 €

Forfait journalier moyen 18,27 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 33 842,67 €

N° FINESS : 640014932

Maison de Retraite Ma Maison Billère

Forfait Global 78 168 €

Incluant un clapet anti retour 2005 68 €

Forfait journalier moyen 3,47 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième du forfait global de financement est égale à : 6 514 €

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté

Tarification ternaire section soins pour l'exercice 2005 des maisons de retraite accueillant des personnes âgées dépendantes

Par arrêté préfectoral n° 2005259-15 du 16 septembre 2005, les Dotations globales de financement annuelles de soins et les tarifs journaliers à la charge des Organismes d'Assurance Maladie des maisons de retraite accueillant des personnes âgées dépendantes ayant signées une convention pluriannuelle tripartite sont fixées comme suit pour l'exercice 2005 :

N° FINESS : 640787107

Maison de Retraite Al Cartero à Salies De Béarn

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	644 180 €
Dont dotation soins de ville	784 €
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	35,78 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	26,77 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	17,75 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	31,12 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 53 681,67 €

N° FINESS : 640795977

Maison de Retraite Egoa à Bassussarry

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	687 089 €
Dont dotation soins de ville	156 310 €
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	48,94 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	41,12 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	17,44 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	47,39 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 57 257,42 €

N° FINESS : 640797007

Maison de Retraite Labourie à Lons

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	80 325 €
Dont dotation soins de ville	20 295 €
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	16,93 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	15,20 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	13,47 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	15,08 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 6 693,75 €

N° FINESS : 640781787

Maison de Retraite Les Foyers à Pau

Option tarifaire : Globale

Dotation Globale	485 939 €
Dont dotation soins de ville	158 859 €
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	31,60 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	20,28 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	13,87 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	19,87 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 40 494,92 €

N° FINESS : 640784229

Maison de Retraite Pausa Lekua à Isturitz

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	535 515 €
Dont dotation soins de ville	Néant
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	23,49 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	17,60 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	11,70 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	19,83 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 44 626,25 €

N° FINESS : 640780615

Maison de Retraite Bon Air à Cambo Les Bains

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	515 847 €
Dont dotation soins de ville	19 932 €
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	32,94 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	23,55 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	14,15 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	27,27 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 42 987,25 €

N° FINESS : 640785911

Maison de Retraite Saint Joseph à Nay

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	704 651 €
Dont dotation soins de ville	2 076 €
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	26,81 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	20,11 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	13,41 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	22,45 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 58 720,92 €

N° FINESS : 640785549

Maison de Retraite Fondation Pomme à Oloron

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	455 764 €
Dont dotation soins de ville	Néant
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	24,30 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	17,78 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	11,25 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	19,82 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 37 980,33 €

N° FINESS : 640794871

Maison de Retraite Hotelia Pau Lorca Pau

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	571 090 €
Dont dotation soins de ville	Néant
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	26,52 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	19,05 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	11,60 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	22,30 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 47 590,83 €

N° FINESS : 640794558

Maison de Retraite Automne En Aspe à Osse En Aspe

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	568 328 €
Dont dotation soins de ville	16 358 €
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	37,30 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	27,90 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	18,49 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	33,73 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 47 360,67 €

N° FINESS : 640795878

Maison de Retraite Antoine De Bourbon à Billère

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	383 983 €
Dont dotation soins de ville	Néant
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	18,51 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	13,42 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	8,32 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	13,42 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 31 998,58 €

N° FINESS : 640015236

Maison de Retraite l'Esquiritte à Lescar

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	322 795 €
Dont dotation soins de ville	10 139 €
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	20,54 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	15,20 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	9,86 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	16,03 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 26 899,58 €

N° FINESS : 640796009

Maison de Retraite Larrazkena à Saint Etienne de Baïgorry

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	342 544 €
Dont dotation soins de ville	16 000 €
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	25,26 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	19,07 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	12,88 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans	22,09 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 28 545,33 €

N° FINESS : 640782017

Maison de Retraite Toki Eder à Saint Jean Pied de Port

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	349 921 €
Dont dotation soins de ville	3 654 €
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	32,14 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	23,38 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	14,63 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	23,38 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 29 160,08 €

N° FINESS : 640795860

Maison de Retraite Le Clos Saint Jean à Gan

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	412 284 €
Dont dotation soins de ville	Néant
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	21,84 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	16,00 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	10,16 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	19,43 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 34 357 €

N° FINESS : 640795761

Maison de Retraite Les Hortensias à Urt

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale	369 062 €
Dont dotation soins de ville	3 451 €
Tarif journalier GIR1 et GIR 2	21,28 €
Tarif journalier GIR 3 et GIR 4	15,97 €
Tarif journalier GIR5 et GIR 6	10,66 €
Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans.....	19,08 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au

douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 30 755,17 €

N° FINESS : 640781795

Maison de Retraite Jean Dithurbide à Sare

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 1 098 325 €
 Dont dotation soins de ville Néant
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 33,52 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 25,45 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 17,38 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 27,89 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 91 527,08 €

N° FINESS : 640008298

Maison de Retraite Tiers Temps Pau (Résidence Les Lilas)

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 423 606 €
 Dont dotation soins de ville Néant
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 26,48 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 19,90 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 13,32 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 23,78 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 35 300,50 €

N° FINESS : 640782363

Maison de Retraite Les Pères Blancs à Billère

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 130 751 €
 Dont dotation soins de ville Néant
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 15,51 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 10,74 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 5,96 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 7,31 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 10 895,92 €

N° FINESS : 640785739

Maison de Retraite de Bétharram à Lestelle Bétharram

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 124 891 €
 Dont dotation soins de ville Néant
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 17,72 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 12,74 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 7,78 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 10,41 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au

douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 10 407,58 €

N° FINESS : 640014635

Maison de Retraite Le Pré Saint Germain à Navarrenx

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 544 106 €
 Dont dotation soins de ville Néant
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 37,27 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 27,45 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 11,65 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 33,13 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 45 342,17 €

N° FINESS : 640785556

Maison de Retraite Espérance et Accueil à Pau

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 355 924 €
 Dont dotation soins de ville 921 €
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 21,54 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 15,22 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 8,91 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 14,61 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 29 660,33 €

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : secrétariat sis Espace Rodesse – 103 bis rue Belleville BP 952 – 33063 Bordeaux cedex, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Tarification ternaire section soins pour l'exercice 2005 des maisons de retraite accueillant des personnes âgées dépendantes

Par arrêté préfectoral n° 2005259-16 du 16 septembre 2005, les Dotations globales de financement annuelles de soins et les tarifs journaliers à la charge des Organismes d'Assurance Maladie des maisons de retraite accueillant des personnes âgées dépendantes ayant signées une convention pluriannuelle tripartite sont fixées comme suit pour l'exercice 2005 :

N° FINESS : 640786802

Maison de Retraite Eskualduna à Guethary

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 608 136 €
 Dont dotation soins de ville Néant
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 31,45 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 23,09 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 14,73 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 29,36 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 50 678 €

N° FINESS : 640786760

Maison de Retraite Caradoc à Bayonne

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 277 675 €
 Dont dotation soins de ville 12 647 €
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 27,47 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 19,97 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 12,46 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 24,97 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 23 139,58 €

N° FINESS : 640781803

Maison de Retraite Osteys à Bayonne

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 319 242 €
 Dont dotation soins de ville 2 036 €
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 20,68 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 15,15 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 9,62 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 13,94 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 26 603,50 €

N° FINESS : 640007449

Maison de Retraite Oihana à Bayonne

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 605 440 €
 Dont dotation soins de ville Néant
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 27,91 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 20,32 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 12,72 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 24,02 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 50 453,33 €

N° FINESS : 640014734

Maison de Retraite Commandant Poirier à Anglet

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 245 323 €
 Dont dotation soins de ville 1 022 €
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 23,56 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 17,03 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 10,51 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 18,23 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 20 443,58 €

N° FINESS : 640008348

Maison de Retraite Harriola à Saint Pierre d'Irube

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 333 405 €
 Dont dotation soins de ville Néant
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 22,81 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 16,63 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 10,45 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 18,44 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 27 783,75 €

N° FINESS : 640792909

Maison de Retraite Tiers Temps (Arpege) à Anglet

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 499 071 €
 Dont dotation soins de ville Néant
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 23,66 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 17,45 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 11,25 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans..... 21,08 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 41 589,25 €

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : secrétariat sis Espace Rodesse – 103 bis rue Belleville BP 952 – 33063 Bordeaux cedex, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Modificatif de la dotation globale de financement
 de la section de soins pour l'exercice 2005
 des maisons de retraite accueillant
 des personnes âgées dépendantes**

Par arrêté préfectoral n° 2005259-17 du 16 septembre 2005, les dotations globales de financement annuelles de soins et les tarifs journaliers à la charge des Organismes d'Assurance Maladie des maisons de retraite accueillant des personnes âgées dépendantes ayant signées une convention pluriannuelle tripartite fixées par arrêtés préfectoral n° 2005-14-8 du 14 janvier 2005 et n° 2005 –91-24 du 1^{er} avril 2005 sont modifiées comme suit pour l'exercice 2005 :

N° FINESS : 640785663

Maison de Retraite Nouste Soureilh à Pau

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 412 282 €

Dont dotation soins de ville Néant
 Tarif journalier GIR1 et GIR 2 20,38 €
 Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 14,52 €
 Tarif journalier GIR5 et GIR 6 8,66 €
 Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans 14,67 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 34 356,83 €

N° FINESS : 640785663

Maison de Retraite Lutxiborda à Saint Jean Le Vieux

Forfait soins global du 1^{er} janvier au 31 mars 2005 : 27 170 €

Incluant un clapet (3 mois) de..... 5 203 €

Forfait Journalier :..... 10,78 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 9 056,67 €

Dotation globale soins de financement du 1^{er} avril au 31 décembre 2005

Option tarifaire : Partielle

Dotation Globale 117 179 €

Dont dotation soins de ville Néant

Tarif journalier GIR1 et GIR 2 20,01 €

Tarif journalier GIR 3 et GIR 4 14,98 €

Tarif journalier GIR5 et GIR 6 9,95 €

Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans 14,31 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement de soins est égale à : 13 019,88 €

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : secrétariat sis Espace Rodesse – 103 bis rue Belleville BP 952 – 33063 Bordeaux cedex, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Modificatif de la dotation globale de financement
de la section de soins pour l'exercice 2005
de la maison de retraite Ramuntcho à Bidart
accueillant des personnes âgées dépendantes**

Par arrêté préfectoral n° 2005259-18 du 16 septembre 2005, l'option tarifaire prévue dans la convention tripartite signée avec la maison de retraite «Ramuntcho» à Bidart est le tarif partiel .

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement de la maison de retraite « Ramuntcho » à Bidart N° FINESS: 640795753 fixée à 440 767 € par arrêté préfectoral n° 2005-91-26 en date du 1^{er} avril 2005 est portée à 446 674 €, dont soins de ville : Néant.

Les tarifs journaliers moyens sont fixés comme suit :

GIR 1 et GIR 2 :..... 24,41 €

GIR 3 et GIR 4 :..... 17,85 €

GIR 5 et GIR 6 :..... 11,29 €

Tarif pour personnes âgées de moins de 60 ans 20,74 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 37 222,83 €

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : secrétariat sis Espace Rodesse – 103 bis rue Belleville BP 952 – 33063 Bordeaux cedex, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Forfaits de soins des services de soins infirmiers
à domicile pour personnes âgées pour l'exercice 2005**

Par arrêté préfectoral n° 2005259-21 du 16 septembre 2005, les forfaits globaux annuels de soins mis à la charge des Organismes d'Assurance Maladie et les forfaits journaliers de soins des services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées et personnes lourdement handicapées sont fixés comme suit pour l'exercice 2005 :

N° FINESS : 640790 507

SSIAD de Garlin

Les recettes et les dépenses sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	51 865	272 334
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	209 664	
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	10 805	
RECETTES		
Groupe I : Produits de la tarification	272 334	272 334
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Pour l'exercice budgétaire 2005, le forfait global est fixé à 272 334 € et le tarif journalier moyen à 28,70 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 22 694,50 €

N° FINESS : 640789632

SSIAD d'Arthez de Béarn

Les recettes et les dépenses sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21 400	439 846
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	379 861	
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	33 031	
RECETTES		
Reprise du déficit 2004	5 554	439 846
Groupe I : Produits de la tarification	439 846	
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Pour l'exercice budgétaire 2005, le forfait global est fixé à 439 846 € et le tarif journalier moyen à 27,39 €

Les tarifs précisés ci-dessus sont calculés en prenant la reprise du déficit de l'exercice 2004 de 5 554 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 36 653,83 €

N° FINESS : 640013744

SSIAD du Canton d'Arzacq

Les recettes et les dépenses sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 633	208 975
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	147 384	
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	9 803	
RECETTES		
Reprise du déficit 2004	6 155	208 975
Groupe I : Produits de la tarification	208 975	
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Pour l'exercice budgétaire 2005, le forfait global est fixé à 208 975 € et le tarif journalier moyen à 28,60 €

Les tarifs précisés ci-dessus sont calculés en prenant la reprise du déficit de l'exercice 2004 de 6 155 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 17 414,58 €.

N° FINESS : 640790440

SSIAD de Billère

Les recettes et les dépenses sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	44 630	307 004
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	255 364	
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	7 010	

RECETTES		
Groupe I : Produits de la tarification	305404	307 004
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 600	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Pour l'exercice budgétaire 2005, le forfait global est fixé à 305 404 € et le tarif journalier moyen à 27,89 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 25 450,33 €

N° FINESS : 640796728

SSIAD de Lembeye

Les recettes et les dépenses sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 139	283 775
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	246 536	
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6 530	
RECETTES		
Reprise du déficit 2004	1 570	283 775
Groupe I : Produits de la tarification	283 775	
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Pour l'exercice budgétaire 2005, le forfait global est fixé à 283 775 € et le tarif journalier moyen à 29,90 €

Les tarifs précisés ci-dessus sont calculés en prenant la reprise du déficit de l'exercice 2004 de 1 570 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 23 647,92 €

N° FINESS : 640797221

SSIAD du Canton de Lasseube

Les recettes et les dépenses sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14 200	211 239
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	168 970	
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	18 853	
RECETTES		
Reprise du déficit 2004	9 216	211 239
Groupe I : Produits de la tarification	211 239	
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Pour l'exercice budgétaire 2005, le forfait global est fixé à 211 239 € et le tarif journalier moyen à 34,04 €

Les tarifs précisés ci-dessus sont calculés en prenant la reprise du déficit de l'exercice 2004 de 9 216 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 17 603,25 €.

N° FINESS : 640792230

SSIAD des Deux Rives du Gave 64110 Mazeres Lezons

Les recettes et les dépenses sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	51 739	637 545
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	569 256	
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	16 550	

RECETTES		
Groupe I : Produits de la tarification	637 545	637 545
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Pour l'exercice budgétaire 2005, le forfait global est fixé à 637 545 € et le tarif journalier moyen à 29,11 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 53 128,75 €

N° FINESS : 640794 855

SSIAD de Santé Service Oloron

Les recettes et les dépenses sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	38 256	434 571
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	333 916	
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	32 773	
RECETTES		
Reprise déficit 2004	29 626	434 571
Groupe I : Produits de la tarification	434 571	
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Pour l'exercice budgétaire 2005, le forfait global est fixé à 434 571 € et le tarif journalier moyen à 30,53 €

Les tarifs précisés ci-dessus sont calculés en prenant la reprise du déficit de l'exercice 2004 de 29 626 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 36 214,25 €

N° FINESS : 640792222

SSIAD de Theze

Les recettes et les dépenses sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	46 388	338 451
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	286 346	
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	5 717	
RECETTES		
Groupe I : Produits de la tarification	338 451	338 451
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Pour l'exercice budgétaire 2005, le forfait global est fixé à 338 451 € et le tarif journalier moyen à 30,91 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 28 204,25 €

N° FINESS : 640006839

SSIAD du Canton de Morlaas

Les recettes et les dépenses sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
DEPENSES		
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 984	354 407
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	302 858	
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	9 565	

RECETTES		
Groupe I : Produits de la tarification	354 407	354 407
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Pour l'exercice budgétaire 2005, le forfait global est fixé à 354 407 € et le tarif journalier moyen à 27,74 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 29 533,92 €

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : secrétariat sis Espace Rodesse – 103 bis rue Belleville BP 952 – 33063 Bordeaux cedex, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

AGRICULTURE

Fixation pour l'année 2005, les taux des cotisations complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité, d'assurance vieillesse agricole, de prestations familiales dues au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles, ainsi que les taux des cotisations complémentaires d'assurances sociales agricoles dues pour l'emploi de main-d'œuvre salariée

Arrêté préfectoral n° 2005266-15 du 23 septembre 2005
Inspection du travail, de l'emploi
et de la politique sociale agricoles

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Officier de la Légion d'Honneur ;

Vu le code rural et notamment son livre VII ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code général des impôts ;

Vu la loi n° 1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, notamment l'article 19 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-1043 du 25 août 2005 relatif au financement du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles pour 2005, ainsi qu'à certaines dispositions d'ordre permanent ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1991, relatif aux Comités départementaux des prestations sociales agricoles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003-202-8 du 21 juillet 2003 portant désignation des membres du Comité départemental des prestations sociales agricoles des Pyrénées-Atlantiques ;

Sur proposition du Comité départemental des prestations sociales agricoles du 20 septembre 2005 ;

A R R E T E :

Article premier – Pour l'année 2005, les taux complémentaires des cotisations d'assurance maladie, invalidité et maternité, de prestations familiales, d'assurance vieillesse agricole, ainsi que les taux complémentaires d'assurances sociales agricoles dues pour l'emploi de main d'œuvre, sont fixés par les articles suivants :

Section 1 – Assurance maladie, invalidité et maternité

Article 2 – Le taux des cotisations complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du code rural, est fixé à 2,71 %.

Section 2 – Prestations familiales agricoles

Article 3 – Le taux des cotisations complémentaires de prestations familiales assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du code rural, est fixé à 1,04 %.

Section 3 – Assurance vieillesse agricole

Article 4 – Les taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole, prévues au a) du 2° et au 3° de l'article L 731-42 du code rural pour les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du même code, sont fixés respectivement à 2,53 % dans la limite du plafond prévu à l'article L 241-3 du code de la sécurité sociale et à 0,25 % sur la totalité des revenus professionnels ou de l'assiette forfaitaire.

Article 5 – Le taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole, dues pour les conjoints collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole au sens de l'article L 321-5 du code rural, prévues au b) du 2° de l'article L 731-42 du même code et assises sur l'assiette minimum prévue à l'article D.731-120 est fixé à 2,53 %.

Article 6 – Le taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole dues pour les aides familiaux prévues au b) du 2° de l'article L 731-42 du code rural et assises sur l'assiette minimum prévue à l'article D.731-120 est fixé à 2,53 %.

Section 4 – Cotisations d'assurances sociales agricoles

Article 7 – Le taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles afférentes aux risques maladie, maternité, invalidité et décès est fixé à 1,80 % à la charge de l'employeur, sur la totalité des rémunérations ou gains perçus par les salariés de ce dernier.

Les taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles, afférentes au risque vieillesse, sont fixés à 1 % à la charge de l'employeur, sur les rémuné-

rations ou gains perçus par les salariés de ce dernier, dans la limite du plafond prévu à l'article L 241-3 du code de la sécurité sociale et à 0,20 % à la charge de l'employeur, sur la totalité desdits salaires ou gains.

Ces taux sont applicables aux cotisations complémentaires dues au titre de l'activité des métayers mentionnés à l'article L 722-21 du code rural. Pour les rentes d'accident du travail répondant aux conditions édictées par l'article 19 de la loi du 2 août 1949 susvisée, le taux de 0,20 % sur la totalité de la rente n'est pas applicable.

Article 8 – Par exception aux dispositions de l'article précédent, les taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles sont fixés comme suit, pour les catégories suivantes :

	Maladie, Maternité, Invalidité, décès	Vieillesse	
		Dans la limite du plafond	Sur la totalité des gains ou rémunérations
Stagiaires en exploitation agricole	0,90	0,50	0,10
Bénéficiaires de l'indemnité en faveur de certains travailleurs agricoles, aides familiaux ou salariés (ITAS)	1,62	1	0,20
Employés des sociétés d'intérêt collectif agricole «électricité» (SICAE)	1,45		
Fonctionnaires détachés et anciens mineurs maintenus au régime des mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension)	1,65		
Anciens mineurs maintenus au régime des mines pour les risques maladie, maternité, décès et soins aux invalides	0,10	1	0,20
Titulaires de rente AT (retraités)	1,80		
Titulaires de rente AT (non retraités)	1,80	1	

Article 9 – Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à tous les membres du Comité.

Fait à Pau, le 23 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général : Jean-Noël HUMBERT

Structures agricoles – Autorisations d'exploiter

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Par décisions préfectorales du 14, 23 septembre 2005 prises après avis de la commission départementale des structures agricoles en sa séance du 26 juillet 2005, les demandes d'autorisation d'exploiter ci-après ont fait l'objet d'une autorisation :

L'autorisation d'exploiter susvisée – arrêté préfectoral n° 2005-179-57 en date du 28 juin 2005 – accordée à Monsieur Bruno BRINSTER est abrogée au motif suivant : information erronée fournie par le demandeur.

M. BENGOCHEA Chantal domiciliée à Espès Undurein, Demande enregistrée le 15 juin 2005 (n° 2005266-1) parcelles cadastrées, objets de la demande : Commune(s) de Berrogain Laruns : 8 ha 99 précédemment mis en valeur par M^{me} BENGOCHEA Simone.

Lutte contre les chenilles processionnaires du pin

Arrêté préfectoral n° 2005257-13 du 14 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de la santé publique et notamment l'article L. 1321-2,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2215-1,

Vu le Code rural et notamment les articles L 259-1 à L 259-11,

Vu l'arrêté du 25 février 1975 modifié concernant les dispositions relatives à l'application des produits antiparasitaires à usage agricole,

Vu l'arrêté du 5 mars 2004 relatif à l'utilisation par voie aérienne de produits mentionnés à l'article L. 253-1 du Code rural,

Considérant la présence importante de l'organisme nuisible la chenille processionnaire du pin (*Thaumetopoea pityocampa*) dans le département des Pyrénées-Atlantiques, pouvant provoquer des troubles graves pour l'homme à proximité de secteurs fréquentés par le public (habitations, sites touristiques, zones d'activités professionnelles),

Considérant la nécessité de procéder à une régulation des populations de *Thaumetopoea pityocampa*, réalisable uniquement par traitement aérien,

Considérant la nature des produits autorisés composé de *Bacillus thuringiensis*, substance active biologique spécifique des larves de lépidoptères (chenilles) sans danger pour l'homme, les animaux, la faune utile et en particulier les abeilles,

Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

Vu l'avis du directeur régional de l'agriculture et de la forêt, service de la protection des végétaux.

Vu l'avis du Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

A R R E T E

Article premier : Il est décidé d'autoriser la mise en place dans le département des Pyrénées-Atlantiques d'une opération de lutte contre les chenilles processionnaires à des fins de santé publique sur les peuplements les plus infestés, par traitement aérien par aéronef à ultra bas volume avec un produit antiparasitaire autorisé au titre des articles L.253-1 à L.253-11 du Code rural à base de *Bacillus thuringiensis*.

Selon le stade d'avancement de la végétation et l'évolution de l'organisme nuisible, les traitements devront se réaliser aux dates suivantes entre le 01 septembre et le 15 novembre 2005.

Article 2 : Les traitements aériens mis en œuvre doivent respecter les dispositions prévues aux articles 1 à 5 de l'arrêté du 5 mars susvisé.

Le donneur d'ordre doit faire parvenir à la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt d'Aquitaine (service régional de la protection des végétaux), la déclaration préalable de traitement aérien correspondant au formulaire prévu à cet effet (Déclaration d'une opération de traitement aérien) dûment rempli conformément à la notice explicative (mentionnant en particulier la localisation précise des points de ravitaillement de l'aéronef). Cette déclaration doit parvenir à ce service 24 heures au moins avant le début de réalisation des traitements. Une copie doit être adressée dans les mêmes conditions à la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS).

Dans les 5 jours qui suivent le traitement, le donneur d'ordre fait parvenir au même service le formulaire prévu à cet effet, donnant toutes informations utiles sur le déroulement et les caractéristiques du traitement, ainsi qu'une copie à la DDASS.

Article 3 : Le donneur d'ordre porte à la connaissance du public la réalisation de ces traitements 5 jours au moins avant

le début de leur réalisation, notamment par voie d'affichage en mairie et sur les lieux concernés par les traitements et fréquentés par le public (habitations, sites touristiques,...).

Par ailleurs, une information pertinente des riverains vivant à moins de 50 m de la zone traitée devra être réalisée.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, les maires concernés, le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le Chef du service régional de la protection des végétaux de la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 14 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

le secrétaire général : Jean-Noël HUMBERT

Indice des fermages et sa variation pour l'année 2005

Arrêté préfectoral n° 2005255-12 du 12 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article L 411-11 du Code Rural,

Vu l'arrêté 95.D.1023 du 29 Septembre 1995 fixant la composition de l'indice des fermages,

Vu l'arrêté préfectoral 98.D.2178 du 25 Septembre 1998 fixant la valeur locative des baux à ferme,

Vu l'arrêté préfectoral 2000.D.1060 fixant les quantités minimales et maximales des vins A.O.C. retenues pour base de règlement des fermages des terrains plantés en vigne,

Vu l'arrêté du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche en date du 08 août 2005 constatant pour 2005 les indices servant au calcul des indices des fermages,

A R R E T E

Article premier : L'indice des fermages pour le département des Pyrénées-Atlantiques est constaté pour 2005 à la valeur 114,4.

Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 1^{er} Octobre 2005 au 30 Septembre 2006.

La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de + 0,26%

Article 2 : A compter du 1^{er} Octobre 2005 et jusqu'au 30 Septembre 2006, les maxima et les minima pour la polyculture sont fixés aux valeurs suivantes, actualisées sur la base de l'indice des fermages, valeur 114,4 :

(Prix annuel pour 1 hectare de terre)

Zone n° 1 : Vallées de l'Adour, du Gave d'Oloron et du Gave de Pau :

Catégories	Maxima en euros	Minima en euros
Exceptionnelle	190	153,65
1 ^{re} catégorie	153,65	137,02
2 ^{me} catégorie	137,02	121,06
3 ^{me} catégorie	121,06	104,79
4 ^{me} catégorie	104,79	81,42

Zone n° 2 : Coteaux du Béarn, Vic-Bilh, Chalosse :

Catégories	Maxima en euros	Minima en euros
Exceptionnelle	171,09	137,02
1 ^{re} catégorie	137,02	120,75
2 ^{me} catégorie	120,75	104,83
3 ^{me} catégorie	104,83	89,48
4 ^{me} catégorie	89,48	67,95

Zone n° 3 : Côte Basque, Coteaux Basques et Coteaux entre les Gaves moins les communes classées en zone de montagne (annexe II de l'arrêté 98.D.2178) :

Catégories	Maxima en euros	Minima en euros
Exceptionnelle	151,99	121,06
1 ^{re} catégorie	121,06	104,79
2 ^{me} catégorie	104,79	89,48
3 ^{me} catégorie	89,48	73,85
4 ^{me} catégorie	73,85	59,86

Zone n° 4 : Montagnes du Béarn et du Pays-Basque plus les communes classées ou partiellement classées en zone de montagne (annexe II de l'arrêté 98.D.2178) :

Catégories	Maxima en euros	Minima en euros
Exceptionnelle	130,62	115,14
1 ^{re} catégorie	115,14	98,70
2 ^{me} catégorie	98,70	82,25
3 ^{me} catégorie	82,25	57,57
4 ^{me} catégorie	57,57	37,82

Dans chacune de ces quatre zones, les exploitations agricoles sont réparties en cinq catégories définies en fonction des critères suivants :

Pour les zones I, II et III :

– Catégorie exceptionnelle :

Terres d'excellente qualité agronomique, irriguées ou ne nécessitant pas d'irrigation, drainées ou ne nécessitant pas de drainage, de très bonne configuration.

– 1^{re} catégorie :

Bonnes terres profondes de vallée ou de coteaux fertiles, même en légère pente, et de bonne configuration.

– 2^{me} catégorie :

Terres mécanisables de qualité agronomique moyenne, peu caillouteuses, saines, de configuration régulière.

– 3^{me} catégorie :

Terres mécanisables de qualité agronomique passable, peu fertiles, caillouteuses ou de configuration irrégulière, ou riveraines de bois.

– 4^{me} catégorie :

Terres non mécanisables, pauvres ou excessivement caillouteuses, ou très humides sans possibilité de drainage, ou parcelles en forte pente.

Pour la zone IV (zone montagne) :

– Catégorie exceptionnelle :

Terres saines, labourables, plates ou de faible pente, exposition ensoleillée, sans obstacle au labour, d'une surface d'au moins 1 hectare d'accès facile.

– 1^{re} catégorie :

Terres saines, labourables, moyennement ensoleillées, mécanisables avec les matériels courants actuels.

– 2^{me} catégorie :

Terres mécanisables, non labourables du fait de leur déclivité, constituant de bonnes prairies où la flore peut être régénérée mécaniquement, sans affleurement de roche et sans mouillères.

– 3^{me} catégorie :

Bonnes prairies permanentes exploitables seulement avec du matériel spécifique montagne.

– 4^{me} catégorie :

Pacages et parcours pâturables.

Ces critères sont applicables à chaque parcelle de l'exploitation.

Remarque relative à la valeur locative des landes :

Sur une exploitation donnée, la valeur locative d'un hectare de lande, susceptible d'être mis en culture, est égale au cinquième de la valeur locative moyenne d'un hectare de terre de ladite exploitation.

Article 3 : Le cours moyen des vignes A.O.C. devant servir de base de calcul pour la valeur locative des terrains plantés en vignes est le suivant :

A.O.C. Béarn	79 €/Hl
Jurançon doux	244 €/Hl
Jurançon sec	119 €/Hl
Madiran	111 €/Hl
Pacherenc doux	238 €/Hl
Pacherenc sec	81 €/Hl
Irouléguy	164 €/Hl

Article 4. Loyer des bâtiments d'habitation.

L'indice du coût de la construction (INSEE) du 1^{er} trimestre 2005 (moyenne des 4 derniers indices connus) applicable aux loyers des bâtiments d'habitation est constaté à la valeur 1 269,50.

La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de + 5,75 %.

Les maxima et minima sont fixés aux valeurs actualisées suivantes :

(prix mensuel).

Type d'habitation	Maxima en euros	Minima en euros
1 ^{re} catégorie (2 pièces habitables)	155,97	117,02
2 ^{me} catégorie (3 pièces habitables)	195,11	148,16
3 ^{me} catégorie (4 pièces habitables)	223,43	181,27
4 ^{me} catégorie (5 et + pièces habitables)	282,67	214,42

Article 5 : Le Secrétaire Général des Pyrénées-Atlantiques, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations du Département des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 12 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
le directeur départemental
de l'agriculture et de la forêt,
M. Claude BAILLY

AERODROME

Abrogation d'une autorisation de création d'une plate-forme destinée à être utilisée de façon permanente par les aéronefs ultra-légers motorisés (U.L.M.)

Arrêté préfectoral n° 2005263-3 du 20 septembre 2005
Direction de la réglementation (2^{me} bureau)

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'aviation civile et notamment les articles R132.1 et D132.8 ;

Vu l'arrêté du 13 mars 1986 fixant les conditions dans lesquelles les aéroplanes U.L.M. peuvent atterrir et décoller ailleurs que sur un aéroport ;

Vu l'arrêté interministériel du 20 avril 1998 modifié portant ouverture des aéroports au trafic aérien international ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-045 du 28 janvier 1999 renouvelé le 20 janvier 2000 autorisant M. Richard Oncins à créer une plate-forme destinée à être utilisée de façon permanente par les aéronefs ultra-légers motorisés (U.L.M.) à Gan, à titre précaire et révocable ;

Vu la lettre du délégué territorial de l'aviation civile Sud-Ouest en date du 12 septembre 2005 ;

Considérant que l'aire de poser a fait l'objet de modification au niveau de son infrastructure (mise en culture de l'aire d'atterrissage) ;

Considérant que les décollages et atterrissages ne peuvent être réalisés en réunissant toutes les conditions de sécurité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E :

Article premier – L'arrêté préfectoral du 28 janvier 1999 susvisé est abrogé.

Article 2 – le secrétaire général de la préfecture, le maire de Gan, le directeur zonal de la police aux frontières - section air, le directeur départemental de la police aux frontières, le délégué territorial de l'aviation civile, aéroport de Pau-Pyrénées, le commandant de la compagnie de gendarmerie des transports aériens, le commandant de la brigade de gendarmerie des transports aériens de l'aéroport de Pau-Pyrénées, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques, le directeur régional des douanes et droits indirects, le commandant de la brigade de surveillance aérienne des douanes, le colonel, commandant la zone aérienne de défense sud, le directeur départemental de l'équipement, M. Richard Oncins, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée, pour information, au directeur de l'aviation civile Sud-Ouest.

Fait à Pau, le 20 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général : Jean-Noël HUMBERT

CIRCULATION ROUTIERE

Réglementation de l'enseignement de la conduite sur les autoroutes du département des Pyrénées-Atlantiques

Arrêté préfectoral n° 2005250-20 du 7 septembre 2005
Direction de la réglementation (3^{me} bureau)

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles R 211.6, R 212.1 à R 213.7 du Code de la Route ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mai 1973 relatif aux leçons de conduite automobile sur autoroute ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 1990 modifié relatif à l'apprentissage anticipé de la conduite ;

Vu la circulaire ministérielle fixant, chaque année, les plans de circulation intense ;

Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement ;

Vu l'avis du Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'avis du Directeur Régional des Autoroutes du Sud de la France ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier. – Les leçons de conduite ainsi que la conduite accompagnée peuvent être dispensées sur les autoroutes du département des Pyrénées-Atlantiques (A 63 et A 64 et son prolongement par la RD 1 entre Briscous et Bayonne) dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 25 mai 1973 susvisé.

Article 2. – Les exceptions suivantes sont apportées aux dispositions de l'article 1^{er} : les leçons de conduite et la conduite accompagnée sont interdites les jours prévus au calendrier national de périodes de circulation intense fixées chaque année par circulaire ministérielle (cf. annexe au présent arrêté pour l'année en cours).

Article 3. – les Sous-Préfets de Bayonne et d'Oloron-St-Marie, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie, M^{me}. la Directrice Départementale de la Sécurité Publique, MM. le Commandant de la CRS 25, sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques et communiqué au Directeur Régional des Autoroutes du Sud de la France et aux auto-écoles.

Fait à Pau, le 7 septembre 2005
Le Préfet : Marc CABANE

ANNEXE

Circulaire Ministérielle du 18 janvier 2005

PERIODES DE CIRCULATION INTENSE POUR 2005

PERIODES	JOURS	DATES
Nouvel an	3	vendredi 31 décembre 2004, samedi 1er, dimanche 2 janvier 2005
Pâques	4	vendredi 25, samedi 26, dimanche 27, lundi 28 avril 2005
Ascension et 8 mai	5	mercredi 4, jeudi 5, vendredi 6, samedi 7, dimanche 8 mai
Pentecôte	4	vendredi 13, samedi 14, dimanche 15, lundi 16 mai
Début juillet	3	vendredi 1er, samedi 2, dimanche 3 juillet
14 juillet	5	mercredi 13, jeudi 14, vendredi 15, samedi 16, dimanche 17 juillet
fin juillet	3	vendredi 29, samedi 30, dimanche 31 juillet
15 août	4	vendredi 12, samedi 13, dimanche 14, lundi 15 août
Fin août	3	vendredi 26, samedi 27, dimanche 28 août
Toussaint	5	vendredi 28, samedi 29, dimanche 30, lundi 31 octobre, mardi 1 ^{er} novembre
Noël	3	vendredi 23, samedi 24, dimanche 25

Réglementation de la circulation sur la R.N. 134, Territoire de la commune de Herrere

Par arrêté préfectoral n° 2005255-4 du 12 septembre 2005, le mardi 13 septembre 2005, de 7 h à 19 h, la vitesse de tous les véhicules sera limitée à 30 km/h dans le sens Oloron-Pau, à 70 Km/h dans le sens Pau-Oloron et le dépassement sera interdit sur la RN 134 entre les PR 60,902 et 61,022.

Selon la signalisation mise en place, une partie des usagers du sens Oloron-Pau sera conduite à emprunter une déviation temporaire traversant l'aire d'arrêt et se terminant par un « stop ». Elle sera invitée à s'arrêter pour l'enquête.

La pré signalisation et les limites de prescriptions seront indiquées par signaux réglementaires conformes à la signalisation des routes. La mise en place, le maintien et l'entretien de cette signalisation sont à la charge et sous la responsabilité de la DDE des Pyrénées-Atlantiques, pendant la durée de l'enquête.

Réglementation de la circulation sous chantier autoroute de la côte basque A63

Dérogation à l'arrêté permanent

Par arrêté préfectoral n° 2005258-6 du 15 septembre 2005, pour permettre à la société des Autoroutes du Sud de la France de réaliser les travaux de reprise d'un ouvrage hydraulique au PK 1,000 sens Espagne/France sur l'Auto-route de la Côte Basque A63 entre les échangeurs de Biriatou et St Jean de Luz sud, la circulation sera restreinte avec la VSVL (voie spécialisée véhicules lents) neutralisée. Les deux autres voies resteront libres.

Des signalisations seront mises en place simultanément nécessitant de déroger à l'arrêté permanent d'exploitation sous chantier du 10 mai 1994 pour les articles suivants :

n° 4 : concernant les jours « hors chantier »,

n° 8 : concernant les inter distances entre les chantiers sur une même chaussée.

Les mesures décrites à l'article 1 prendront effet durant la période allant du lundi 26 septembre 2005 au vendredi 16 décembre 2005.

Les neutralisations pourront être reportées en raison d'intempéries ou de problèmes techniques survenus dans l'exécution des travaux.

Le déroulement des opérations s'effectuera conformément aux clauses du dossier d'exploitation particulier joint au présent arrêté.

La signalisation afférente aux travaux définis ci-dessus sera mise en place, et entretenue, par la Société Autoroutes du Sud de la France, conformément à la réglementation en vigueur relative à la signalisation sur autoroutes.

De plus, les entreprises chargées de l'exécution des travaux prendront les mesures de protection et de signalisation utiles sous le contrôle des services de la Société Autoroutes du Sud de la France (District d'Anglet) et des services de Gendarmerie.

L'information des usagers sera assurée par ASF, conformément à ce qui est prévu sur la Notice Explicative jointe au présent dossier d'exploitation.

NOTICE EXPLICATIVE

I - PREAMBULE

Pour permettre l'exécution des travaux de reprise d'un ouvrage hydraulique au PK 1,000 sur l'autoroute de la Côte Basque A63, la circulation sera neutralisée sur la VSVL (voie spécialisée véhicules lents). Les deux autres voies resteront libres.

Ces travaux ne pourront pas être réalisés dans le cadre de l'arrêté inter préfectoral, portant sur la réglementation de la circulation sous chantier sur l'autoroute de la Côte Basque A63 du 10 mai 1994 dans la traversée du département des Pyrénées-Atlantiques.

II - DESCRIPTION DES TRAVAUX

Les travaux consistent en la reprise d'un ouvrage hydraulique au PK 1+000 dans le sens Espagne/France.

Le chantier devrait démarrer le lundi 26 septembre 2005 et se poursuivre jusqu'au vendredi 16 décembre 2005.

III - CIRCULATION

La circulation sera modifiée de la manière suivante :

- neutralisation de la VSVL (voie spécialisée véhicules lents) ; les deux autres voies restent libres.

IV - SIGNALISATION

La société ASF mettra en place, sur la section courante précédant la zone des travaux, une signalisation temporaire réglementaire pour informer les usagers de l'événement.

V - RENSEIGNEMENTS DIVERS

MAITRE D'OUVRAGE

- Société autoroutes du sud de la France - Direction Générale - 100 avenue de Suffren - BP 533 - 75725 Paris cedex 15

Responsable : P.E DAUSSY, Directeur Général Adjoint
MAITRE d'ŒUVRE et CONDUCTEUR d'OPERATIONS

- Société autoroutes du sud de la France - Direction Régionale d'Exploitation de Biarritz - A63 - Sortie 4 - Echangeur de Biarritz La Négresse - Chemin de Silhouette - 64200 Biarritz

Responsable : J.P. PASCOUAU, Directeur Régional - Tél. : 05.59.41.56.00 - Télécopie : 05.59.41.56.19

– DELEGUE

Société autoroutes du sud de la France - District d'Anglet - Route de Cambo – Maignon - 64600 Anglet

Responsable : E. CORROCHER, Chef de District - Tél. : 05.59.52.56.56 - Télécopie : 05.59.52.56.16

GENDARMERIE

- Peloton autoroutier d'Anglet - Tél : 05.59.52.56.31

VI- PROJET D'ARRETE PREFECTORAL

La société AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE sollicite l'autorisation de mettre en place les restrictions de circulation nécessaires à la bonne exécution des travaux.

Réglementation de la circulation sur la R.N. 134, Territoire de la commune de Gan

Par arrêté préfectoral n° 2005263-5 du 20 septembre 2005, à compter du 19 septembre 2005 et jusqu'au 15 octobre 2005 la vitesse de tous les véhicules empruntant le giratoire sud de la déviation de Gan sera limitée à 30 km/h entre les PR 44,900 et 45,100.(voir plan ci-joint).

La mise en place, l'entretien et le maintien des pré-signalisations et des limites des prescriptions seront indiqués par signaux réglementaires conformes à la signalisation des routes à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise BRS, 115 route de Portet. ZA Les Pousses. 31 270 Villeneuve Tolosanne.

Réglementation de la circulation à l'intérieur du tunnel du Somport territoire des communes de Borce et Urdos

Par arrêté préfectoral n° 2005257-15 du 14 septembre 2005, entre le mercredi 14 septembre 2005, 23 heures et le jeudi 15 septembre 2005, 2 heures, la circulation de tous les véhicules sera interdite dans la partie française du tunnel du Somport. L'itinéraire de déviation empruntera la RN 134 entre le carrefour des Forges d'Abel et le col du Somport.

Les panneaux à message variable signaleront cette restriction de circulation aux usagers.

La pré signalisation et les limites de prescriptions seront indiquées par signaux réglementaires conformes à la signalisation des routes. La mise en place, le maintien, l'entretien et la dépose de cette signalisation sont à la charge et sous la responsabilité de la Société d'Exploitation du Tunnel du Somport.

Par arrêté préfectoral n° 2005264-11 du 21 septembre 2005, entre le mercredi 21 septembre 2005, 23 heures et le jeudi 22 septembre 2005, 2 heures, la circulation de tous les véhicules sera interdite dans la partie française du tunnel du Somport. L'itinéraire de déviation empruntera la RN 134 entre le carrefour des Forges d'Abel et le col du Somport.

Les panneaux à message variable signaleront cette restriction de circulation aux usagers.

La pré signalisation et les limites de prescriptions seront indiquées par signaux réglementaires conformes à la signalisation des routes. La mise en place, le maintien, l'entretien et la dépose de cette signalisation sont à la charge et sous la responsabilité de la Société d'Exploitation du Tunnel du Somport.

PROTECTION CIVILE

Plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Pau

Arrêté préfectoral n° 2005265-2 du 22 septembre 2005
Service interministériel de défense et de protection civiles

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement, articles L562-1 à L562-7 ;

Vu le décret n°95- 1089 du 5 octobre 1995, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, modifié le 5 janvier 2005 ;

Considérant la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition au risque inondation,

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques;

A R R E T E :

Article premier : L'établissement d'un Plan de Prévention du Risque Inondation (P.P.R.I.) est prescrit pour la commune de Pau.

Article 2 : Le PPRI concerne les inondations de tous les cours d'eau permanents inscrits sur l'ensemble du territoire de la commune de Pau.

Article 3 : La Direction Départementale de l'Équipement est chargée d'instruire et d'élaborer le Plan.

Article 4 : Les phases de l'élaboration du plan seront soumises à la concertation des organismes suivants :

- la commune de Pau
- la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et mention en sera faite en caractères apparents dans les deux journaux ci-après désignés: l'Eclair des Pyrénées – la République des Pyrénées

Article 6 : Des ampliations du présent arrêté seront adressées à M. le maire de Pau, M. le secrétaire général de la préfecture à Pau, M. le directeur départemental de l'équipement, M. le président de la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, M^{me} la ministre de l'écologie et du développement durable

Article 7 : L' arrêté préfectoral sera tenu à la disposition du public dans les bureaux de la mairie de Pau, de la préfecture (Services SIDPC et DCLE) et de la direction départementale de l'équipement à Pau.

Article 8 : MM. Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du Préfet, le maire de Pau, le directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pau, le 22 septembre 2005
Le Préfet : Marc CABANE

Plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Billère

Arrêté préfectoral n° 2005265-3 du 22 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement, articles L562-1 à L562-7 ;

Vu le décret n°95- 1089 du 5 octobre 1995, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles modifié le 5 janvier 2005;

Considérant la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition au risque inondation,

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques;

A R R E T E :

Article premier : L'établissement d'un Plan de Prévention du Risque Inondation (P.P.R.I.) est prescrit pour la commune de Billère.

Article 2 : Le PPRI concerne les inondations de tous les cours d'eau permanents inscrits sur l'ensemble du territoire de la commune de Billère.

Article 3 : La Direction Départementale de l'Équipement est chargée d'instruire et d'élaborer le Plan.

Article 4 : Les phases de l'élaboration du plan seront soumises à la concertation des organismes suivants :

- la commune de Billère
- la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et mention en sera faite en caractères apparents dans les deux journaux ci-après désignés: l'Eclair des Pyrénées – la République des Pyrénées

Article 6 : Des ampliations du présent arrêté seront adressées à M. le maire de Billère, M. le secrétaire général de la

préfecture à Pau, M. le directeur départemental de l'équipement, M. le président de la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, M^{me} la ministre de l'écologie et du développement durable

Article 7 : L'arrêté préfectoral sera tenu à la disposition du public dans les bureaux de la mairie de Billère, de la préfecture (Services SIDPC et DCLE) et de la direction départementale de l'équipement à Pau.

Article 8 : MM. Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du Préfet, le maire de Billère, le directeur département de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pau, le 22 septembre 2005
Le Préfet : Marc CABANE

Plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Lons

Arrêté préfectoral n° 2005265-4 du 22 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement, articles L562-1 à L562-7 ;

Vu le décret n°95- 1089 du 5 octobre 1995, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles modifié le 5 janvier 2005;

Considérant la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition au risque inondation,

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques;

A R R E T E :

Article premier : L'établissement d'un Plan de Prévention du Risque Inondation (P.P.R.I.) est prescrit pour la commune de Lons.

Article 2 : Le PPRI concerne les inondations de tous les cours d'eau permanents inscrits sur l'ensemble du territoire de la commune de Lons.

Article 3 : La Direction Départementale de l'Equipement est chargée d'instruire et d'élaborer le Plan.

Article 4 : Les phases de l'élaboration du plan seront soumises à la concertation des organismes suivants :

- la commune de Lons
- la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et mention en sera faite en caractères apparents dans les deux journaux ci-après désignés: l'Eclair des Pyrénées – la République des Pyrénées

Article 6 : Des ampliations du présent arrêté seront adressées à M. le maire de Lons, M. le secrétaire général de la préfecture à Pau, M. le directeur départemental de l'équipement., M. le président de la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, M^{me} la ministre de l'écologie et du développement durable

nées-Atlantiques, M^{me} la ministre de l'écologie et du développement durable

Article 7 : L'arrêté préfectoral sera tenu à la disposition du public dans les bureaux de la mairie de Lons, de la préfecture (Services SIDPC et DCLE) et de la direction départementale de l'équipement à Pau.

Article 8. MM. Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du Préfet, le maire de Lons, le directeur département de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pau, le 22 septembre 2005
Le Préfet : Marc CABANE

Plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Lescar

Arrêté préfectoral n° 2005265-5 du 22 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement, articles L562-1 à L562-7 ;

Vu le décret n°95- 1089 du 5 octobre 1995, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles modifié le 5 janvier 2005;

Considérant la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition au risque inondation,

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques;

A R R E T E :

Article premier : L'établissement d'un Plan de Prévention du Risque Inondation (P.P.R.I.) est prescrit pour la commune de Lescar.

Article 2 : Le PPRI concerne les inondations de tous les cours d'eau permanents inscrits sur l'ensemble du territoire de la commune de Lescar.

Article 3 : La Direction Départementale de l'Equipement est chargée d'instruire et d'élaborer le Plan.

Article 4 : Les phases de l'élaboration du plan seront soumises à la concertation des organismes suivants :

- la commune de Lescar
- la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et mention en sera faite en caractères apparents dans les deux journaux ci-après désignés: l'Eclair des Pyrénées – la République des Pyrénées

Article 6 : Des ampliations du présent arrêté seront adressées à M. le maire de Lescar, M. le secrétaire général de la préfecture à Pau, M. le directeur départemental de l'équipement., M. le président de la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, M^{me} la ministre de l'écologie et du développement durable

Article 7 : L'arrêté préfectoral sera tenu à la disposition du public dans les bureaux de la mairie de Lescar, de la préfecture (Services SIDPC et DCLE) et de la direction départementale de l'équipement à Pau.

Article 8 : MM. Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du Préfet, le maire de Lescar, le directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pau, le 22 septembre 2005
Le Préfet : Marc CABANE

CONCOURS

Autorisation pour l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement d'un ouvrier qualifié maçon, filière exploitation, hors compte de commerce au titre de l'année 2005

Décision préfectorale n° 2005264-7 du 21 septembre 2005
Direction départementale de l'Équipement

Le Directeur départemental de l'Équipement,

Vu le décret n° 65-382 du 21 mai 1965 relatif aux Ouvriers des Parcs et Ateliers des Ponts et Chaussées et des Bases Aériennes, admis au bénéfice de la loi du 21 mars 1928 ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 décembre 1991 portant classification professionnelle des ouvriers permanents des Parcs et Ateliers, des Ponts et Chaussées et des Bases Aériennes ;

Vu la lettre circulaire DP/GB2 du 20 mars 1997 ;

Vu la Commission Consultative des OPA Hors Compte de Commerce en date du 11 juillet 2005 ;

Vu l'avis favorable du contrôleur financier en date du 23 mai 2005 ;

DECIDE :

Article premier : Est autorisé, au titre de l'année 2005, l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement d'un ouvrier qualifié Hors Compte de Commerce maçon au service Maritime et Bases Aériennes, unité travaux maritimes, de la direction départementale de l'Équipement des Pyrénées-Atlantiques à Anglet.

Article 2 : Le nombre total de postes offerts au concours visé à l'article 1^{er} ci-dessus est fixé à : 1.

Article 3 : Les épreuves du concours comportent :

Epreuves d'admissibilité :

– Français : durée : 50 mn ; coefficient 2

– Mathématiques : durée : 50 mn ; coefficient 2

QCM – QROC portant sur les domaines liés aux fonctions à exercer : durée : 50 mn ; coefficient 2

Epreuve d'admission :

– Epreuve pratique : durée : 3 heures ; coefficient 4

– Entretien avec le jury : durée : 20 mn ; coefficient 4

Article 4 : Les épreuves du concours sont du niveau du C.A.P.

Article 5 : La date limite de dépôt des dossiers d'inscription est fixée au 21 octobre 2005.

Article 6 : La composition du jury est la suivante :

– M. Christian Franco, Président ;

– M. Pascal Gaspard, chef d'atelier à l'unité « travaux maritimes » ;

– M. Yves Goret, adjoint au chef du parc routier DDE 64.

Fait à Pau, le 21/09/2005
le directeur départemental
de l'équipement : Frédéric DUPIN

ENVIRONNEMENT

Suspension de l'activité de musique amplifiée de l'établissement « Le Winfield » à Pau

Arrêté préfectoral n° 2005256-17 du 13 septembre 2005
Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier dans l'ordre de la légion d'honneur

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.571-6 et L.571-17II,

Vu la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs, notamment les articles 1 et 3 ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu le décret n° 98-1143 du 15 décembre 1998 relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée, à l'exclusion des salles dont l'activité est réservée à l'enseignement de la musique et de la danse ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 1998 pris en application du décret n° 98-1143 ;

Vu les conclusions de l'étude d'impact des nuisances sonores transmises par Monsieur le Maire de Pau le 13 janvier 2005 concernant l'établissement à l'enseigne «Le Winfield» situé 20, boulevard des Pyrénées à Pau ;

Vu le contrôle du limiteur de pression acoustique équipant l'établissement, effectué conjointement par le Service Communal d'Hygiène et de Santé de la ville de Pau et les services de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales, qui a révélé que cet équipement n'était pas du type de celui préconisé par l'étude d'impact des nuisances sonores et ne permettait donc pas un traitement efficace de l'émission musicale ;

Vu le courrier de mise en demeure en date du 25 janvier 2005 adressé aux exploitants par lequel il leur était demandé

de produire, sous quinze jours, un document certifiant les valeurs d'isolement acoustique de l'établissement réalisé par un organisme agréé en application des articles R 232-8-1 et R 232-8-7 du code du travail et validant l'efficacité des travaux réalisés ; après mise en place d'un limiteur de pression acoustique conforme à la réglementation et aux préconisations de l'étude d'impact ;

Vu le courrier en date du 27 juin 2005 adressé aux exploitants leur signifiant l'imminence de la prise d'une mesure de suspension de l'activité musicale jusqu'à la mise en conformité de leur établissement et leur demandant de présenter leur défense dans le cadre de la procédure contradictoire sous un délai de 7 jours ;

Considérant que le document certifiant les valeurs d'isolement acoustique de l'établissement et validant l'efficacité des travaux réalisés sollicité le 25 janvier 2005 n'a pas été communiqué ;

Considérant que les éléments de réponse figurant dans le pré-rapport d'expertise judiciaire de Monsieur Claude SCAVINI en date du 7 avril 2005 transmis par les exploitants dans le cadre de la procédure contradictoire confirment la non conformité de leur établissement ;

Considérant que Monsieur le Maire de Pau signale par courrier du 30 mai 2005 la persistance des troubles de voisinage ;

A R R E T E

Article premier : La suspension de l'activité de musique amplifiée de l'établissement « Bar Le Winfield » sis 20, Boulevard des Pyrénées à Pau est prononcée à compter de la notification du présent arrêté aux exploitants et ce jusqu'à la mise en conformité vis à vis des prescriptions définies par le décret du 15 décembre 1998, à savoir :

- réalisation de travaux permettant le respect des valeurs d'urgence fixées par la réglementation,
- mise en place, s'il y a lieu, d'un limiteur de pression acoustique atténuateur par bande de fréquence réglé et scellé par son installateur,
- après réalisation des travaux et/ou pose d'un limiteur de pression acoustique, fourniture d'un document certifiant les valeurs d'isolement acoustique de l'établissement réalisé par un organisme agréé en application des articles R.232-8-1 et R.232-8-7 du code du travail.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification aux destinataires.

Article 3 : Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales des Pyrénées-Atlantiques, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Pyrénées-Atlantiques, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera également transmise à Monsieur le Maire de Pau et Monsieur le Procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance de Pau.

Fait à Pau, le 13 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général : Jean-Noël HUMBERT

POLICE GENERALE

Habilitation dans le domaine funéraire

Arrêté préfectoral n° 2005264-4 du 21 septembre 2005
Direction de la réglementation

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2223-19, L2223-23 à L2223-25 et R2223-56 à R2223-65 ;

Vu la demande formulée par Monsieur Alain Coudert, président du conseil d'administration de la S.A. PHS Assistance – PHSA - 24, boulevard Alsace Lorraine, 64000 Pau ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

A R R E T E :

Article premier – L'établissement sis à Pau, rue Jean Zay, exploité par la S.A. PHS Assistance - PHSA est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- transport de corps avant mise en bière
- transport de corps après mise en bière
- organisation des obsèques

Article 2 - Le numéro d'habilitation est : 05-64-3-120.

Article 3 - La durée de la présente habilitation est fixée à SIX ANS.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture.

Fait à Pau, le 21 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général : Jean-Noël HUMBERT

VOIRIE

Aménagement des RD 920 et RD 934 sur le territoire des communes d'Iseste et d'Arudy

Arrêté préfectoral n° 2005256-13 du 13 septembre 2005
Direction des collectivités locales et de l'environnement
(4^{me} bureau)

Prorogation des effets de la déclaration d'utilité publique

Le Préfet des Pyrénées-atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article L 11-5 ;

Vu le décret du 20 novembre 2000 déclarant d'utilité publique les acquisitions et travaux nécessaires à l'aménagement et à la réalisation des RD 920 et RD 934 ;

Vu la demande du 31 août 2005 par laquelle le Président du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques sollicite la prorogation, pour une durée de cinq ans, du délai d'expropriation fixé à l'article 2 de l'arrêté précité

Sur la proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRETE

Article premier : Est prorogé jusqu'au 20 novembre 2010 l'effet de la déclaration d'utilité publique prononcée par décret du 20 novembre 2000 portant sur les acquisitions et les travaux nécessaires à l'aménagement et à la réalisation de la RD 920 entre le carrefour formé par la RD 920 et la RD 34 à l'entrée nord d'Arudy et la RD 934 au PR 18,050 ainsi que de la section nouvelle de la RD 934 comprise entre la RD 920 et la RD 934 au PR 17,250 sur le territoire des communes d'Arudy et d'Iseste.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le Président du Conseil Général, les maires d'Iseste et d'Arudy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera publiée au recueil des actes administratifs et des informations de la Préfecture, et un extrait dans un journal du département.

Fait à Pau, le 13 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général : Jean-Noël HUMBERT

EMPLOI

Extension d'activité et géographique du C.C.A.S. Orthez - Agrément qualité «C.C.A.S. Orthez»

Arrêté préfectoral n° 2005259-11 du 16 septembre 2005
Direction départementale du travail, de l'emploi
et de la formation professionnelle

MODIFICATIF

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 96-63 du 29 Janvier 1996 en faveur du développement des emplois de services aux particuliers (articles L 129-1 et L 129-2 du Code du Travail),

Vu le Décret n° 96- 562 du 24 Juin 1996 pris pour l'application des articles L 129-1 et L 129-2 du Code du Travail, relatif à l'agrément des associations et des entreprises des services aux personnes et modifiant le Code du Travail,

Vu la circulaire DE/DSS n° 96-25 et DE/DAS n° 96-509 du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,

Vu la demande d'agrément présentée par Monsieur Le Président du «C.C.A.S. Orthez» - Mairie- 1, place d'Armes 64300 Orthez - et l'ensemble des pièces produites,

Vu l'avis favorable émis par le Président du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques,

Sur proposition du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

A R R E T E

Article premier : Le C.C.A.S. dont le siège est situé à la Mairie - Place d'Armes - 64300 Orthez est agréé, conformément aux dispositions du 2^{me} alinéa de l'article D 129-7 du Code du Travail pour la fourniture de services aux personnes.

Article 2 : L'agrément est valable pour les communes d'Orthez, Sainte-Suzanne, Baigts-de-Béarn, Balansun, Bonnut, Castétis, Lanneplaa, Puyoô, Ramous, Saint- Boès, Saint-Girons, Salles-Mongiscard, Sallespisse, Sault-de-Navailles.

Article 3 : L'agrément est accordé pour les prestations ci-dessous : tâches ménagères, portage de repas pour les personnes âgées dépendantes ou non de + 70 ans et personnes handicapées ou dépendantes de moins de 70 ans.

Article 4 : L'agrément peut faire l'objet d'une suspension ou d'un retrait dès lors que ne sont plus respectées les conditions requises à l'obtention de l'agrément.

Article 5 : Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture.

Fait à Pau, le 16 septembre 2005
P/le Préfet, agissant par délégation
P/Le Directeur Départemental
du Travail, de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle,
La Directrice Adjointe,
C. LESTRADE

ELECTIONS

Convocation des électeurs pour une élection municipale partielle dans la commune de Mialos

Arrêté préfectoral n° 2005259-3 du 16 septembre 2005
Direction de la réglementation (1^{er} bureau)

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code électoral,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-8, L 2122-10 et L 2122-14,

Considérant qu'il y a lieu de compléter le conseil municipal pour procéder à l'élection du Maire, suite au décès de M^{me} Anna ALARY survenu le 5 septembre 2005,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRETE :

Article premier - Les électeurs et électrices de la commune de Mialos sont convoqués pour le dimanche 16 octobre 2005 en vue de l'élection d'un conseiller municipal.

Article 2 - Les élections se feront sur les listes électorales arrêtées le dernier jour de février 2005 telles qu'elles auront pu être ultérieurement modifiées par application des articles L 11-2-2, L 25, L 27, L 30 à L 40 et R 18 du code électoral.

En cas de modifications, celles-ci feront l'objet d'un tableau rectificatif qui sera publié par les soins du maire, cinq jours avant la réunion des électeurs.

Article 3 - Le scrutin sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures. L'élection aura lieu dans les locaux habituels de vote.

Article 4 - Le conseiller municipal à désigner sera élu au scrutin majoritaire. Sera élu au premier tour de scrutin le candidat ayant recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits.

A défaut, il sera procédé de plein droit à un deuxième tour de scrutin le dimanche 23 octobre 2005 au même lieu et aux mêmes heures.

Sera élu au deuxième tour, le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages quel que soit le nombre de votants. En cas d'égalité de suffrages, l'élection sera acquise au plus âgé.

Article 5 - Le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques et le Premier Adjoint de Mialos sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, dès réception, aux lieux habituels de la commune de Mialos.

Fait à Pau, le 16 septembre 2005
Le Préfet : Marc CABANE

VETERINAIRE

Nomination d'un vétérinaire sanitaire

Arrêté préfectoral n° 2005255-1 du 12 septembre 2005
Direction départementale des services vétérinaires

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Rural, et notamment ses articles L221-11, L241-1 à L241-12, R*221-4 à R*221-20-1;

Vu la demande et l'engagement de l'intéressée en date du 8 Août 2005 ;

Sur la proposition de la Directrice Départementale des Services Vétérinaires ;

ARRETE

Article premier : le mandat sanitaire prévu à l'article L221-11 et R*221-4 du Code Rural susvisé est octroyé pour une durée d'un an à :

– M^{me} Blanche PASSEMARD - 20 rue des Bouleaux - 64260 Arudy

Article 2 : Madame Blanche PASSEMARD s'engage :

- à respecter les prescriptions techniques relatives à l'exécution des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire et de surveillance sanitaire qui lui sont confiées,
- à respecter les tarifs de rémunération afférant à ces interventions,
- à tenir à jour ses connaissances nécessaires à l'exercice de son mandat,
- à rendre compte à la Directrice Départementale des Services Vétérinaires de l'exécution de ces missions et des difficultés éventuellement rencontrées à cette occasion.

Article 3 : Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Services Vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pau, le 12 septembre 2005
Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des services vétérinaires
inspecteur de la santé publique vétérinaire
Dr N. LAPHITZ

ENERGIE

Approbation et autorisation pour l'exécution des projets de distribution publique d'énergie électrique, commune de Asson

Arrêté préfectoral n° 2005262-8 du 19 septembre 2005
Direction départementale de l'Equipement

PROCEDURE A - A050015 - AFFAIRE N° BB54004

Le Directeur Départemental de l'Equipement, Ingénieur en Chef du Contrôle des Distributions d'Energie Electrique,

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et notamment l'article 14,

Vu le décret du 29 juillet 1927 modifié par le décret 75-781 du 14 Août 1975 et notamment l'article 50,

Vu l'arrêté interministériel du 17 MAI 2001 déterminant les conditions auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'Arrêté modificatif N°2005-199-14 du 18 Juillet 2005 donnant délégation de signature au Directeur Départemental de l'Equipement,

Vu le projet d'exécution présenté à la date du 29/7/05 par: S.D.E.P.A. en vue d'établir les ouvrages désignés ci-après :

Commune : Asson

Création poste P58 Pebosq (PSSA)

FACE A/B 2005

Vu les avis formulés au cours de la conférence ouverte le 8/8/05,

approuve le projet présenté

Dossier n° : 05 00 15

A U T O R I S E

Article premier: Le demandeur à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique, ainsi qu'aux prescriptions spéciales ci-après :

Voisinage des réseaux de télécommunications

- Les distances entre les artères France Telecom existantes et le réseau E.D.F. seront à respecter ainsi que les prescriptions ci-jointes.

Voirie

- Le (s) poste (s) de surface comprise entre 2 et 20 m² ainsi que les supports d'une hauteur de plus de 12 m hors sol doivent faire l'objet d'une déclaration de travaux.
- Les travaux devront faire l'objet d'un accord Technique préalable du (des) Service(s) Gestionnaire (s) de la voirie portant sur la réalisation de ceux-ci [(Commune & Conseil Général). Un aménagement du carrefour Chemin dit d'Artigarret et de la R.D. N° 36 est envisagé.

Article 2 : M. le Maire d'Asson (en 2 ex. dont un p'affichage), France Telecom - U.R.R. Pays de l'Adour - DR DICT, M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture, M. le Directeur de l'Aménagement, de l'Equipement et de l'Environnement - D.A.E.E. -, M. le Chef du Pôle Urbanisme Grand Pau Val d'Adour, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente autorisation qui sera insérée au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Pour le Préfet et par délégation,
le chef de l'unité réglementation,
André BECHAT

Approbation et autorisation pour l'exécution des projets de distribution publique d'énergie électrique, commune de Nousty & Soumoulou

Arrêté préfectoral n° 2005262-9 du 19 septembre 2005

PROCEDURE A - A050017 - AFFAIRE N° GIC53677

Le Directeur Départemental de l'Equipement, Ingénieur en Chef du Contrôle des Distributions d'Energie Electrique,

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et notamment l'article 14,

Vu le décret du 29 juillet 1927 modifié par le décret 75-781 du 14 Août 1975 et notamment l'article 50,

Vu l'arrêté interministériel du 17 MAI 2001 déterminant les conditions auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'Arrêté modificatif N°2005-199-14 du 18 Juillet 2005 donnant délégation de signature au Directeur Départemental de l'Equipement,

Vu le projet d'exécution présenté à la date du 2/8/05 par: Groupe Ingenierie Centre en vue d'établir les ouvrages désignés ci-après :

Commune : Nousty & Soumoulou

Mise en souterrain d'un tronçon de réseau aérien HTA. Reconstruction et alimentation des P4 Lestorte. P1 Mairie. P19 Capsus et P2 Bas du Village.

Vu les avis formulés au cours de la conférence ouverte le 8/8/05,

approuve le projet présenté

Dossier n° : 05 00 17

A U T O R I S E

Article premier : Le demandeur à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique, ainsi qu'aux prescriptions spéciales ci-après :

Voisinage des réseaux de télécommunications

- Les distances entre les artères France Telecom existantes et le réseau E.D.F. seront à respecter ainsi que les prescriptions ci-jointes.

Voirie

- Le ou les poste (s) de surface comprise entre 2 et 20 m² ainsi que les supports d'une hauteur de plus de 12 m hors sol doivent faire l'objet d'une déclaration de travaux.
- Les travaux devront faire l'objet d'un accord Technique préalable du (des) Service(s) Gestionnaire (s) de la voirie portant sur la réalisation de ceux-ci (Commune & Conseil Général).
- La couche de roulement de la RD 213 a été entièrement refaite en JUIN 2005. Aucune autorisation d'ouverture de chaussée ne sera autorisée pendant une durée de TROIS ANS.

Voisinage de réseaux gaz

- Les réserves ci-annexées de Total Infrastructures Gaz France devront être strictement respectées.

Article 2 : M. le Maire de Nousty (en 2 ex. dont un p'affichage), M. le Maire de Soumoulou (en 2 ex. dont un p'affichage), France Telecom - U.R.R. Pays de l'Adour - DR DICT, M. le Président de la Chambre Départementale d'Agriculture, M. le Directeur de TOTAL E & P France, M. le Directeur de Total Infrastructures Gaz France, M. le Directeur de l'Aménagement, de l'Equipement et de l'Environnement - D.A.E.E. -, M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture, M. le Chef du Pôle Urbanisme Grand Pau Val d'Adour, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente autorisation qui sera insérée au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Pour le Préfet et par délégation,
le chef de l'unité réglementation,
André BECHAT

Approbation et autorisation pour l'exécution des projets de distribution publique d'énergie électrique, commune de Bosdarros et Rebenacq

Arrêté préfectoral n° 2005262-10 du 19 septembre 2005

PROCEDURE A - A050018 - AFFAIRE N° GIB53632

Le Directeur Départemental de l'Équipement, Ingénieur en Chef du Contrôle des Distributions d'Énergie Électrique,

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et notamment l'article 14,

Vu le décret du 29 juillet 1927 modifié par le décret 75-781 du 14 Août 1975 et notamment l'article 50,

Vu l'arrêté interministériel du 17 MAI 2001 déterminant les conditions auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'Arrêté modificatif N°2005-199-14 du 18 Juillet 2005 donnant délégation de signature au Directeur Départemental de l'Équipement,

Vu le projet d'exécution présenté à la date du 11/8/05 par: Groupe Ingenierie Bearn en vue d'établir les ouvrages désignés ci-après :

Commune : Bosdarros & Rebenacq

Construction et alimentation A/S HTA 20 KV du P35 Vieux Chene pour alimenter le TJ Vieux Chene depuis ce poste.

Vu les avis formulés au cours de la conférence ouverte le 11/8/05,

approuve le projet présenté

Dossier n° : 05 00 18

A U T O R I S E

Article premier. Le demandeur à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique, ainsi qu'aux prescriptions spéciales ci-après :

Les travaux d'électrification seront réalisés sans participation financière de la part de la commune.

Voisinage des réseaux de télécommunications

– Les distances entre les artères France Telecom existantes et le réseau E.D.F. seront à respecter ainsi que les prescriptions ci-jointes.

Voirie

– Les travaux devront faire l'objet d'un accord Technique préalable du (des) Service(s) Gestionnaire (s) de la voirie portant sur la réalisation de ceux-ci (Commune).

Poste de Transformation

– Le ou les poste (s) de surface comprise entre 2 et 20 m² ainsi que les supports d'une hauteur de plus de 12 m hors sol doivent faire l'objet d'une déclaration de travaux.

Article 2 : M. le Maire de Bosdarros (en 2 ex. dont un p/affichage), M. le Maire de Rebenacq (en 2 ex. dont un p/

affichage), France Telecom - U.R.R. Pays de l'Adour - DR DICT, M. le Président de la Chambre Départementale d'Agriculture, M. le Directeur Départemental de l'Office National des Forêts, M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture, M. le Chef du Pôle Urbanisme Haut Bearn Soule, M. le Chef du Pôle Urbanisme Grand Pau Val d'Adour, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente autorisation qui sera insérée au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Pour le Préfet et par délégation,
le chef de l'unité réglementation,
André BECHAT

COMITES ET COMMISSIONS

Renouvellement de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise dans le département des Pyrénées-Atlantiques

Arrêté préfectoral n° 2005250-21 du 7 septembre 2005

Direction de la réglementation
(1^{er} bureau)

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code des communes et notamment ses articles L 131-2, L 131-3 L 131-4 et L 131-13 ;

Vu la loi du 13 mars 1937 modifiée ayant pour objet l'organisation de l'industrie du taxi ;

Vu la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise, son décret d'application n° 77-1308 du 29 novembre 1977 et ses arrêtés modificatifs ;

Vu la loi n° 95- 66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;

Vu le décret n°73-225 du 2 mars 1973 modifié relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;

Vu le décret n° 95-335 du 17 août 1995 portant application de la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 ;

Vu le décret n° 86-427 du 13 mars 1986 portant création de la Commission des Taxis et des Voitures de Petite Remise ;

Vu la circulaire n° 86-151 du 25 avril 1986 du Ministre de l'Intérieur pour application du décret précité ;

Vu les circulaires du 30 juillet 2001 et du 24 janvier 2002 par lesquelles le Ministre de l'Intérieur demande d'associer à titre consultatif aux travaux de la Commission Départementale des Taxis et des Voitures de Petite Remise des représentants des caisses d'assurance maladie et des maires des communes où sont sollicitées des autorisations de stationnement de taxi ;

Considérant la représentativité des organisations professionnelles présentes au plan local ;

Considérant les propositions émises par les administrations, les organisations professionnelles et les associations d'usagers ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article premier. – La Commission Départementale des Taxis et des Voitures de Petite Remise est composée comme suit :

PRESIDENT : Le Préfet ou son représentant

I – Représentants de l'administration

- Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ou son représentant
- Le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques ou son représentant
- Le Directeur Départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ou son représentant
- Le Directeur Départemental de l'Équipement ou son représentant

II – Représentants des organisations professionnelles

1 - Chambre Syndicale des Taxis Béarn et Pays Basque

Titulaire : M. Christian GANTEIL - 16, Lot Point de Vue 64800 Arros-de-Nay

Suppléant : M. Claude LARRECHE - 15, Route de Corbères 64350 Lembeye

Titulaire : M. Dominique ETCHEBARNE - 4, rue Piémont 40530 Labenne

Suppléant : M. Lionel GILBERT - 6, allée Orée du Lac 64200 Biarritz

- Représentant des Petites Remises :

Titulaire : M. Pierre DARTHEZ - villa « Maurice » 64990 Villefranque

Suppléant : M. Armand LARRE - route Legarrekborda, quartier Bois Herauritz 64480 Ustaritz

2 - Syndicat Intercommunal des Artisans Taxis des Pyrénées-Atlantiques (SIATPA)

Titulaire : M. Jean-Claude GREMONT - chemin Morlané 64230 Sauvagnon

Suppléant : M. Olivier CAMGUILHEM - rte de Mt-de-Marsan 64300 Sallespisse

III – REPRESENTANTS DES USAGERS

1 - Prévention Routière : 10, rue Lapouble 64000 Pau

Titulaire : M. le Général Guy JOURNAUX - Président départemental de la Prévention Routière

Suppléant : M. le Colonel Robert VIGNO – Directeur départemental de la Prévention Routière

2 - Union Départementale des Associations Familiales des Pyrénées-Atlantiques - 3, rue Léon Daran 64000 Pau

Titulaire : M. Edmond MONTESINOS – 28, rue de l'Aubisque 64230 Lescar

Suppléant : M. Jean LEMBEZAT, Président, - 5, allée des Bouvreuils 64110 Jurançon

3 – Fédération Départementale « Familiales et Rurales » 8, rue Louis Barthou 64000 Pau

Titulaire : M. Henri CASSOU – 64150 Vieillesegure

Suppléante : M^{me} Maïté MARTINEZ - 64190 Audaux

4 – Union Fédérale des Consommateurs « Que Choisir » 64 - 10, rue Bourbaki 64000 Pau

Titulaire : M^{me} Jany CAMPAGNOLLE, Présidente de la section départementale

Suppléant : M. Frédéric COUTURE

Article 2. – Peuvent être associés à cette Commission, avec voix consultative :

- les maires des communes où sont sollicitées des autorisations de stationnement taxi
- des personnalités compétentes dans les matières abordées et notamment des représentants des caisses d'assurance maladie ; pour cette catégorie sont désignés à cet effet :
 - Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Béarn et de la Soule :

Titulaire : M. Nicolas SIBEUD, Attaché de Direction

Suppléant : M^{me} Cécile VIELA, responsable du service « Relations avec les partenaires de santé » (R.P.S.)

- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Bayonne :

Titulaire : M^{me} Florence DARROUX, sous-directrice

Suppléant : M. Christophe AROTCHAREN, responsable du service « Relations avec les partenaires de santé » (R.P.S.)

Article 3. – La commission est constituée pour une durée de trois ans. En cas de décès ou de démission d'un membre de la commission en cours de mandat, son suppléant désigné ou, à défaut son remplaçant, siégera pour la durée du mandat restant à courir.

Article 4. - M. - le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets de Bayonne et d'Oloron-Sainte-Marie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations du département des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 7 septembre 2005

Le Préfet : Marc CABANE

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Attribution de récompense pour acte de courage et de dévouement

Arrêté préfectoral n° 2005258-5 du 15 septembre 2005
Bureau du cabinet

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 19 décembre 1924, relatif à l'attribution de distinctions honorifiques pour actes de courage et de dévouement,

Vu le décret n° 70-221 du 17 mars 1970 déléguant aux préfets le pouvoir d'attribuer ces récompenses,

sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet,

ARRETE :

Article premier – La médaille pour acte de courage et de dévouement, échelon BRONZE, est décernée à :

Madame Brigitte GABIN épouse LINGRAND, demeurant à Ciboure, qui a fait preuve d'un grand courage et d'un dévouement exemplaire lorsqu'elle est intervenue dans l'incendie du pavillon de la famille Gloaguen.

Article 2 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture.

Fait à Pau, le 15 septembre 2005
Le Préfet : Marc CABANE

GARDES PARTICULIERS

Gardes Particuliers

Sous Préfecture d'Oloron

Par arrêté en date du 31 août 2005, et sur proposition de M. le secrétaire général de la sous-préfecture d'Oloron-Sainte-Marie, M. Gilbert POULIT a obtenu le renouvellement de son agrément de garde-chasse pour l'amicale des chasseurs d'Iseste.

Par arrêtés en date du 5 septembre 2005, et sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Sous-Préfecture d'Oloron-Sainte-Marie:

- MM. Philippe CASAUX et René CAMBLONG ont été agréés en qualité de garde-chasse pour l'A.I.C.A de POEY D'OLORON-VERDETS,
- MM. Abel JUMBOU et Claude TISNERAT ont obtenu le renouvellement de leur agrément de garde-chasse pour la Société de Chasse «La Lasseuboise».

COLLECTIVITES LOCALES

Fixation du tarif de cantine scolaire appliqué par la communauté de communes d'Arthez-de-Béarn (sur le regroupement pédagogique intercommunal d'Arnos, Boumourt, Castillon d'Arthez et Doazon)

Direction des collectivités locales et de l'environnement
(2^{me} bureau)

Par arrêté préfectoral n° 2005250-19 du 7 septembre 2005, le prix du repas scolaire appliqué par la Communauté de Communes d'Arthez-de-Béarn pour les cantines relevant du regroupement pédagogique intercommunal d'Arnos, Boumourt, Castillon d'Arthez et Doazon est fixé pour l'année scolaire 2005/2006 à 2,29 euros.

Transfert de biens du hameau d'Exave et du hameau d'Eyharcé à la commune de Saint-Martin-d'Arrossa

Arrêté préfectoral n° 2005258-4 du 15 septembre 2005
Direction de la réglementation (1^{er} bureau)

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2411-11 et L 2411-12-1 et D 2411-3-4-5,

Vu la délibération en date du 11 mars 2005 prise par le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-MARTIN-D'ARROSSA sollicitant l'autorisation de transférer des biens appartenant pour les uns aux « habitants du Hameau d'Exave » et pour les autres aux « habitants du Hameau d'Eyharcé » à la commune de Saint-Martin-d'Arrossa,

Vu les pièces portées au dossier de la demande de transfert,

Considérant que le transfert à la commune de tout ou partie des biens, droits et obligations d'une section est prononcé par le représentants de l'Etat sur demande du conseil municipal, justifiant du règlement des impôts des sections de communes concernées, sur le budget communal depuis plus de cinq années consécutives, ou de leur admission en non-valeur, conformément à l'article L 2411-12-1 du code général des collectivités territoriales.

Sur la proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRETE :

Article premier – Sont transférés à la commune de Saint-Martin-d'Arrossa les biens appartenant aux « habitants du Hameau d'Exave » et pour les autres aux « habitants du Hameau d'Eyharcé » désignés ci-après :

Hameau d'EXAVE :

Section I n° 407 et 518

Le transfert des biens porte sur une contenance de 9 ha 65 a 10ca

Hameau d'EYHARCE :

Section G n° 1, 2, 3, 7, 14, 20, 23, 24, 25, 303, 304, 305, 307, 309, 311, 312, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 359, 499, et 1012.

Section H n° 660.

Le transfert des biens porte sur une contenance de 182 ha 78 a 22 ca

Article 2. Ce transfert des biens appartenant aux hameaux d'Exave et d'Eyharcé à la commune de St-Martin-d'Arrossa est matérialisé comme suit sur les plan annexés au présent arrêté.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le Maire de Saint-Martin-d'Arrossa et les Services de l'Etat qui gèrent le cadastre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, dès réception, aux lieux habituels de la commune de Saint-Martin-d'Arrossa.

Fait à Pau, le 15 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général : Jean-Noël HUMBERT

Périmètre de la communauté de communes Sud Pays Basque

Par arrêté préfectoral n° 2005259-10 du 16 septembre 2005, le périmètre en vue de la création de la communauté de communes Sud Pays Basque est fixé ainsi qu'il suit : « communes de : Ahetze, Ainhoa, Arbonne, Ascain, Biriathou, Ciboure, Guéthary, Hendaye, Saint-Pée-sur-Nivelle, Saint-Jean-de-Luz, Sare et Urrugne ».

Fixation du tarif de cantine scolaire appliqué par la commune d'Arbus

Par arrêté préfectoral n° 2005262-7 du 19 septembre 2005, le prix du repas scolaire appliqué par la Commune d'Arbus est fixé pour l'année scolaire 2005/2006 à 2,30 euros.

Extension des compétences et modification des statuts du SIVu Ikas-Bide

Par arrêté préfectoral n° 2005264-9 du 21 septembre 2005, les compétences du SIVu IKAS-BIDE sont étendues au « fonctionnement de la cantine scolaire ».

Dissolution du syndicat Etxepare

Par arrêté préfectoral n° 2005264-10 du 21 septembre 2005, est prononcée la dissolution du Syndicat Etxepare.

CHASSE

Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage, commune d'Urt quartiers Jouandourdouil, Beauregard

Arrêté préfectoral n° 2005255-10 du 12 septembre 2005
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'Environnement titre II, partie législative, article L.422-23,

Vu le code de l'Environnement titre I, partie réglementaire, articles R.422.82 à R.422.91,

Vu l'arrêté préfectoral du 05 mai 1975 portant agrément de l'Association communale de chasse agréée de URT,

Vu la demande de l'Association communale de chasse agréée de Urt, détentrice des droits de chasse,

Vu l'avis du président de la Fédération départementale des chasseurs à Pau,

Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

Article premier : Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains désignés ci-après d'une contenance de 77 ha 55 a 72 ca, situés sur le territoire de l'Association Communale de chasse agréée de Urt,

secteur Jouandourdouil

section D : n°s 01, 02, 04, 16, 17, 27, 28, 149, 150, 152 à 155, 157 à 159, 185, 188 à 191, 195, 196, 595, 597, 600, 601, 609, 636, 661 à 663

section ZB : n° 20

secteur Beauregard

section D : n°s 09 à 12, 426, 427, 692, 693, 743 à 746,

section AL : n°s 01 à 03, 18, 22, 30, 33, 35, 37, 39,

secteur Lasbordes

section AM : n°s 106, 107, 109, 110, 112 à 114, 116 à 120, 125 à 127, 150, 151,

secteur Genevois

section AI : n°s 06, 08, 10 à 12, 15, 17, 23 à 25, 27, 29

secteur Lafourcade

section AH : n°s 14, 16, 20, 22 à 24

Article 2 : La mise en réserve est prononcée à compter de la date de la signature du présent arrêté. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de 5 années.

La mise en réserve pourra cesser :

- soit à tout moment, pour un motif d'intérêt général,
- soit à l'expiration ou bien de la durée minimum de cinq ans ou de chacune des périodes complémentaires de cinq années à la demande du détenteur des droits de chasse qui devra adresser au Préfet une lettre recommandée avec demande d'avis de réception six mois au moins avant la date prévue de l'expiration.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une manière apparente conformément au plan de situation au 1/25 000e annexé.

Article 4 : Tout acte de chasse est interdit en tout temps dans la réserve de chasse et de faune sauvage ci-dessus désignée.

Toutefois, le tir des espèces de gibier soumises au plan de chasse pourra y être effectué lorsqu'il est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques; cette exécution devra être autorisée chaque année par l'arrêté attributif du plan de chasse.

En outre des captures de gibier vivant destiné au repeuplement ou à des fins scientifiques pourront y être autorisées dans les conditions fixées par l'article R.422.87 du Code de l'Environnement.

De même la destruction des animaux nuisibles pourra y être effectuée par les détenteurs du droit de destruction

ou leurs délégués sur autorisation préfectorale et selon les modalités fixées.

Article 5 : Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1994 portant institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté et de son annexe sera adressée à Fédération des Chasseurs à Pau, Service départemental de l'ONCFS, Mairie de Urt, Association communale de chasse agréée de Urt, chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture et affiché pendant un mois dans la commune de Urt par les soins de Monsieur le Maire.

Fait à Pau le 12 septembre 2005
Le Préfet,
pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
de l'agriculture et de la forêt,
par délégation : Jacques VAUDEL

Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage, commune d'Urt Quartiers Munho Vieux Larribère

Arrêté préfectoral n° 2005255-11 du 12 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'Environnement titre II, partie législative, article L.422-23,

Vu le code de l'Environnement titre I, partie réglementaire, articles R.422.82 à R.422.91,

Vu l'arrêté préfectoral du 05 mai 1975 portant agrément de l'Association communale de chasse agréée de URT,

Vu la demande de l'Association communale de chasse agréée de Urt, détentrices des droits de chasse,

Vu l'avis du président de la Fédération départementale des chasseurs à Pau,

Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

Article premier : Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains désignés ci-après d'une contenance de 29 ha 69 a 22 ca, situés sur le territoire de l'Association Communale de chasse agréée de Urt,

secteur Munho Vieux Larribère

section B: n°s 172, 173, 175 à 184, 186 à 189, 211 à 231, 455 à 463, 882, 883, 886

Article 2 : La mise en réserve est prononcée à compter de la date de la signature du présent arrêté. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de 5 années.

La mise en réserve pourra cesser :

– soit à tout moment, pour un motif d'intérêt général,

– soit à l'expiration ou bien de la durée minimum de cinq ans ou de chacune des périodes complémentaires de cinq années à la demande du détenteur des droits de chasse qui devra adresser au Préfet une lettre recommandée avec demande d'avis de réception six mois au moins avant la date prévue de l'expiration.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une manière apparente conformément au plan de situation au 1/25 000e annexé.

Article 4 : Tout acte de chasse est interdit en tout temps dans la réserve de chasse et de faune sauvage ci-dessus désignée.

Toutefois, le tir des espèces de gibier soumises au plan de chasse pourra y être effectué lorsqu'il est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques; cette exécution devra être autorisée chaque année par l'arrêté attributif du plan de chasse.

En outre des captures de gibier vivant destiné au repeuplement ou à des fins scientifiques pourront y être autorisées dans les conditions fixées par l'article R.422.87 du Code de l'Environnement.

De même la destruction des animaux nuisibles pourra y être effectuée par les détenteurs du droit de destruction ou leurs délégués sur autorisation préfectorale et selon les modalités fixées.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté et de son annexe sera adressée à Fédération des Chasseurs à Pau, Service départemental de l'ONCFS, Mairie de Urt, Association communale de chasse agréée de Urt, chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture et affiché pendant un mois dans la commune de Urt par les soins de Monsieur le Maire.

Fait à Pau le 12 septembre 2005
Le Préfet,
pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
de l'agriculture et de la forêt,
par délégation : Jacques VAUDEL

Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage, commune de Saint-Just-Ibarre

Arrêté préfectoral n° 2005256-9 du 13 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'Environnement titre II, partie législative, article L.422-23,

Vu le code de l'Environnement titre I, partie réglementaire, articles R.422.82 à R.422.91,

Vu l'arrêté préfectoral 73-D-1309 du 09 août 1973 portant agrément de l'Association communale de chasse agréée de St-Just-Ibarre,

Vu la demande de l'Association communale de chasse agréée de St-Just-Ibarre, détentrice des droits de chasse,

Vu l'avis du président de la Fédération départementale des chasseurs à Pau,

Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

Article premier : Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains désignés ci-après d'une contenance de 177 ha 27 a 47 ca, situés sur le territoire de l'Association Communale de chasse agréée de St-Just-Ibarre,

section AA : n°s 21 à 23

section A : n°s 127 à 135, 137, 139 à 142, 144 à 147, 150 à 161, 164, 169 à 172, 174 à 183, 185 à 190, 192 à 195, 197, 198, 200 à 207, 209 à 212, 214, 216, 218, 220, 240 à 242, 267, 268, 307

Article 2 : La mise en réserve est prononcée à compter de la date de la signature du présent arrêté. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de 5 années.

La mise en réserve pourra cesser :

- soit à tout moment, pour un motif d'intérêt général,
- soit à l'expiration ou bien de la durée minimum de cinq ans ou de chacune des périodes complémentaires de cinq années à la demande du détenteur des droits de chasse qui devra adresser au Préfet une lettre recommandée avec demande d'avis de réception six mois au moins avant la date prévue de l'expiration.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une manière apparente conformément au plan de situation au 1/25 000e annexé.

Article 4 : Tout acte de chasse est interdit en tout temps dans la réserve de chasse et de faune sauvage ci-dessus désignée.

Toutefois, le tir des espèces de gibier soumises au plan de chasse pourra y être effectué lorsqu'il est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques; cette exécution devra être autorisée chaque année par l'arrêté attributif du plan de chasse.

En outre des captures de gibier vivant destiné au repeuplement ou à des fins scientifiques pourront y être autorisées dans les conditions fixées par l'article R.422.87 du Code de l'Environnement.

De même la destruction des animaux nuisibles pourra y être effectuée par les détenteurs du droit de destruction ou leurs délégués sur autorisation préfectorale et selon les modalités fixées.

Article 5 : Le présent arrêté abroge les décisions préfectorales en date des 27 septembre 1989 portant constitution de réserves de chasse communales.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté et de son annexe sera adressée à Fédération des Chasseurs à Pau, Service départemental de l'ONCFS, Mairie de St-Just-Ibarre, Association communale de chasse agréée de St-Just-Ibarre, char-

gés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture et affiché pendant un mois dans la commune de St-Just-Ibarre par les soins de Monsieur le Maire.

Fait à Pau le 13 septembre 2005

Le Préfet,
pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
de l'agriculture et de la forêt,
par délégation : Jacques VAUDEL

Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage, commune d'Iholdy

Arrêté préfectoral n° 2005256-10 du 13 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'Environnement titre II, partie législative, article L.422-23,

Vu le code de l'Environnement titre I, partie réglementaire, articles R.422.82 à R.422.91,

Vu l'arrêté préfectoral 82-D-586 du 25 juin 1982 portant agrément de l'Association communale de chasse agréée d'Iholdy,

Vu la demande de l'Association communale de chasse agréée d'Iholdy, détentrice des droits de chasse,

Vu l'avis du président de la Fédération départementale des chasseurs à Pau,

Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

Article premier : Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains désignés ci-après d'une contenance de 219 ha 25 a, situés sur le territoire de l'Association Communale de chasse agréée d'Iholdy,

section ZA : n°s 01 à 07, 27

section YA : n°s 02

section ZC : n°s 12, 14 à 16, 18, 19, 28, 29, 31, 52, 53, 72, 96, 101, 104 à 109

section ZB : n°s 01, 03, 06, 10, 24, 27, 41, 42, 51, 55, 59, 63, 65, 67, 71 à 73, 93

Article 2 : La mise en réserve est prononcée à compter de la date de la signature du présent arrêté. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de 5 années.

La mise en réserve pourra cesser :

- soit à tout moment, pour un motif d'intérêt général,
- soit à l'expiration ou bien de la durée minimum de cinq ans ou de chacune des périodes complémentaires de cinq années à la demande du détenteur des droits de chasse qui devra adresser au Préfet une lettre recommandée avec demande d'avis de réception six mois au moins avant la date prévue de l'expiration.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une manière apparente conformément au plan de situation au 1/25 000e annexé.

Article 4 : Tout acte de chasse est interdit en tout temps dans la réserve de chasse et de faune sauvage ci-dessus désignée.

Toutefois, le tir des espèces de gibier soumises au plan de chasse pourra y être effectué lorsqu'il est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques; cette exécution devra être autorisée chaque année par l'arrêté attributif du plan de chasse.

En outre des captures de gibier vivant destiné au repeuplement ou à des fins scientifiques pourront y être autorisées dans les conditions fixées par l'article R.422.87 du Code de l'Environnement.

De même la destruction des animaux nuisibles pourra y être effectuée par les détenteurs du droit de destruction ou leurs délégués sur autorisation préfectorale et selon les modalités fixées.

Article 5 : Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral du 20 février 1998 portant institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage .

Article 6 : Ampliation du présent arrêté et de son annexe sera adressée à Fédération des Chasseurs à Pau, Service départemental de l'ONCFS, Mairie d'Iholdy, Association communale de chasse agréée d'Iholdy, chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture et affiché pendant un mois dans la commune d'Iholdy par les soins de Monsieur le Maire.

Fait à Pau le 13 septembre 2005
Le Préfet,
pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
de l'agriculture et de la forêt,
par délégation : Jacques VAUDEL

Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage, commune de Laas

Arrêté préfectoral n° 2005259-5 du 16 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'Environnement titre II, partie législative, article L.422-23,

Vu le code de l'Environnement titre I, partie réglementaire, articles R.422.82 à R.422.91,

Vu l'arrêté préfectoral du 07 septembre 1993 portant agrément de l'Association communale de chasse agréée de Laas,

Vu la demande de l'Association communale de chasse agréée de LAAS, detentrice des droits de chasse,

Vu l'avis du président de la Fédération départementale des chasseurs à Pau,

Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

Article premier : Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains désignés ci-après d'une contenance de 50 ha 15 a 67 ca, situés sur le territoire de l'Association Communale de chasse agréée de LAAS,

section B: n°s 01, 02, 05, 07 à 26, 52, 54 à 56, 58 à 72, 144 à 150, 152 à 170, 173 à 178, 188, 567, 568 à 570, 632, 633

Article 2 : La mise en réserve est prononcée à compter de la date de la signature du présent arrêté. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de 5 années.

La mise en réserve pourra cesser :

- soit à tout moment, pour un motif d'intérêt général,
- soit à l'expiration ou bien de la durée minimum de cinq ans ou de chacune des périodes complémentaires de cinq années à la demande du détenteur des droits de chasse qui devra adresser au Préfet une lettre recommandée avec demande d'avis de réception six mois au moins avant la date prévue de l'expiration.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une manière apparente conformément au plan de situation au 1/25 000e annexé.

Article 4 : Tout acte de chasse est interdit en tout temps dans la réserve de chasse et de faune sauvage ci-dessus désignée.

Toutefois, le tir des espèces de gibier soumises au plan de chasse pourra y être effectué lorsqu'il est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques; cette exécution devra être autorisée chaque année par l'arrêté attributif du plan de chasse.

En outre des captures de gibier vivant destiné au repeuplement ou à des fins scientifiques pourront y être autorisées dans les conditions fixées par l'article R.422.87 du Code de l'Environnement.

De même la destruction des animaux nuisibles pourra y être effectuée par les détenteurs du droit de destruction ou leurs délégués sur autorisation préfectorale et selon les modalités fixées.

Article 5 : Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral du 07 septembre 1993 portant institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage .

Article 6 : Ampliation du présent arrêté et de son annexe sera adressée à Fédération des Chasseurs à Pau, Service départemental de l'ONCFS, Mairie de Laas, Association communale de chasse agréée de Laas, chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture et affiché pendant un mois dans la commune de LAAS par les soins de Monsieur le Maire.

Fait à Pau le 16 septembre 2005
Le Préfet,
pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
de l'agriculture et de la forêt,
par délégation : Jacques VAUDEL

**Institution d'une réserve de chasse et de faune sauvage,
commune de Jurançon**

Arrêté préfectoral n° 2005259-6 du 16 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'Environnement titre II, partie législative, article L.422-23,

Vu le code de l'Environnement titre I, partie réglementaire, articles R.422.82 à R.422.91,

Vu la demande du Docteur Jean-Pierre CAVE Président Directeur Général de la SA Las Peyreres, villa Napoli à Jurançon,

Vu l'avis du président de la Fédération départementale des chasseurs à Pau,

Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

Article premier : Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains désignés ci-après d'une contenance de 32 ha 00 a 20 ca, situés sur le territoire de l'Association Communale de chasse agréée de Jurançon,

section BD : n°s 17, 26 à 28, 31, 49 à 54, 68 à 75

Article 2 : La mise en réserve est prononcée à compter de la date de la signature du présent arrêté. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de 5 années.

La mise en réserve pourra cesser :

- soit à tout moment, pour un motif d'intérêt général,
- soit à l'expiration ou bien de la durée minimum de cinq ans ou de chacune des périodes complémentaires de cinq années à la demande du détenteur des droits de chasse qui devra adresser au Préfet une lettre recommandée avec demande d'avis de réception six mois au moins avant la date prévue de l'expiration.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une manière apparente conformément au plan de situation au 1/25 000e annexé.

Article 4 : Tout acte de chasse est interdit en tout temps dans la réserve de chasse et de faune sauvage ci-dessus désignée.

Toutefois, le tir des espèces de gibier soumises au plan de chasse pourra y être effectué lorsqu'il est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques; cette exécution devra être autorisée chaque année par l'arrêté attributif du plan de chasse.

En outre des captures de gibier vivant destiné au repeuplement ou à des fins scientifiques pourront y être autorisées dans les conditions fixées par l'article R.422.87 du Code de l'Environnement.

De même la destruction des animaux nuisibles pourra y être effectuée par les détenteurs du droit de destruction

ou leurs délégués sur autorisation préfectorale et selon les modalités fixées.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté et de son annexe sera adressée à Fédération des Chasseurs à Pau, Service départemental de l'ONCFS, Mairie de Jurançon, Association communale de chasse agréée de Jurançon, chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture et affiché pendant un mois dans la commune de Jurançon par les soins de Monsieur le Maire.

Fait à Pau le 16 septembre 2005

Le Préfet,

pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
de l'agriculture et de la forêt,
par délégation : Jacques VAUDEL

**Fixation des prélèvements maximum autorisés –
P.M.A – pour le petit gibier de montagne -
Campagne de chasse 2005-2006**

Arrêté préfectoral n° 2005259-4 du 16 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'Environnement, Titre II, partie législative,

Vu le Code de l'Environnement, Titre I du livre IV, partie réglementaire, article R.425.18 et suivants,

Vu l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée,

Vu l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2004 relatif à l'ouverture et à la clôture de la chasse dans le département des Pyrénées-Atlantiques complété par l'arrêté du 07 septembre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2002 portant approbation du plan de gestion cynégétique montagne,

Vu les données de l'Observatoire des galliformes de montagne,

Vu l'avis de la fédération des chasseurs,

Vu l'avis du Conseil Départemental de la chasse et de la Faune sauvage en date du 15 septembre 2005,

Sur proposition du Directeur départemental de l'Agriculture et de la forêt,

A R R E T E

Article premier : Les prélèvements maximum autorisés – P.M.A – pour le petit gibier de montagne sont fixés comme suit :

Grand Tétràs : 0

Lagopède : 0

Perdrix grises : 150 avec carnet de prélèvement et dispositif de marquage avant tout transport

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à Messieurs le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Président de la Fédération Départementale des chasseurs à Pau, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie à Pau, le Chef du service départemental de l'O.N.C.F.S., le Chef d'Agence de l'office National des forêts à Pau, le Directeur du Parc National des Pyrénées, chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture et affiché dans toutes les communes par les soins de chacun des maires.

Fait à Pau, le 16 septembre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général : Jean-Noël HUMBERT

DELEGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

Arrêté préfectoral n° 2005256-3 du 13 septembre 2005
Service des ressources humaines et des moyens

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code rural,

Vu le code des marchés publics,

Vu la loi n° 82. 213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole,

Vu les décrets n° 84.1191 et n° 84 1193 du 28 décembre 1984 relatifs à la réforme des services extérieurs du ministère de l'agriculture,

Vu le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié par le décret n° 97.1205 du 19 décembre 1997,

Vu le décret n° 2003.1082 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret du 29 juin 2005 nommant M. Marc CABANE préfet des Pyrénées-Atlantiques,

Vu l'arrêté en date du 30 décembre 2002 du ministre de l'agriculture, de la pêche, de l'alimentation et des affaires rurales nommant M. Claude BAILLY, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, en qualité de directeur départemental de l'agriculture et de la forêt des Pyrénées-Atlantiques,

Vu l'arrêté préfectoral du 19 avril 1999 relatif aux plans de crise particuliers pour les cours d'eau déficitaires du département,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005.199.17 du 18 juillet 2005 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE :

Article premier – Délégation est donnée à M. Claude BAILLY, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :

1) Gestion du personnel d'Etat

2) Gestion du matériel et du mobilier

3) Gestion du patrimoine immobilier

4) Organisation des services

5) Forêts – Aménagement de l'espace

– Arrêtés de soumission au régime forestier ;

– Arrêtés de distraction du régime forestier ;

– Arrêtés autorisant la construction de bâtiment à distance prohibée des forêts des collectivités publiques.

Décisions relatives :

- à la délivrance des cartes d'exploitants forestiers ;
- à la délivrance des cartes de scieries fixes ou mobiles ;
- aux autorisations de défrichement ;
- au rétablissement des lieux en état après défrichement ;
- à l'exécution des travaux de plantation après défrichement aux frais du propriétaire ;
- aux autorisations de coupe et d'abattage d'arbres non dispensés d'autorisation dans tous les espaces boisés des communes ayant prescrit un plan d'occupation des sols, avant son approbation, lorsque l'avis du directeur départemental de l'équipement est convergent ;
- aux actes et documents relatifs aux contrats de prêts du fonds forestier national ;
- à la réglementation de l'emploi du feu dans les forêts et à moins de 200 mètres de celles-ci et réglementation de l'incinération ;
- à l'opposition aux semis ou plantation d'essences forestières en application d'un arrêté de réglementation des boisements ;
- à l'attribution de la prime annuelle au boisement des terres agricoles ;
- aux refus d'autorisation de distraction du régime forestier portant sur des superficies inférieures à 1 hectare ;
- au cantonnement de droits d'usage et rachat de droits d'usage en forêts de l'Etat ou en forêts de collectivités ;
- aux autorisations de pacage des bêtes à laine en forêt ;
- à la résiliation, transfert à un nouveau bénéficiaire, modification du montant d'un prêt sous forme de travaux du fonds forestiers national et décision modificative de la surface boisée de ce prêt.

Accusé de réception des dossiers de demande d'autorisation de défrichement.

6) Chasse

– Arrêtés individuels des plans de chasse.

– Décisions relatives :

- aux autorisations des battues aux nuisibles ;
- aux autorisations de dressage de chiens pour concours « Fields Trial » ;
- aux autorisations d'organisation de concours de « Fields Trial » ;
- aux autorisations de reprise de tous gibiers vivants ;
- aux autorisations de transport de tous gibiers vivants ;
- à l'approbations des réserves, des modifications du règlement intérieur et du territoire des associations communales de chasse agréées ;
- aux décisions d'abattage de sanglier à comportement anormal ;
- aux autorisations d'ouverture d'élevages de gibier ;
- à l'agrément des piégeurs pour le piégeage des populations animales ;
- aux autorisations individuelles de tir à l'affût ou à l'approche du sanglier ;
- aux autorisations individuelles de commercialisation du gibier ;
- aux autorisations de détention, transport et utilisation de rapaces pour la chasse au vol ;
- aux autorisations de détention d'animaux d'espèces non domestiques au sein d'un élevage

d'agrément (espèces liées à la chasse uniquement).

7) Police des eaux

– Autorisations au titre des articles L 214-1 à L 214-11 du code de l'environnement pour les affaires ne donnant pas lieu à enquête publique : récépissés de déclaration ; autorisations temporaires ;...

– Plans de crise « irrigation » : décision de mise en alerte, de restriction d'usage et d'interdiction des prélèvements d'eau dans le cadre des arrêtés fixant les plans de crise ;

– Entretien des cours d'eau non domaniaux : application de l'article L 215-15 du code de l'environnement.

8) Police de la pêche

Autorisations au titre du code de l'environnement :

- article L 432-3 (travaux dans le lit d'un cours d'eau) ;
- article L 431-6 (pisciculture) pour les affaires ne faisant pas l'objet d'une enquête publique ;
- article L 436-9 : pêches de sauvegarde, pêches scientifiques, pêches d'inventaire (captures et transferts) ;
- article L 432-10 : contrôle des peuplements, destruction des espèces de poissons déclarées nuisibles ;
- article L 436-1 : concours de pêche dans les eaux de première catégorie.

Limitation ou interdiction de l'exercice de la pêche en cas de crise.

9) Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales

Recouvrement des redevances sur les consommations d'eau potable provenant des distributions publiques.

10) Politique d'Orientation Agricole

Convocation des membre de la commission départementale d'orientation agricole (séance plénière et sections).

10-1 Structure des exploitations

Décisions relatives :

- aux demandes d'autorisation d'exploiter ;
- aux décisions attributives conditionnelles et définitives de la préretraite.

10-2 Baux ruraux

Arrêtés fixant les variations de l'indice annuel du montant des fermages agricoles et des loyers d'habitation qui leur sont liés ;

Arrêtés fixant les montants minima et maxima des baux ruraux et des loyers d'habitation qui leurs sont liés ;

Saisine de la commission des baux ruraux.

10-3 Aides liées au développement et à l'installation :

Décisions relatives :

- à l'attribution des dotations jeunes agriculteurs, plans d'aménagements matériels, plans de développement durable des exploitations agricoles ;
- à l'agrément des plans d'investissement des coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA) ;
- à l'aide à l'acquisition collective d'équipements réalisés par les CUMA ;
- à l'attribution des prêts bonifiés ;
- à l'agrément pour les stages 6 mois, de tutorat et de bourses de stage ;
- aux convocations du comité des groupements agricoles d'exploitation en commun ;
- aux décisions d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun et des groupements pastoraux ;
- aux aides au démarrage des groupements agricoles d'exploitation en commun, des coopératives d'utilisation du matériel agricole; des groupement pastoraux et des associations foncières ;

10-4 Gestion des droits à produire :

Décisions relatives :

- à l'attribution et au transfert de références laitières bovines ;
- à la cessation d'activité laitière bovine ;
- à l'attribution et au transfert de droits à prime de vaches allaitantes et de primes compensatrices ovines ;
- au droit à paiement unique.

10-5 Aides directes aux agriculteurs :

– arrêté fixant les normes et usages locaux de culture et d'irrigation dans le cadre des aides compensatoires aux surfaces cultivées.

– décisions relatives

- à la prime herbagère agro-environnementale (P.H.A.E.)
- à la prime au maintien des systèmes d'élevage extensif (P.M.S.E.E) ;
- aux indemnités compensatoires de handicaps naturels (I.C.H.N) ;
- aux aides compensatoires aux surfaces cultivées ;
- à la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (P.M.T.V.A) ;
- à la prime spéciale aux bovins mâles (P.S.B.M) ;
- à la prime à l'abattage et à l'exportation des bovins (P.A.B) ;
- à la prime au maintien du troupeau de brebis et à la prime au maintien du troupeau de chèvres (P.M.T.B et P.M.T.C) ;
- à l'application de la modulation des aides directes ;
- à l'aide aux agriculteurs en difficulté ;
- aux aides à la mécanisation agricole et aux bâtiments d'élevage en zone de montagne ;
- aux aides attribuées dans le cadre du plan de maîtrise des pollutions d'origine agricole.

10-6 Mesures agri-environnementales :

Décisions relatives :

- à la prime à l'herbe (P.M.S.E.E pour les gestionnaires d'espaces collectifs) ;
- aux programmes régionaux et locaux d'aides agri-environnementales ;
- à la tenue du registre et récépissé des agriculteurs en production biologique.

10-7 Productions végétales et animales :

- Arrêtés et décisions d'attribution et de transfert de droits de plantation de vignes
- Arrêtés annuels fixant la date des bans des vendanges de chaque appellation d'origine contrôlée (A.O.C) et autorisant l'enrichissement des moûts de raisin.
- Arrêté annuel fixant la date limite de déclaration de récolte des vins.
- Arrêté d'ouverture et de fermeture des colombiers.
- Décisions relatives :
 - à l'attribution d'aides individuelles dans le cadre des procédures gérées par les offices ;
 - aux actions de sélection en zone de montagne et défavorisée ;
 - aux primes à l'abattage des animaux atteints de brucellose et de tuberculose ;
 - à l'identification permanente des animaux ;
 - à la délivrance de la licence de chef de centre d'insémination pour les espèces bovine, caprine, ovine et porcine ;
 - à la délivrance de la licence d'inséminateur pour les espèces bovine, caprine et ovine ;
 - à l'agrément des intermédiaires pour la collecte des oléagineux ;

- à l'octroi de dérogation et de refus de dérogation pour la culture de maïs non destiné à la production de semence dans les îlots protégés de production de maïs semence.

10-8 Enseignement agricole

Toutes décisions d'octroi de bourses de l'Etat.

10-9 Calamités agricoles

- Convocation et secrétariat du comité départemental d'expertise, désignation et mise en place des missions d'enquête ;
- Règlement des indemnités octroyées par le fonds de garantie des calamités agricoles.

10-10 Contrats territoriaux d'exploitation

Actes et décisions relatifs aux contrats territoriaux d'exploitation.

10-11 Contrats d'agriculture durable

Actes et décisions relatifs aux contrats d'agriculture durable.

11) Protection des végétaux

- Arrêté organisant la lutte contre la flavescence dorée de la vigne.
- Agrément des entreprises utilisant des produits de désinfection et de destruction des ravageurs dont l'usage est réglementé.
- Décisions relatives :
 - à l'agrément des groupements de défense contre les ennemis des cultures ;
 - aux prescriptions des mesures d'urgence destinées à éviter la propagation de certains ennemis des cultures ;
 - à l'indemnisation des pertes résultant de la destruction des végétaux non contaminés ordonnée par mesure de précaution ;
 - à la mise en œuvre des opérations de police phytosanitaire et de contrôle ;
 - aux saisies des produits et objets susceptibles de véhiculer des parasites réputés dangereux ;
 - à la mise en quarantaine, la désinfection, l'interdiction de planter, de multiplier ou de détruire des végétaux sur des terrains contaminés ou des terrains environnants ;
 - à la mise en quarantaine, la désinfection ou la destruction des végétaux contaminés dans les pépinières.

12) Qualité et sécurité des productions végétales et animales :

Décisions relatives :

à l'autorisation d'utilisation de semences non biologiques.

13) Organismes professionnels agricoles :

Décisions relatives :

- aux dérogations aux conditions de nationalité pour être membre du conseil d'administration d'une société coopérative agricole agréée par le préfet ;
- à la répartition entre les associés d'une société coopérative agricole agréée par le préfet du surplus d'actif net après dévolution des réserves indisponibles ;
- à l'approbation des dévolutions faites par les sociétés d'intérêt collectif agricoles, coopératives ou unions, établissements ou œuvres d'intérêt général agricole ou rural ;

- aux dérogations relatives à la provenance des produits aux sociétés coopératives agricoles agréées par le préfet, et aux sociétés d'intérêt collectif agricoles.

14) Inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles

Décisions relatives :

- à l'enregistrement des contrats d'apprentissage ;
- à l'arbitrage en cas de conflit d'affiliation en matière d'assurance maladie, invalidité, maternité des exploitants agricoles ;
- rendant exécutoire l'état des cotisations d'assurances sociales, d'allocations familiales et d'assurance vieillesse dues à la caisse de mutualité sociale agricole ;
- à l'agrément des agents de contrôle de la caisse de la mutualité sociale agricole ;
- à l'affiliation d'office en matière d'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles ;
- aux aides de l'Etat à certaines catégories de demandeurs d'emploi.

15) Ingénierie publique

Signature de toutes les pièces valant offre ou engagement et tout acte ultérieur de gestion dans les domaines de sa compétence mentionnés dans le document de stratégie locale conjointe pour l'ingénierie publique entre ses services et la direction départementale de l'équipement, à l'exception des opérations susceptibles de donner lieu à un encaissement par l'Etat d'un montant supérieur à 90 000 euros hors taxes, qui doivent faire l'objet d'une demande d'accord préalable du préfet sur l'opportunité par l'Etat de présenter une offre.

Dans ce dernier cas, le silence observé par le préfet pendant huit jours comptés à partir de la réception de la demande présentée par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt vaudra acceptation.

16) Aménagement foncier

- Mémoires en défense devant la juridiction administrative.
- Avis préalable à la désignation, par le président du conseil général, du technicien mentionné à l'article 121-16 du code rural.

17) Programmes européens zonés, volet FEOGA

Toutes opérations relatives à la gestion du FEOGA objectif II, à l'exception de la signature des arrêtés ou conventions attributifs de subventions.

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude BAILLY, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article premier du présent arrêté sera exercée par M. Jacques VAUDEL, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, chef de Mise, adjoint au directeur, chef du service «Eaux, forêt, environnement et M. Bernard RIBOUR, chef de mission, ingénieur divisionnaire des travaux agricoles, chef de la délégation de Bayonne adjoint au directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Claude BAILLY, Jacques VAUDEL et Bernard RIBOUR, la délégation de signature est donnée aux chefs de service suivants, dans la limite de leur compétence :

- M. Maurice SALLE, ingénieur divisionnaire des travaux agricoles, pour la politique d'orientation agricole (10 sauf 10-10 et 10-11), la protection des végétaux (11) et la qualité et la sécurité des productions végétales et animales (12) et organismes professionnels agricoles (13);
- M. Jean QUERRIOUX, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, pour la politique d'orientation agricole (10-10 et 10-11) et l'ingénierie publique (15) et l'aménagement foncier (16);
- M. Jacques BERGERON, ingénieur divisionnaire des travaux ruraux, en ce qui concerne la gestion du personnel d'Etat (1), la gestion du matériel et du mobilier (2), et la gestion du patrimoine immobilier (3) ;
- M. Pierre YOUNG, directeur adjoint du travail, chef du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole. (14).

Article 3. Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2005199.17 susvisé.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 13 septembre 2005
Le Préfet : Marc CABANE

Délégation de signature au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Arrêté préfectoral n° 2005256-4 du 13 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code du travail,

Vu le code des marchés publics, notamment l'article 44,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret du 29 juin 2005 nommant M. Marc CABANE préfet des Pyrénées-Atlantiques,

Vu l'arrêté ministériel du 13 juin 1997 portant désignation des personnes responsables des marchés publics, modifié par les arrêtés des 29 avril 1998 et 27 juillet 1998,

Vu l'arrêté du 30 mai 2005 du ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale nommant M. Patrick ESCANDE directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Pyrénées-Atlantiques à compter du 6 juin 2005,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005.199.21 en date du 18 juillet 2005 donnant délégation de signature au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE :

Article premier – Délégation de signature est donnée à M. Patrick ESCANDE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions et conventions suivantes :

CONDITIONS DE TRAVAIL

- 1 - Opposition à l'emploi des apprentis : L 117.5 et R 117.5 à R 117.5.3
- 2 - Agrément des maîtres d'apprentissage et enregistrement des contrats d'apprentissage dans le secteur public (loi 97-40 du 16 octobre 1997 – art. 15).
- 3 - Décisions d'agrément des associations susceptibles de bénéficier de l'embauche du premier salarié (circulaire CDE 15.92 du 10.03.1992)
- 4 - Décisions de reconnaissance de la qualité des sociétés coopératives ouvrières de production
- 5 - Conseillers du salarié - Gestion des crédits du chapitre budgétaire 44.73.50 paragraphes 11 et 12
- 6 - Arrêté de la liste des conseillers des salariés (art. D 122.3 du code du travail)
- 7 - Conventions conclues avec les entreprises occupant moins de 300 salariés pour faire procéder à une étude de leur situation en matière d'égalité professionnelle (Article L 123.4.1 du Code du Travail)
- 8 - Décisions de remboursement de l'allocation complémentaire servie aux salariés bénéficiant de la rémunération mensuelle minimale (articles L 141.14 du Code du Travail et R 141.6 et suivants).
- 9 - Dérogations à l'âge d'admission des jeunes dans les entreprises (articles L 211.5 et R 211.1 du code du travail)
- 10 - Décisions de fermeture hebdomadaire au public des établissements d'une profession le dimanche (article L 221.17 du code du travail)
- 11 - Décisions d'emploi de personnel salarié le dimanche lorsque le repos simultané de tout le personnel est préjudiciable au public (articles L 221.6 et R 221.1)
- 12 - Décisions d'octroi du repos hebdomadaire par roulement pendant les périodes d'activités touristiques dans les communes touristiques (articles L 221.8.1 – R 221.1 et R 221.2.1)
- 13 - Contrôle de légalité des arrêtés municipaux pris en application de l'article L 221.19 du code du travail, et supprimant ponctuellement le repos hebdomadaire dominical dans les établissements de commerce de détail

EMPLOI ET AIDES AUX ENTREPRISES

- 1 - Aide à l'accompagnement des entreprises pour l'élaboration des plans de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (décret n° 2003.681 du 24 juillet 2003)
- 2 - Conventions conclues avec les entreprises ou associations d'entreprises en vue de faire procéder à un audit social (articles L 322.3.1 et D 322.7 du code du travail)
- 3 - Conventions d'allocations temporaires dégressives (article R 322.6 du code du travail)
- 4 - Conventions conclues avec les entreprises en vue d'organiser des actions de formation relevant de la conversion,

de l'adaptation ou de la prévention (article R 322.2 du code du travail)

- 5 - Conventions d'allocations spéciales du FNE (article R 322.1 du code du travail)
- 6 - Conventions de congé de conversion (article L 322.4.4 et R 322.1 du code du travail)
- 7 - Conventions de préretraite progressive (article R 322.7 du code du travail)
- 8 - Décisions d'agréments des accords et conventions d'aide à l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi, dans le cadre des accords sur l'emploi (articles L 322.7 et R 322.10.1 et suivants du code du travail)
- 9 - Conventions de chômage partiel (art. L 322.11 du code du travail)
- 10 - Conventions de prise en charge partielle des indemnités complémentaires dues aux travailleurs victimes d'une réduction d'activité au-dessous de la durée légale du travail (art. L 322.11 du code du travail)
- 11 - Conventions de cellule de reclassement (art. R 332.1.7 du code du travail)
- 12 - Décisions relatives à l'attribution d'allocations pour privation partielle d'emploi (art. L 351.25 du code du travail et textes réglementaires pris pour son application, notamment les articles R 351.50 à R 351.53)

MAIN D'ŒUVRE ETRANGERE ET ALLOCATION POUR PRIVATION D'EMPLOI

- 1 - Décisions d'autorisation de travail ou visa sur contrat de travail (articles L 341.2, L 341.4 et R 341.1 à R 341.7 du code du travail)
- 2 - Visas des contrats d'introduction des travailleurs saisonniers (art. R 341.7.2 du code du travail)

CONFLITS COLLECTIFS

- 1 - Décisions et actes relatifs à l'engagement et au déroulement des procédures de conciliation (art. R 523.10 et suivants du code du travail)
- 2 - Désignation d'un médiateur dans des conflits à incidence départementale (art. R 524.4)

REVENU DE REMPLACEMENT

- 1 - Décisions d'exclusion temporaire ou définitive du revenu de remplacement (art. L 351.1 et suivants du code du travail, et art. R 351.33)
- 2 - Désignation des membres de la commission départementale de recours gracieux concernant les décisions d'exclusion du revenu de remplacement (art. R 351.34)

INSERTION

- 1 - Conventions conclues avec les Associations Intermédiaires (Article L 322.4.16 du Code du Travail)
- 2 - Décisions d'agrément des Associations de services aux personnes physiques (Article L 129.1 du Code du Travail et Décret du 6 janvier 1992)
- 3 - Conventions Contrats Emploi-Solidarité (Article L 322.4.7 du Code du Travail)
- 4 - Conventions Emplois Consolidés (Article L 322.4.8.1 du Code du Travail)
- 5 - Conventions Formation Complémentaire CES (Article L 322.4.12 du Code du Travail)

- 6 - Conventions formation complémentaire CEC (art. L 322.4.8.1. du code du travail)
- 7 - Conventions « Entreprises d'Insertion », « Entreprises d'Intérim d'Insertion », « associations d'utilité sociale (Article L 322.4.16 du Code du Travail), « Fonds de Soutien » à l'insertion,
- 8 - Fonds Départemental pour l'Insertion (Article L322.4.16.5 du Code du Travail)
- 9 - Décisions et attestations diverses relatives à l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises (Articles L 351.24 du Code du Travail et textes réglementaires pris pour son application, notamment les Articles R 351.41 à R 341.46 et l'Article R 351.47 en ce qui concerne l'accompagnement des créateurs)
- 10 - Conventions « promotion de l'emploi » et toutes décisions relatives aux actions financées dans le cadre de la dotation déconcentrée « promotion de l'emploi » (chapitre 4479.15)
- 11 - Gestion de la ligne budgétaire d'actions spécifiques (chapitre 4470.14)
- 12 - Conventions « emplois jeunes » et conventions annexes en vue de leur consolidation : épargne consolidée, conventions pluriannuelles et aides spécifiques aux collectivités locales (articles L 322.14.18 du code du travail et suivants et décret du 14 septembre 2001).
- 13 - Décisions de constitution des comités locaux d'attribution de la bourse d'accès à l'emploi (loi 98.657 du 29 juillet 1998 et décret 2002-4 du 3 janvier 2002), et toutes décisions contribuant à l'octroi, au renouvellement ou à la suppression de la bourse d'accès à l'emploi.
- 14 - Contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) – art. D 322.10.5 et suivants du code du travail.

FORMATION PROFESSIONNELLE

- 1 - Décisions d'attribution de la prime aux chefs d'entreprise employant, en contrat d'apprentissage, les travailleurs handicapés (Article L 119.5 du Code du Travail, et textes réglementaires pris pour son application : Article R 119.79).
- 2 - Conventions conclues en vue de l'organisation de Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (Article L 322.4.1 du Code du Travail)
- 3 - Décisions d'attribution de l'aide de l'Etat au remplacement de certains salariés en formation (art. L 942.1 et suivants du code du travail et textes réglementaires pris pour leur application, notamment l'article R 942.6)
- 4 - Décisions relatives à la rémunération des stagiaires de la Formation Professionnelle prise en charge par l'Etat dans les conditions prévues à l'Article L 961.5 du Code du Travail et par le Décret n° 268 du 15 avril 1988
- 5 - Décisions relatives à la prise en charge des frais de transport supportés par les stagiaires visés à l'Article L 961.7 du Code du Travail
- 6 - Décisions d'habilitation des entreprises souhaitant conclure des contrats de qualification (Article L 981.2 et R 980.4 du Code du Travail)
- 7 - Conventions de stage de formation professionnelle pour les jeunes de seize à vingt cinq ans (Articles L 982.1 du Code du Travail et suivants)

- 8 - Gestion des crédits d'intervention pour la validation des acquis de l'expérience (VAE) – chapitre 43.70.43

TRAVAILLEURS HANDICAPES

- 1 - Décisions d'agrément des accords de branche, d'entreprise ou d'établissements visés à l'article R 323.6 du Code du Travail
- 2 - Notification des pénalités visés à l'article L 323.8.6 du Code du Travail
- 3 - Décisions d'attributions financières aux établissements, organismes et employeurs afin de faciliter la mise ou la remise au travail, en milieu ordinaire de production, des travailleurs handicapés (Article L 323.9 du Code du Travail et textes réglementaires pris pour leur application)
- 4 - Décisions d'attribution des primes de reclassements (Article L 323.16 du Code du Travail et Articles D 323.4 à D 323.10 du Code du Travail)
- 5 - Décisions d'attribution des subventions d'installation (Article D 323.17 et suivants du Code du Travail)

GESTION DU PERSONNEL ET DU MATERIEL

- 1 - Octroi des congés aux personnels titulaires, contractuels et auxiliaires de la Direction
- 2 - Gestion des locaux et du matériel
- 3 - Gestion administrative du personnel
- Nomination Catégorie C
(personnel administratif)
 - Titularisation et prolongation, stage
 - Détachement non interministériel de droit Catégories A, B, C
 - Détachement non interministériel auprès d'une autre administration Catégorie C
(personnel administratif)
 - Disponibilité de droit et d'office Catégories A, B, C
 - Autres disponibilités Catégorie C
(personnel administratif)
 - Congés de maladie, congés de longue maladie et congés longue durée Catégories A, B, C
 - Congés maternité Catégories A, B, C
 - Congés parental, formation professionnelle Catégories A, B, C
 - Temps partiel Catégories A, B, C
 - Mi-temps thérapeutique Catégories A, B, C
 - Cessation progressive d'activité Catégories A, B, C
 - Autorisation spéciale d'absence Catégories A, B, C
 - Mise à la retraite Catégorie C
(personnel administratif)
 - Démission
 - Accomplissement Service National et congé pour instruction militaire Catégorie C
(personnel administratif)
 - Imputabilité des Accidents du Travail au service Catégories A, B, C
 - Etablissement Carte d'identité de fonctionnaire Catégories A, B, C

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick ESCANDE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, la délégation de signature qui lui est accordée à l'article 1^{er} sera exercée par :
M^{me} Hélène DUPONT, adjointe au directeur,
M^{me} Christine LESTRADE, adjointe au directeur,
M. Didier GARRIGUES, adjoint au directeur,
M^{me} Angèle HUERGA, inspecteur du travail,
M^{me} Marie-Lise PUCCEL, inspecteur du travail,
M^{me} Corinne PARIS, inspecteur du travail,
M. Denis BAGGIO, coordonnateur emploi formation.

Article 3 - Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2005.199.21 susvisé.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture.

Fait à Pau, le 13 septembre 2005
Le Préfet : Marc CABANE

Délégation de signature au directeur des services fiscaux de la Gironde

Arrêté préfectoral n° 2005256-7 du 13 septembre 2005

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment ses articles L. 23, R. 158 et R. 163,

Vu l'acte dit loi du 20 novembre 1940 confiant à l'administration de l'enregistrement la gestion des successions non réclamées et la curatelle des successions vacantes, validé par l'ordonnance du 27 novembre 1944,

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4,

Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 95-1007 du 13 septembre 1995, le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 et le décret n° 99-896 du 20 octobre 1999,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret du 29 juin 2005 nommant M. Marc CABANE préfet des Pyrénées-Atlantiques,

Vu le décret n° 2005-1020 du 23 août 2005 modifiant le décret n° 2000-738 du 1^{er} août 2000 relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des impôts, notamment son article 2,

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés,

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002 nommant M. Louis DANIEL directeur des services fiscaux de la Gironde à compter du 27 décembre 2002,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article premier - Délégation de signature est donnée, à compter du 1^{er} septembre 2005, à M. Louis DANIEL, directeur des services fiscaux de la Gironde, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, la curatelle des successions vacantes, la gestion et la liquidation des successions en déshérence dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Louis DANIEL, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1^{er} du présent arrêté sera exercée par M. Joseph JOCHUM, directeur départemental des impôts, ou, à défaut, par M. Germain JOLIBERT, directeur départemental des impôts (jusqu'au 31 décembre 2005), puis par M. Joël TEXIER, directeur départemental des impôts (à compter du 1^{er} janvier 2006), ou, à défaut, par M. Vincent DUPRAT, inspecteur principal des impôts, ou par M. Christian BAILLET, responsable de centre des impôts fonciers à Bordeaux, ou par M. Laurent DI FRANCO, inspecteur.

A l'exclusion de la correspondance avec le tribunal (notamment les requêtes) et des comptes-rendus de gestion au tribunal, la délégation de signature conférée à M. DANIEL sera exercée, à défaut des fonctionnaires ci-dessus désignés, par M^{me} Françoise RASOLONJATOVO, inspecteur, ou par M^{me} Josette BARRERE, contrôleur, ou par M^{me} Chantal HOUET, contrôleur, ou par M^{me} Marie-Madeleine MAGENDIE, contrôleur, ou par M^{me} Danièle MIEYEVILLE, contrôleur, ou par M^{me} Dominique MORIOUSEF, contrôleur, ou par M. Patrick RAPIN, contrôleur, ou par M^{me} Pierrette THEAS, contrôleur.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur des services fiscaux des Pyrénées-Atlantiques et le directeur des services fiscaux de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture.

Fait à Pau, le 13 septembre 2005
Le Préfet : Marc CABANE

Subdélégation de signature

Arrêté préfectoral n° 2005257-14 du 14 septembre 2005
Direction Départementale du Travail, de l'Emploi
et de la Formation Professionnelle

Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 204.371 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation administrative des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1982 de Monsieur le Ministre des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et leurs délégués ;

Vu la circulaire du Premier Ministre en date du 12 juillet 1982 ;

Vu la circulaire du Ministre délégué chargé du budget en date du 9 décembre 1982 ;

Vu les circulaires n° 83.310 en date du 29 décembre 1983 et n° 84.308 en date du 3 décembre 1984 de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la décentralisation relatives aux pouvoirs des Préfets en matière d'ordonnancement secondaire ;

Vu l'arrêté AP 2005.200.31 du 19 juillet 2005 ;

A R R E T E

Article premier. Subdélégation de signature est donnée à :

- M^{me} Christine LESTRADE, Directrice Adjointe du Travail
- M^{me} Hélène DUPONT, Directrice Adjointe du Travail
- M. Didier GARRIGUES, Directeur Adjoint du Travail
- M^{me} Angèle HUERGA, Inspectrice du Travail
- M^{me} Corinne PARIS, Inspectrice du Travail
- M^{me} Marie-Lise PUCCEL, Inspectrice du Travail
- M. Denis BAGGIO, coordonnateur emploi formation en vue d'établir et signer tous les actes relevant de l'Ordonnateur Secondaire.

Fait à Pau, le 14 septembre 2005
le directeur départemental du travail, de l'emploi
et de la formation professionnelle
P. ESCANDE

COMMUNICATIONS DIVERSES

MUNICIPALITE

Municipalités

Bureau du cabinet

CIBOURE :

M^{me} Marcelle DOURRON a démissionné de son mandat de conseillère municipale. (n° 2005263-1)

REBENACQ :

M^{me} Annie Marquez et M^{me} Christiane Navarro ont démissionné de leur mandat de conseillère municipale. (n° 2005264-1)

MONTARDON :

M. Jean-Philippe BORDENAVE est décédé. (n° 2005264-2)

SALIES DE BEARN :

M^{me} Claudette VINCENT a démissionné de ses fonctions de deuxième adjointe et de son mandat de conseillère municipale. (n° 2005265-1)

ESLOURENTIES-DABAN :

Démission de M. Chabat de ses fonctions de 2^{me} adjoint au Maire et de son mandat de conseiller municipal. (n° 2005266-4)

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

SANTE PUBLIQUE

Procédure d'agrément des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique

Arrêté préfet de région du 2 août 2005
Direction régionale des affaires sanitaires et sociales

Le préfet de la région aquitaine, préfet de la Gironde, officier de la légion d'honneur,

Vu les articles L.1321-2, R.1321-6 et R.1321-7 du Code de la Santé Publique

Vu l'arrêté du 31 août 1993 relatif aux modalités de désignation et de consultation des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique,

Vu la circulaire du 5 avril 1994 relative aux modalités de désignation et de consultation des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique,

Vu l'arrêté du 13 juillet 2000 du Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde, fixant la liste régionale des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique,

Vu l'arrêté du 8 février 2005 du Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde, fixant les conditions d'appel à candidature et déclarant ouvert à compter du 15 février 2005 la procédure en vue de l'établissement de la liste des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique dans les cinq départements de la région Aquitaine,

Vu l'avis de la Commission Régionale d'Agrément du 28 juin 2005 sur proposition des Préfets des départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques, du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde et après consultation des représentants des organisations professionnelles,

Sur Proposition du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

ARRÊTE

Article premier - La liste des hydrogéologues en matière d'hygiène publique et des coordonnateurs agréés pour les cinq départements de la région Aquitaine ainsi que la liste complémentaire sont fixées dans l'annexe du présent arrêté,

Article 2 - La validité de ces listes est fixée jusqu'au prochain arrêté de renouvellement qui devra intervenir dans les 5 ans à partir de la date de signature du présent arrêté,

Article 3 - Le présent arrêté sera rendu public aux recueils administratifs des cinq départements de la région Aquitaine,

Article 4 - L'arrêté du Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde du 13 juillet 2000 fixant la liste régionale des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique est abrogé,

Article 5 - Les Préfets de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques, le Secrétaire Régional pour les Affaires Régionales de la Préfecture de la Région Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet de la région Aquitaine,
Préfet de la Gironde,
le secrétaire général
pour les affaires régionales
Frédéric MAC KAIN

**Liste des hydrogéologues agréés
en matière d'Hygiène Publique pour la Région Aquitaine**

Annexe à l'arrêté du 2 août 2005
du Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde

Listes principales et complémentaires pour les cinq départements d'Aquitaine arrêtées par la Commission

DORDOGNE :Liste principale

- 1 - M^{me} MARSAC-BERNEDE Marie-Jacqueline (coordonnateur)
- 2 - M^{me} NADAUD Hélène (coordonnateur suppléant)
- 3 - M. BERGERONNEAU Sylvain
- 4 - M. DIA Mamadou
- 5 - M. PELISSIER-HERMITE Gérard
- 6 - M. VENGUD Marc
- 7 - M. LAPUYADE Frédéric
- 8 - M. BICHOT Francis

Liste complémentaire

- 1 - M. AUROUX François
- 2 - M. BAUDRY Davy (à compter de mai 2006)
- 3 - M. BLANCHET Lionel
- 4 - M. DUVERGE Christian
- 5 - M. SIREAU Olivier
- 6 - M. SOURISSEAU Bertrand
- 7 - M^{me} VIALLET-NOUHANT Marie-Pierre

GIRONDE :Liste principale

- 1 - M. PELISSIER-HERMITE (coordonnateur)
- 2 - M. SOURISSEAU Bertrand (coordonnateur suppléant)
- 3 - M. BICHOT Francis
- 4 - M^{me} MARSAC-BERNEDE Marie-Jacqueline
- 5 - M. FOLLIOT Michel
- 6 - M. ARMAND Claude
- 7 - M. VENGUD Marc
- 8 - M^{me} NADAUD Hélène
- 9 - M. HAUQUIN Jean-Paul

Liste complémentaire

- 1 - M^{me} VIALLET-NOUHANT Marie-Pierre
- 2 - M. DUVERGE Christian
- 3 - M. SIREAU Olivier
- 4 - M. AUROUX François
- 5 - M. BLANCHET Lionel
- 6 - M^{me} DUPUY Monika
- 7 - M. DIA Mamadou
- 8 - M. LEFORT Gérard

LANDES :Liste principale

- 1 - M. ARMAND Claude (coordonnateur)
- 2 - M. BERRE Jean-Claude (coordonnateur suppléant)
- 3 - M. OLLER Georges
- 4 - M. PAULIN Charly
- 5 - M. SIREAU Olivier
- 6 - M. SOURISSEAU Bertrand
- 7 - M. VENGUD Marc
- 8 - M. DUBREUILH Jacques

Liste complémentaire

- 1 - M. CAPDEVILLE Jean-Pierre
- 2 - M. MARTIN Gilles
- 3 - M. FOLLIOT Michel
- 4 - M. JEUDI DE GRISSAC Bruno

LOT-ET-GARONNE :Liste principale

- 1 - M. BICHOT Francis (coordonnateur)
- 2 - M^{me} VIALLET-NOUHANT Marie-Pierre (coordonnateur suppléant)
- 3 - M. ARMAND Claude
- 4 - M. CAPDEVILLE Jean-Pierre
- 5 - M. DUBREUILH Jacques
- 6 - M. FOLLIOT Michel
- 7 - M. HAUQUIN Jean-Paul
- 8 - M^{me} MARSAC-BERNEDE Marie-Jacqueline
- 9 - M. OLLER Georges
- 10 - M. SOURISSEAU Bertrand
- 11 - M. VENGUD Marc

Liste complémentaire

- 1 - M. BAUDRY Davy (à compter de mai 2006)
- 2 - M^{me} BAZIN Isabelle
- 3 - M. CORREGE Philippe
- 4 - M. LEFORT Gérard

PYRENEES-ATLANTQUES :Liste principale

- 1 - M. SOURISSEAU Bertrand (coordonnateur)
- 2 - M. HAUQUIN Jean-Paul (coordonnateur suppléant)
- 3 - M. ARMAND Claude
- 4 - M. BERRE Jean-Claude
- 5 - M. BICHOT Francis
- 6 - M. PAULIN Charly
- 7 - M. PELISSIER-HERMITE Gérard
- 8 - M. VENGUD Marc

Liste complémentaire

- 1- M. BAUDRY Davy (à compter de mai 2006)

PECHE

**Fixation, pour les communes littorales
du département des Pyrénées-Atlantiques,
des conditions de ramassage du goémon épave échoué
et du goémon de rive, ainsi que les conditions de pêche
sur le domaine public maritime du goémon
poussant en mer et du goémon épave**

Arrêté Préfet de Région du 19 septembre 2005
Direction régionale des affaires maritimes

Le préfet de la région aquitaine, préfet de la gironde, officier de la légion d'honneur

Vu l'article L 321-9 du code de l'environnement ;

Vu la loi n°83-582 du 5 juillet 1983 modifiée relative au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes ;

Vu le décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

Vu le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 modifié pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;

Vu le décret n° 90-719 du 9 août 1990 fixant les conditions de pêche, de récolte ou de ramassage des végétaux marins ;

Vu l'arrêté du préfet de région Aquitaine du 1^{er} août 2005 portant délégation de signature en faveur du directeur régional des affaires maritimes d'Aquitaine ;

Vu la délibération du Comité local des pêches maritimes et des élevages marins de Bayonne du 24 février 2005 ;

Considérant la nécessité d'établir des règles claires pour organiser le ramassage des goémons épaves et des goémons de rive le long de la côte du département des Pyrénées-Atlantiques ainsi que la pêche et le ramassage des goémons dérivant en mer et dans le souci de protection et de gestion rationnelle de la ressource ;

Considérant la demande des maires des communes littorales du département des Pyrénées-Atlantiques d'obtenir des règles de police permettant une saine gestion des plages qui leur sont concédées ;

Sur proposition du directeur régional des affaires maritimes d'Aquitaine,

ARRÊTE

Article premier - L'articles 2 du présent arrêté s'applique aux ramasseurs à pied ainsi qu'à ceux qui utilisent un véhicule terrestre à moteur sous réserve que ces derniers aient obtenu l'autorisation prévue à l'article L 321-9 du code de l'environnement susvisé pour circuler ou stationner sur le rivage de la mer et sur les dunes.

Article 2 - Goémons épaves

A - Le ramassage des goémons épaves entre le 1^{er} juin et le 14 septembre de chaque année est soumis aux dispositions suivantes :

1 - Commune d'Hendaye :

– toutes plages : autorisé seulement entre 21 H 00 et 7 H 00.

2 - Commune d'Urrugne :

– toutes plages : autorisé en permanence.

3 - Commune de Ciboure :

– toutes plages : autorisé entre 21 H 00 et 7 H 00.

4 - Commune de Saint - Jean-de-Luz :

– grande plage : interdit, sauf autorisation exceptionnelle accordée par la direction interdépartementale des affaires maritimes des Pyrénées – Atlantiques et des Landes, sur proposition du maire, de 21H 00 à 7H 00,

– autres plages : autorisé entre 21 H 00 et 7 H 00.

5 - Commune de Guéthary :

– toutes plages : autorisé entre 21H 00 et 7h 00.

6 - Commune de Bidart :

– toutes plages : autorisé entre 21 H 00 et 7 H 00.

7 - Commune de Biarritz :

– grande plage - plage de Miramar - plage du Port Vieux
- plage Côte des Basques: interdit

– autres plages : autorisé entre 21 H 00 et 7 H 00.

8 - Commune d'Anglet :

– plages “ Cavaliers - Madrague ” : autorisé entre 21 H 00 et 7 H 00.

– autres plages : interdit.

B - le ramassage des goémons épaves entre le 15 septembre et le 31 mai de l'année suivante est autorisé sous réserve des dispositions suivantes :

1 - Communes d'Hendaye, de Ciboure, de Biarritz et d'Anglet :

- samedi, dimanche et vacances scolaires de l'académie de Bordeaux : ramassage interdit entre 11 H 00 et 17 H 00.

2 - Communes d'Urrugne, de Guéthary et de Bidart :

- dimanche : ramassage interdit entre 11H00 et 17H00.

3 - Communes de Saint-Jean-de-Luz :

- vacances scolaires de carnaval (mois de février) et de pâques (mois d'avril) de la zone de l'académie de Bordeaux : accès aux plages interdit de 9H 00 à 21 H 00,
- dimanche : accès aux plages interdit de 9H 00 à 21H 00,
- autres jours : accès aux plages libre.

Article 3 - Goémons épaves dérivant en mer

- A.** La pêche des goémons épaves dérivant est autorisée en mer y compris à l'intérieur des trois milles, à l'aide d'un seul engin tracté constitué d'un cadre métallique ou en bois de 4,50 m sur 1,20 m ne possédant ni dent, ni lame, auquel est fixée une poche en filet d'un maillage égal ou supérieur à 90 mm. Cet engin peut être muni de patins mais ne doit comporter aucune chaîne de grattage en avant du bas de la poche.
- B.** La pêche des goémons épaves dérivants est interdite par tout procédé de pompage. Le pompage est autorisé seulement pour le transfert de l'algue de l'engin de pêche vers le navire. Dans ce cas, la longueur du tuyau de pompage est limitée au tirant d'eau du navire.
- C.** La pêche ne peut s'exercer qu'entre le 15 septembre et le 31 mai, du lundi au vendredi inclus, entre 7 H 30 et 18 H 00.
- D.** Les navires pratiquant la pêche des goémons épaves dérivant en mer devront, préalablement à l'exercice de cette activité, avoir passé une visite de sécurité approuvant l'exploitation du navire pour la pêche de l'algue.

Article 4 - Goémons de rive

A - La récolte des goémons de rive est autorisée sans engins motorisés, dans les conditions suivantes :

1 - Commune de Guéthary :

- le matin avant 10 H 30 pendant les périodes interdites à la collecte des goémons épaves.

2 - Communes de Ciboure, Anglet, Hendaye, Urrugne :

- pendant les périodes interdites à la collecte des goémons épaves.

3 - Commune de Bidart :

- du 1^{er} octobre au 31 mai pendant les périodes interdites à la collecte des goémons épaves.

B - La récolte des goémons de rive est interdite dans les communes de Biarritz et Saint- Jean- de- luz en dehors des périodes autorisées à la collecte des goémons épaves.

Article 5 - Goémons poussant en mer

L'arrachage ou la coupe des goémons poussant en mer sont interdits par quelque procédé que ce soit sur la totalité du domaine public maritime s'étendant au large des côtes du département des Pyrénées-Atlantiques.

Article 6 - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des peines prévues à l'article 6 5^{eme} et 6 7^{eme} du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime.

Article 7 - L'arrêté du préfet de région aquitaine n° 304/2000 du 28 novembre 2000 modifié est abrogé.

Article 8 - Le directeur régional des affaires maritimes et le directeur interdépartemental des affaires maritimes des Pyrénées-Atlantiques et des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la direction interdépartementale des affaires maritimes des Pyrénées-Atlantiques et des Landes ainsi que des stations maritimes en dépendant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Pour le Préfet de région et par délégation,
l'administrateur en chef des affaires maritimes
Didier BAUDOUIN
directeur régional
des affaires maritimes d'Aquitaine

COMITES ET COMMISSIONS

Modification au conseil de l'union régionale des caisses d'assurance maladie d'Aquitaine

Arrêté préfet de région du 5 septembre 2005
Direction régionale des affaires sanitaires et sociales

Le préfet de la région aquitaine, préfet de la gironde, officier de la légion d'honneur ;

Vu La loi n°2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie,

Vu Le code de la sécurité sociale et, notamment, les articles L.183-1 à L.183-4, R.183-2,

Vu Le décret n°2004-1075 du 12 octobre 2004 relatif à l'organisation des branches assurance maladie et accidents du travail et maladies professionnelles et à la composition des conseils de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et des caisses primaires d'assurance maladie,

Vu Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu L'arrêté de M. le Préfet de Région en date du 23 septembre 1997, fixant la répartition des sièges des administrateurs des Unions Régionales des Caisses d'Assurance Maladie d'Aquitaine pour les différents régimes,

Vu L'arrêté de M. le Préfet de Région en date du 23 décembre 2004 portant nomination au conseil de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie d'Aquitaine,

Sur Proposition en date du 27 juin 2005 de l'ARAMSA,

ARRÊTE

Article premier. l'article 1 de l'arrêté susvisé est ainsi modifié :

Article 2. Sont nommés membres du conseil de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie d'Aquitaine, *en tant que représentants de l'Association Régionale des Caisses de Mutualité Sociale Agricole :*

Suppléants :

- M^{me} Suzy MERSIE
- M^{me} Carol MAUGE
- M^{me} Monique LARTIGUE
- M^{me} Annick MAURUSSANE

En remplacement de :

- M. Max DOUX
- M. Guy POUSSET
- M^{me} Agnès MARTINET
- M. Henri PONCINI

Article 3. Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales d'Aquitaine, les Préfets des départements respectifs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région et à ceux des Préfectures des départements.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
le secrétaire général
pour les affaires régionales
MAC KAIN

**Modification du conseil d'administration
de l'union de recouvrement des cotisations
de sécurité sociale et d'allocations familiales de Pau**

Arrêté Préfet de Région du 9 septembre 2005
Direction régionale des affaires sanitaires et sociales

Le préfet de la région aquitaine, préfet de la gironde, officier de la légion d'honneur ;

Vu L'ordonnance 96.344 du 24 avril 1996, article 14.III, portant mesures relatives à l'organisation de la sécurité sociale,

Vu Le code de la sécurité sociale et, notamment, les articles L.213-2, L.231-1 à L.231-6.1 et D.231-1 à D.231-4,

Vu Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu Le décret n°2001-889 du 28 septembre 2001 relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale,

Vu L'arrêté préfectoral en date du 26 octobre 2001, modifié le 29 juillet 2005 fixant la composition du conseil d'administration de l'Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales de Pau

Sur Proposition en date du 18 juillet 2005 de la Confédération Française de l'Encadrement CGC,

ARRÊTE

Article premier – L'article 2 de l'arrêté susvisé est ainsi modifié :

Article 2- - Sont nommés en tant que représentant des assurés sociaux et sur désignation de la Confédération Française de l'Encadrement CGC :

Titulaire : M^{me} Danielle NEBINI-GARAMBOIS en remplacement de M^{me} Monique BERGE-PLAISENCE

Suppléant : M. Marc LIESENBOURGHS en remplacement de M. Henri SERRES

Article 3 – Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales d'Aquitaine, le Préfet du département des Pyrénées Atlantiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région et à celui de la Préfecture du département.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
le secrétaire général
pour les affaires régionales
MAC KAIN



